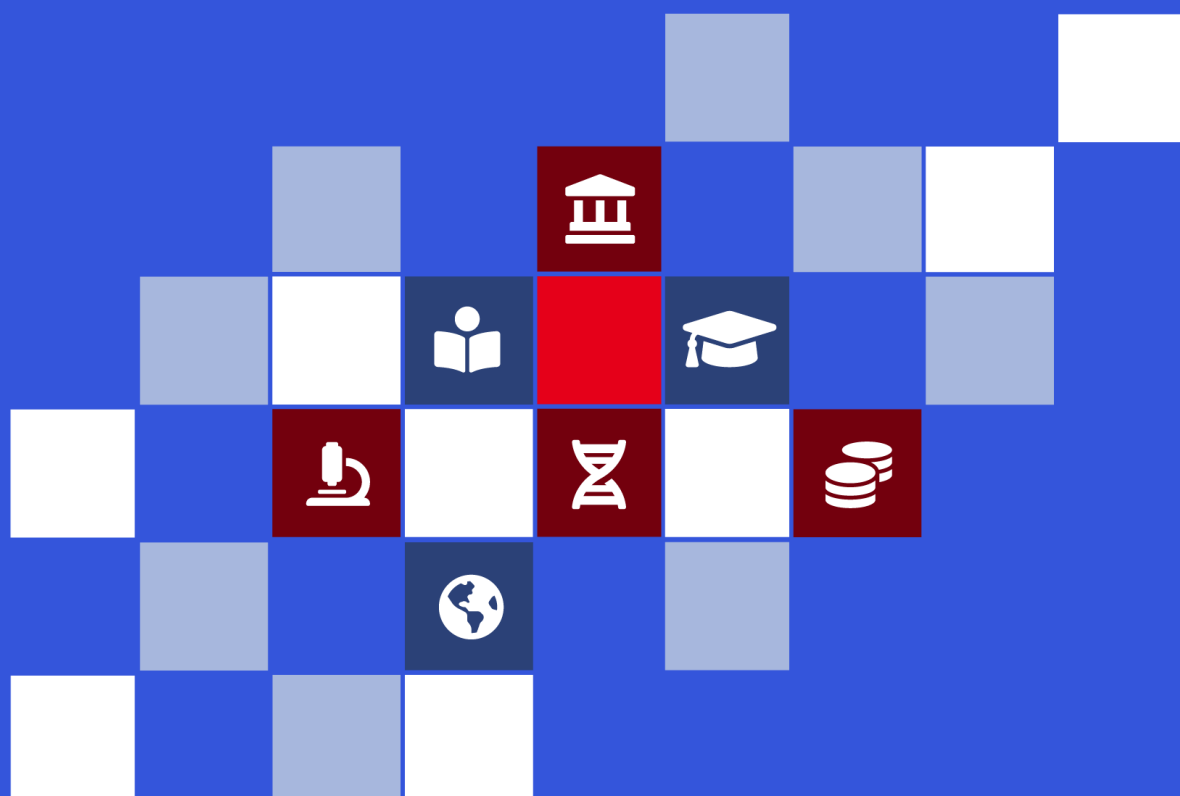




Rapport d'activité

2025

Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Recherche
et de l'Enseignement supérieur



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Recherche
et de l'Enseignement supérieur

Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

<https://mesr.gouvernement.lu/fr.html>

18-20, montée de la Pétrusse

L-2327 Luxembourg

Photos:

© [Luxembourg Institute of Health \(LIH\)](#)

© [Luxembourg School of Religion & Society \(LSRS\)](#)

© [Luxembourg National Data Service \(LNDS\)](#)

© stock.adobe.com

Dans la présente publication, le masculin est utilisé dans un souci de lisibilité sans volonté de discrimination.

Date: 26 mars 2026



TABLE DES MATIÈRES

1. POLITIQUE GÉNÉRALE	6
1.1 Principaux travaux législatifs	6
Loi du 23 avril 2025 portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles	6
Projet de loi 8580 ayant pour objet l'organisation du fonds national de la recherche dans le secteur public et portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures	6
Projet de loi 8636 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures	6
1.2 Gouvernance.....	8
Comité de coordination stratégique	8
Évaluation externe de l'Université.....	8
Conventions pluriannuelles 2026-2029	9
Bonus institutionnel 2025	10
2. ACTIVITÉS NATIONALES.....	11
2.1 Reconnaissance des diplômes et des qualifications.....	11
Inscription au registre des titres.....	11
Reconnaissance des qualifications professionnelles.....	13
Homologation des diplômes dans le domaine du droit	17
2.2 Services étudiants	18
Information études supérieures	18
39 ^e Foire de l'Étudiant	23
Aides financières de l'État pour études supérieures.....	24
2.3 Programmes d'études menant au brevet de technicien supérieur (BTS)	28
Offre de formations.....	28
Procédure d'accréditation	30
2.4 Accréditation d'établissements d'enseignement supérieur spécialisés et de leurs programmes d'études menant aux grades de bachelor et de master	31
Cadre législatif et réglementaire	31
Demandes d'accréditation	31
2.5 Agrément FNR.....	32
2.6 Fondation Auguste van Werveke-Hanno.....	33
2.7 Commission Nationale d'Éthique (C.N.E.)	34
2.8 Centre de Mobilité – Euraxess Luxembourg	36
2.9 Statistiques et stratégie des données	37
2.10 Travaux stratégiques.....	38
3. ACTIVITÉS EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES	39
3.1 Union européenne	39
Conseil Compétitivité	39
Groupe de travail <i>Recherche et Questions atomiques / Recherche</i> (groupe conjoint)	39
European Research Area and Innovation Committee (ERAC)	39
Réunion des Directeurs Généraux de l'Enseignement supérieur.....	40
Forum de l'EER (ERA Forum)	40



Sous-groupe approche mondiale de la coopération en R&I du forum de l'EER	41
Cadre stratégique <i>Espace Européen de l'Éducation</i> – Groupe technique sur l'enseignement supérieur (2021-2025)	41
3.2 Cadre européen	43
Groupe de Suivi du Processus de Bologne – période de travail 2021-2024	43
Groupe de travail du BFUG Thematic Peer Learning Group on Quality Assurance	43
3.3 Infrastructures européennes de recherche	44
DARIAH (Digital Research Infrastructure for the Arts and Humanities)	44
ELIXIR (European Life Sciences Infrastructure for Biological Information)	44
EATRIS (European Advanced Translational Research Infrastructure in Medicine)	45
SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe)	46
PRACE (Partnership for Advanced Computing in Europe)	47
3.4 Comité BENELUX	48
3.5 Groupe de travail <i>Enseignement supérieur et Recherche</i> de la Grande Région	49
3.6 Organisations intergouvernementales	50
Laboratoire européen de Biologie moléculaire et Conférence européenne de Biologie moléculaire (EMBL et EMBC)	50
Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE)	50
European Quality Assurance Register for Higher Education (EQAR)	51
Réseaux ENIC-NARIC (European Network of Information Centres in the European Region – National Academic Recognition Information Centres in the European Union)	51
3.7 Relations internationales et activités de promotion	52
Mission économique en Espagne	52
Déplacement au Japon dans le cadre de l'Exposition universelle 2025	52
Visite de travail en Finlande et au Danemark	52
Signature d'un avenant renforçant la coopération dans le domaine des études médicales avec la France	53
4. REPRÉSENTATION DANS DES CONSEILS D'ADMINISTRATION, COMITÉS INTERMINISTÉRIELS ET GROUPES DE TRAVAIL	54
5. ACTIVITÉS DES ACTEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE	56
5.1 Université du Luxembourg	56
5.2 Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)	63
Soutenir la compétitivité du secteur privé	63
Mettre la science au service du secteur public	64
S'appuyer sur l'excellence scientifique	65
Préparer l'avenir	66
5.3 Luxembourg Institute of Health (LIH)	71
Renforcement de la recherche translationnelle et clinique	71
Renforcement de la compétitivité européenne	71
Avancées en recherche et en soins contre le cancer	72
Le système immunitaire et son rôle clé dans la santé et la maladie	72
Transformer les soins de santé grâce à des données sécurisées et fiables	72
Médecine préventive et santé publique	73
Récompenses et prix	73
5.4 Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)	76
Un institut aux expertises scientifiques multiples, ancré dans les enjeux sociétaux	76
Une organisation mature, matricielle et performante	76
Clôture du plan stratégique 2022–2025 : une réussite collective	77
Des projets nationaux structurants au service des politiques publiques	77
Une présence scientifique renforcée à l'international	77



5.5 Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarökologie Luxemburg a.s.b.l. (IBLA)	81
5.6 LIS – Cross-National Data Center in Luxembourg	85
Harmonisation des bases de données LIS	85
Accès aux données LIS par les chercheurs	86
Promotion de la recherche comparative en Sciences Sociales	86
Recherche collaborative locale et internationale	87
5.7 Fondation RESTENA	90
Développement général	90
Activités internationales	92
5.8 Luxembourg School of Religion & Society (LSRS) – (Centre Jean XXIII – Grand Séminaire)	94
5.9 University of Sheffield	98
Miami University	102
5.10 Luxembourg Institute of Research in Orthopedics, Sports Medicine and Science (LIROMS)	104
Département de biomécanique clinique	104
Département d'orthopédie	105
Département de médecine et des sciences du sport	106
6. ACTIVITÉS DES AGENCES INTERMÉDIAIRES DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	110
6.1 Fonds National de la Recherche (FNR)	110
Fortifier les fondations de la recherche publique	110
Contribuer à façonner le Luxembourg de demain	112
• Promotion des activités du FNR	113
6.2 Luxinnovation	116
Financements européens	116
6.3 Luxembourg Media and Digital Design Centre GIE	118
Ressources humaines et infrastructure	118
Activités et projets	119
Événements	119
Communication	119
6.4 Luxembourg National Data Service (LNDS)	120
6.5 Anefore	123
7. CHIFFRES CLÉS DU MESR	125



1. POLITIQUE GÉNÉRALE

1.1 Principaux travaux législatifs

Loi du 23 avril 2025 portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Cette loi a pour objet de transposer en droit national la directive déléguée 2024/782 de la Commission du 4 mars 2024 modifiant la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles en ce qui concerne les exigences minimales en matière de formation pour les professions d'infirmier responsable de soins généraux, de praticien de l'art dentaire et de pharmacien. À cette fin, une modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles a été nécessaire.

La directive déléguée précitée vise à mettre à jour les critères minimaux de formation pour les trois professions mentionnées, à la lumière des progrès scientifiques et techniques généralement reconnus.

À noter que l'impact pratique de ces modifications se limite actuellement aux programmes d'études d'infirmier, en ce qu'aucun cycle d'études complet préparant aux professions de médecin-dentiste ni de pharmacien n'est proposé au Luxembourg.

Projet de loi 8580 ayant pour objet l'organisation du fonds national de la recherche dans le secteur public et portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 11 juillet 2025. Il a pour objet, plus de 25 ans après la création du fonds national de la recherche (ci-après : « FNR ») par la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public et plus de sept ans après une première réforme du FNR par la loi du 27 août 2014 modifiant - la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public ; – la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, de procéder à une révision du cadre légal du FNR. Il s'agit d'y apporter des adaptations au niveau des missions, de l'organisation et du fonctionnement, compte tenu du développement et de l'évolution considérables que le secteur de la recherche publique a connus au cours des années.

Dans un écosystème de la recherche qui a énormément gagné en maturité au cours des dernières années, cette révision du cadre légal permettra de redéfinir et d'adapter le rôle, les missions et la gouvernance de l'agence de financement de la recherche publique au contexte actuel. Le FNR sera ainsi appelé à mieux répondre aux besoins des acteurs publics de la recherche dans le cadre défini par la politique gouvernementale et de fournir d'une manière plus ciblée les services dont l'écosystème de la recherche a besoin.

Le Conseil d'État ayant émis son avis le 19 décembre 2025, les travaux de la Commission parlementaire de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation continueront en 2026.

Projet de loi 8636 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le projet de loi susmentionné a été déposé à la Chambre des Députés le 10 octobre 2025. Il a pour objet la mise en place d'un cadre révisé en matière d'aide financière de l'État pour études supérieures, destiné à renforcer l'égalité des chances, à moderniser les modalités de soutien aux étudiants et à adapter le dispositif aux exigences sociales, économiques et juridiques actuelles.



L'objectif fondamental poursuivi reste identique à celui de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures : faciliter l'accès aux études supérieures pour tous les étudiants, quelle que soit leur situation sociale, tout en garantissant un système équitable.

Dans un contexte d'enseignement supérieur en évolution, cette révision du cadre légal permet d'adapter certains mécanismes de l'aide financière aux réalités actuelles, sans que la structure de base des aides, à savoir les quatre piliers que sont la bourse de base, la bourse de mobilité, la bourse sociale et la bourse familiale ne soit modifiée.

Les mesures proposées comprennent certaines améliorations financières (p.ex. revalorisation de la bourse de mobilité, adaptation semestrielle de l'indexation applicable aux bourses à chaque variation de la cote d'au moins 2,5%, abaissement du taux d'intérêt applicable aux prêts de 2% à 1,8% au maximum, élargissement du champ des frais d'inscription pris en compte pour une majoration de l'aide, introduction d'une prime de réussite pour chaque programme d'études achevé avec succès) visant à permettre aux étudiants au Luxembourg et à l'étranger, de mieux s'adapter aux évolutions socio-économiques récentes et de se consacrer pleinement à leurs études.

Le texte reprend et transpose les différents points de l'accord conclu en octobre 2024 entre le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et l'Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois (ACEL).



1.2 Gouvernance

Comité de coordination stratégique

Créé en juillet 2019, le comité de coordination stratégique constitue un instrument-clé en vue d'assurer une meilleure coordination entre les principaux acteurs de la recherche publique au Luxembourg et d'optimiser les effets de synergie et de complémentarité entre les institutions. Présidé par le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (MESR), il rassemble les dirigeants de l'Université du Luxembourg, des trois centres de recherche publics et du Fonds National de la Recherche (FNR).

En 2025, huit réunions du comité ont eu lieu. Parmi les sujets abordés de manière récurrente dans le courant de l'année figuraient la mise à jour de la stratégie nationale de la recherche et de l'innovation, la contribution de la recherche aux stratégies nationales sur les données, l'intelligence artificielle et les technologies quantiques, la sécurité de la recherche et l'initiative *Research Luxembourg*. Par ailleurs, le projet de loi ayant pour objet l'organisation du fonds national de la recherche dans le secteur public et portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ainsi que les travaux en vue de l'établissement d'une bibliographie scientifique nationale, en collaboration avec la Bibliothèque nationale du Luxembourg, furent également discutés.

Évaluation externe de l'Université

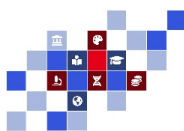
La loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics stipule dans son article 50 que l'Université est évaluée avec une périodicité de quatre ans. La dernière évaluation, qui a été réalisée en 2022, portait sur les activités d'enseignement. En 2024, l'évaluation externe portait sur les activités de recherche à l'Université du Luxembourg. Cette évaluation, qui a été publiée au cours de l'année 2025, dresse un bilan globalement très positif du développement scientifique de l'établissement. Les principaux résultats et recommandations ont été présentés et débattus à la commission parlementaire en septembre 2025. Les rapports d'évaluation sont disponibles sur le site internet du MESR.

Le MESR, en tant que pouvoir adjudicateur, a défini le cahier des charges de l'évaluation et a procédé à la sélection de l'agence. Outre l'évaluation approfondie des activités de recherche et d'innovation de tous les départements de recherche, l'évaluation a également abordé les aspects institutionnels et organisationnels. Elle a fait appel à quelque 62 experts internationalement reconnus dans leur domaine et a été réalisée selon le principe de l'évaluation par les pairs (« international peer review »).

L'évaluation externe affirme que l'Université a réussi en un peu plus de vingt ans à s'imposer comme une université de recherche, affichant une production scientifique de qualité, une visibilité internationale croissante et, dans plusieurs domaines, des performances bibliométriques supérieures à la moyenne mondiale. Cette réussite repose sur un financement public solide, des infrastructures de haut niveau et le recrutement de chercheurs internationaux de grande qualité.

L'évaluation souligne toutefois que l'Université entre désormais dans une phase charnière : après une période de forte croissance, l'enjeu principal est celui de la consolidation. Les experts estiment nécessaire de renforcer la masse critique des groupes de recherche, tant dans les départements que dans les centres interdisciplinaires, afin de réduire la fragmentation actuelle et d'accroître la durabilité et la résilience de l'organisation scientifique. Ils pointent également un manque de stratégies de recherche suffisamment structurées et prospectives au niveau des départements et des centres.

Sur le plan de la gouvernance et des processus, le rapport met en évidence la nécessité d'accroître la capacité stratégique interne, de simplifier certaines procédures administratives et d'adapter la politique des ressources humaines à une université désormais moins en expansion mais confrontée à des enjeux de renouvellement des carrières, d'égalité de genre et de qualité de vie au travail. L'engagement sociétal de la recherche est jugé réel et diversifié, bien que le transfert de connaissances et la valorisation restent encore inégalement développés.



Enfin, l'évaluation recommande de renforcer la coopération entre l'Université et les centres de recherche publics afin de consolider la cohérence et l'efficacité du système national de recherche et d'innovation.

Conventions pluriannuelles 2026-2029

Les lois portant création ou organisation des établissements publics de l'enseignement supérieur et de la recherche disposent que les relations entre l'État et ces institutions sont régies par des conventions pluriannuelles, d'une durée de quatre ans, qui déterminent les moyens et les effectifs nécessaires pour la mise en œuvre des activités des établissements et définissent les engagements financiers de l'État.

Les conventions pluriannuelles de l'Université et des CRP tout comme celle du FNR ont été négociées en parallèle pendant le deuxième semestre de l'année 2025, de sorte à pouvoir garantir une cohérence plus forte entre les conventions des différents acteurs, avec des définitions d'objectifs et d'indicateurs identiques. Cette approche commune permet de mieux rendre visibles les différences et complémentarités entre les différentes institutions.

Comme pour les conventions précédentes, la possibilité du principe de révision à mi-terme (donc au plus tard au 31 décembre 2027) est prévue.

À l'instar des contrats précédents, les conventions 2026-2029 comportent une description des missions et des objectifs stratégiques que les institutions se proposent de réaliser et les indicateurs permettant de mesurer la réalisation de ces objectifs. Les indicateurs peuvent être classifiés suivant trois catégories :

- **Indicateurs d'ordre financier** : en contrepartie de la dotation de base de la part de l'État, l'institution s'engage à générer des recettes (financement tiers) dans les catégories suivantes :
 - Recherche compétitive : il s'agit de fonds provenant de programmes de recherche scientifique, mettant en compétition des institutions pour financement sur base de projets de recherche, à la suite d'un appel à proposition comme p.ex. pratiqué par le FNR ou dans le cadre du programme de recherche Horizon Europe de l'UE. Il convient de noter que les résultats obtenus au programme-cadre Horizon Europe et à ses prédécesseurs permettront de répartir le bonus institutionnel.
 - Recherche collaborative : il s'agit du cofinancement de projets collaboratifs au sens de l'encadrement communautaire des aides d'État avec une entité privée ou publique, royalties ou autres revenus de propriété intellectuelle, les missions commandées et financées par des ministères luxembourgeois ou leurs administrations, autres que le ministère ayant dans ses attributions la recherche dans le secteur public. Les financements des missions seront comptabilisés dans cette catégorie.

Le financement tiers permet de mesurer les capacités de l'Université et des CRP de faire payer un tiers pour les activités de recherche et de développement. C'est une mesure de la pertinence des activités de recherche. Le montant de la dotation constitue un montant maximal alors que les montants de recherche collaborative et compétitive constituent des montants minimaux que l'institution s'engage à atteindre.

- **Indicateurs portant sur les résultats** : Les objectifs de résultats notamment scientifiques et de valorisation socio-économique et d'impact constituent le deuxième pilier des conventions.
 - Publications : la production scientifique se mesure avant tout par la quantité et la qualité des publications scientifiques. La quantité se trouve décrite par l'intensité de publication, c.à.d. le nombre de publications scientifiques dans des journaux scientifiques à comité de lecture. La qualité de la production scientifique des institutions se mesure par le nombre de publications dans des journaux scientifiques qui sont classées dans les meilleurs 10 % du domaine.
 - Thèses de doctorat : la contribution des centres de recherche au développement de la relève scientifique de la prochaine génération de chercheurs ainsi qu'au développement d'une force de travail hautement qualifiée se trouve mesurée par le nombre de thèses de doctorat défendues pendant la période considérée.
 - Le potentiel de valorisation socio-économique des activités de recherche est mesuré par le nombre de doctorants et de post-doctorants en partenariats public-privé entre les institutions et des entreprises ainsi que par le nombre de brevets, licences et spin-offs créés.
 - Outre le nombre de doctorants et de post-doctorants en partenariats public-privé, les conventions mesurent l'impact socio-économique sur la base des spin-offs nouvellement créés et de ceux demeurant actifs après un



minimum de trois années d'existence. La coopération au niveau national entre les institutions se voit renforcée par l'objectif de publications scientifiques communes.

- Pour l'Université, un nombre d'indicateurs supplémentaires permet de mesurer les objectifs en matière **d'enseignement supérieur**, comme p.ex. le nombre de membres du personnel enseignants-chercheurs et enseignants-chercheurs associés certifiés suite à un programme de formation professionnelle organisée dans le cadre de l'Institute for Innovative Teaching and Learning (I²TL) de l'Université, le pourcentage de la totalité des étudiants inscrits au niveau bachelor ou master qui participent à au moins une évaluation de cours ou encore le nombre de nouveaux certificats avec ECTS offerts par l'University of Luxembourg Competence Centre (ULCC).

Si la logique de la convention pluriannuelle avec le FNR est identique à celles conclues avec les acteurs de la recherche, les objectifs et indicateurs sont différents afin de refléter au mieux ses missions.

Comme le FNR est l'agence de financement de la recherche, la pierre angulaire de la convention pluriannuelle est le cadre financier. Les engagements financiers du FNR pour les années 2026-2029 seront plafonnés à 359,29 millions d'euros. Les différents programmes et actions prioritaires s'inscrivent dans les objectifs suivants du FNR :

- 1) Promouvoir l'excellence scientifique en cohérence avec les priorités nationales de la recherche ;
- 2) Accélérer le transfert de connaissances et l'impact sociétal ;
- 3) Renforcer l'intelligence stratégique et l'intégration de l'écosystème.

L'ensemble de ces conventions représente un engagement financier global de l'État (dotations annuelles) de 1.962,199 millions d'euros pour les quatre institutions et le FNR.

(mio. €)	2026	2027	2028	2029	Total
Université du Luxembourg	261	267,509	277,377	285,94	1091,826
LIST	59,5	61,4	63,4	65,1	249,4
LIH	49,6	51,3	53,2	54,7	208,8
LISER	17,814	18,445	19,14	19,774	75,173
FNR	84	88,2	92,6	97,2	362

Bonus institutionnel 2025

Conformément aux dispositions des conventions pluriannuelles 2022-2025 conclues avec l'Université du Luxembourg et avec les centres de recherche publics, le bonus institutionnel sur base des résultats de participation (années de référence 2022-2023-2024) au programme de recherche européen Horizon2020 et Horizon Europe a été réparti de la façon suivante entre les institutions publiques de recherche :

	mio. €	%
Université du Luxembourg	4,59	51,03
LIST	2,71	30,16
LIH	1,20	13,31
LISER	0,50	5,50
TOTAL	9,00	100,00



2. ACTIVITÉS NATIONALES

2.1 Reconnaissance des diplômes et des qualifications

Inscription au registre des titres

La procédure d'inscription au registre des titres de formation de l'enseignement supérieur est régie par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. La loi précitée a mis en place le registre des titres de formation comportant deux sections : la section de l'enseignement secondaire et la section de l'enseignement supérieur. Elle prévoit, outre l'autorisation du port public du titre de formation concerné, que l'inscription d'un titre dans ce registre implique l'alignement au niveau correspondant du cadre luxembourgeois des qualifications, défini dans le même dispositif. La loi modifiée du 28 octobre 2016 a pour règlement d'exécution le règlement grand-ducal modifié du 17 février 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles, par lequel est définie la procédure relative à l'inscription d'un titre de formation au prédit registre. Par la suite, le règlement grand-ducal du 7 juillet 2023 portant modification du règlement grand-ducal du 17 février 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles est venu amender les critères d'éligibilité en ouvrant l'accès à la procédure précitée aux personnes ressortissantes de pays tiers non résidentes au Luxembourg, sur base de présentation d'un titre de séjour valable émis par un État membre de l'Union européenne (cf. *supra*, point 1.1.). Cette mesure a visé à adapter la procédure en question à la mobilité transfrontalière autant estudiantine que professionnelle.

Pour être inscrits au registre des titres, les titres et grades d'enseignement supérieur étrangers doivent sanctionner un cycle d'études complet et correspondre aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'État dans lequel le diplôme a été conféré.

Les titres de formation de l'enseignement supérieur étrangers sont inscrits sur demande individuelle et sur présentation d'un dossier, qui peut être introduit sous format entièrement numérique via la plateforme Guichet.lu ou sous format papier. La ministre statue sur la demande d'inscription.

L'inscription des diplômes nationaux d'enseignement supérieur et des diplômes d'enseignement supérieur émis par un État avec lequel le Grand-Duché de Luxembourg a conclu un accord se fait d'office. En 2025, cela valait pour les diplômes belges et néerlandais visés par les décisions BENELUX M(2015)3 du 18 mai 2015 et M(2018)1 du 25 janvier 2018, ainsi que pour ceux listés à l'Annexe I du traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021, que le Grand-Duché de Luxembourg a conclu avec le Royaume de Belgique représenté par le Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Communauté germanophone, la République d'Estonie, la République de Lettonie, la République de Lituanie et le Royaume des Pays-Bas.

Nombre de titres inscrits en 2018	Nombre de titres inscrits en 2019	Nombre de titres inscrits en 2020	Nombre de titres inscrits en 2021	Nombre de titres inscrits en 2022	Nombre de titres inscrits en 2023	Nombre de titres inscrits en 2024	Nombre de titres inscrits en 2025
4.185	4.366	4.898	4.711	4.611	5.723	6.909	7.441

En 2025, 630 demandes ont fait l'objet d'une décision de refus d'inscription au registre des titres de formation du fait que ces titres n'ont pas été délivrés conformément aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance du diplôme.



Au cours de cette année, des demandes provenant de 130 pays différents ont fait l'objet d'un traitement débouchant sur une inscription au registre des titres de formation. La majorité des titres de formation inscrits audit registre ont été délivrés en France, en Allemagne, en Belgique et au Royaume-Uni.

Pays	Nombre de titres inscrits en 2018	Nombre de titres inscrits en 2019	Nombre de titres inscrits en 2020	Nombre de titres inscrits en 2021	Nombre de titres inscrits en 2022	Nombre de titres inscrits en 2023	Nombre de titres inscrits en 2024	Nombre de titres inscrits en 2025
France	1.490	1.298	1.409	1.345	1.273	1.867	2.112	2.426
Allemagne	814	741	979	818	834	949	1.212	1.149
Belgique	362	355	404	338	321	307	306	371
Royaume-Uni	282	315	375	309	301	345	378	395

Une augmentation notable des demandes d'inscription pour des titres ukrainiens est à souligner depuis l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie, ce qui s'est traduit par une forte hausse du nombre des titres inscrits à partir de 2022, et par son maintien à un haut niveau entre 2023 et 2025.

Pays	Nombre de titres inscrits en 2018	Nombre de titres inscrits en 2019	Nombre de titres inscrits en 2020	Nombre de titres inscrits en 2021	Nombre de titres inscrits en 2022	Nombre de titres inscrits en 2023	Nombre de titres inscrits en 2024	Nombre de titres inscrits en 2025
Ukraine	31	35	35	32	187	205	255	232



Reconnaissance des qualifications professionnelles

La reconnaissance des qualifications professionnelles obtenues à l'étranger est régie par les dispositions de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, qui transpose en droit luxembourgeois la directive 2005/36/CE telle qu'elle a été modifiée par les directives successives, dont notamment la directive 2013/55/UE.

Sont visées par la reconnaissance des qualifications professionnelles les professions dont l'accès est soumis à certaines conditions législatives/réglementaires. Ainsi, les personnes désirant exercer une de ces professions doivent en principe obtenir au préalable une reconnaissance de leurs qualifications professionnelles.

Pour le MESR, il s'agit des professions suivantes :



Professions de santé :

- Assistant social
- Assistant technique médical en chirurgie
- Assistant technique médical en laboratoire
- Assistant technique médical en radiologie
- Diététicien
- Ergothérapeute
- Infirmier
- Infirmier en anesthésie et réanimation
- Infirmier en pédiatrie
- Infirmier gradué
- Infirmier psychiatrique
- Laborantin
- Masseur-kinésithérapeute
- Orthophoniste
- Orthoptiste
- Ostéopathe
- Pédagogue curatif
- Podologue
- Rééducateur en psychomotricité
- Sage-femme

Autres professions de santé :

- Expert en physique médicale (depuis mai 2019)
- Expert en radioprotection (depuis mai 2019)



Professions libérales :

- Architecte
- Architecte d'intérieur
- Architecte-paysagiste et ingénieur-paysagiste
- Comptable
- Conseil en propriété industrielle
- Expert-comptable
- Géomètre
- Ingénieur-conseil du secteur de la construction
- Urbaniste/aménageur

**Professions médicales :**

- Psychothérapeute
- Médecin-généraliste
- Médecin-spécialiste
- Médecin-dentiste
- Médecin-dentiste spécialiste
- Médecin-vétérinaire
- Pharmacien

Spécialités en médecine

- | | |
|--|--|
| • Anesthésiologie | • Médecine nucléaire |
| • Allergologie | • Médecine physique et de réadaptation |
| • Anatomie pathologique | • Médecine tropicale |
| • Biologie clinique | • Microbiologie-bactériologie |
| • Cardiologie | • Néphrologie |
| • Chimie biologique | • Neurochirurgie |
| • Chirurgie dentaire, orale et maxillo-faciale | • Neurologie |
| • Chirurgie des vaisseaux | • Neurophysiologie clinique |
| • Chirurgie plastique | • Neuropsychiatrie |
| • Chirurgie gastro-entérologique | • Oncologie médicale |
| • Chirurgie générale | • Ophtalmologie |
| • Chirurgie maxillo-faciale | • Orthopédie |
| • Chirurgie pédiatrique | • Oto-rhino-laryngologie |
| • Chirurgie thoracique | • Pédiatrie |
| • Dermatologie | • Pharmacologie |
| • Dermato-vénéréologie | • Pneumologie |
| • Endocrinologie | • Psychiatrie |
| • Gastro-entérologie | • Psychiatrie infantile |
| • Gériatrie | • Radiodiagnostic |
| • Gynécologie et obstétrique | • Radiologie |
| • Hématologie biologique | • Radiothérapie |
| • Hématologie générale | • Rhumatologie |
| • Immunologie | • Santé publique et médecine sociale |
| • Maladies contagieuses | • Stomatologie |
| • Médecine génétique | • Médecine d'urgence |
| • Médecine interne | • Urologie |
| • Médecine du travail | • Vénéréologie |

Spécialités en médecine dentaire

- Orthodontie
- Chirurgie buccale

Pour obtenir une reconnaissance des qualifications professionnelles en vue de l'accès à une profession réglementée, le titre de formation doit sanctionner une formation dont le contenu et le profil professionnel préparé correspondent à ce qui est exigé au Luxembourg pour pouvoir exercer cette profession.

En cas de concordance entre ces points, une reconnaissance directe du titre de formation peut être prononcée.

En cas de différences substantielles entre ces points, le candidat doit d'abord accomplir avec succès des mesures compensatoires, avant de pouvoir prétendre à une reconnaissance de son titre de formation. L'objectif de ces mesures compensatoires est de combler les lacunes constatées.



En cas de différences essentielles entre ces points, la reconnaissance du titre de formation doit être refusée, car le titre de formation en question n'a généralement pas préparé à la même profession que celle pour laquelle la reconnaissance est demandée.

À noter que pour les professions libérales, l'accès est généralement directement donné par le ministère de l'Économie et ce n'est que pour des motifs exceptionnels qu'une décision de reconnaissance préalable par le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur est exigée.

Depuis le 1^{er} décembre 2021, les demandes de reconnaissance des qualifications professionnelles peuvent être introduites sous format entièrement électronique via la plateforme www.guichet.lu. Cette démarche électronique contribue aussi, au Luxembourg, à la réalisation du Portail numérique unique de l'Union européenne (*Single Digital Gateway*) et des obligations définies dans le règlement (UE) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes.

Au cours de l'année 2025, le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a pris les décisions suivantes pour les professions de santé :

Profession	Nombre total de décisions de reconnaissance	Nombre de reconnaissances directes	Nombre de reconnaissances après mesures compensatoires	Nombre de refus
Assistant social	104	0	101	3
ATM en chirurgie	11	10	0	1
ATM en laboratoire	0	0	0	0
ATM en radiologie	31	30	0	1
Diététicien	19	18	0	1
Ergothérapeute	48	47	0	1
Infirmier	3	2	1	0
Infirmier en anesthésie et réanimation	6	6	0	0
Infirmier en pédiatrie	26	26	0	0
Infirmier gradué	4	0	1	3
Infirmier psychiatrique	6	5	0	1
Laborantin	37	17	15	5
Masseur-kinésithérapeute	114	109	1	4
Orthophoniste	17	16	1	0
Orthoptiste	4	4	0	0
Ostéopathe	39	38	1	0
Pédagogue curatif	3	2	0	1
Podologue	4	4	0	0
Rééducateur en psychomotricité	10	9	0	1
Sage-femme	1	0	1	0
Total	494	343	122	22



Pour les autres professions de santé :

Profession	Nombre total de décisions de reconnaissance	Nombre de reconnaissances directes	Nombre de reconnaissances après mesures compensatoires	Nombre de refus
Expert en physique médicale	0	0	0	0
Expert en radioprotection	1	0	0	0
Total	1	0	0	0

Au cours de l'année 2025, le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a par ailleurs pris les décisions suivantes pour les professions médicales :

Profession	Nombre total de décisions de reconnaissance	Nombre de reconnaissances directes	Nombre de reconnaissances après mesures compensatoires	Nombre de refus
Médecin-spécialiste en Hématologie générale	1	1	0	0
Médecin-spécialiste en Médecine d'urgence	5	4	0	1
Médecin-spécialiste en Psychiatrie infantile	5	1	2	2
Total	11	6	2	3

Au cours de l'année 2025, le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a par ailleurs pris les décisions suivantes pour la profession de psychothérapeute :

Profession	Nombre total de décisions de reconnaissance	Nombre de reconnaissances directes	Nombre de reconnaissances après mesures compensatoires	Nombre de refus
Psychothérapeute	52	31	/	21



Homologation des diplômes dans le domaine du droit

La loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, entrée en vigueur en date du 18 novembre 2016, dispense de la procédure d'homologation les titres et grades de formation en médecine, médecine dentaire, médecine vétérinaire et pharmacie obtenus dans un pays tiers. Cette disposition vaut également pour tous les titres de formation en philosophie et lettres, en sciences humaines, en sciences physiques et mathématiques et en sciences naturelles en vue de l'accès à la fonction de professeur.

Actuellement, la procédure d'homologation reste requise dans le domaine du droit pour être admis aux cours complémentaires en droit luxembourgeois en vue de l'accès au barreau.

Les demandes d'homologation sont transmises à la commission d'homologation en droit, chargée de donner un avis consultatif concernant la conformité des diplômes présentés aux dispositions légales et réglementaires.

Les critères d'homologation en droit sont fixés par les articles 2 et 4 du règlement grand-ducal modifié du 10 décembre 2004 :

- le requérant doit être titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires, luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent ;
- le diplôme final doit sanctionner un cycle d'études de droit d'une durée minimale de quatre années ;
- l'enseignement du droit doit avoir porté sur au moins quatre semestres d'études de droit civil et sur deux semestres de chacune des matières d'études suivantes : le droit commercial, le droit pénal ou la procédure pénale, le droit international privé ou public, le droit constitutionnel ou administratif ;
- le droit enseigné doit correspondre dans ses conceptions fondamentales aux principes généraux du système juridique luxembourgeois.

Le ministre prend les décisions d'octroi ou de refus d'homologation sur base de l'avis de la commission d'homologation.

En 2025, 490 diplômes en droit ont été homologués :

Pays d'études	DE	UK	BE	NL	FR	CH	IT	ESP	PO	Divers	Total
Nombre de diplômes homologués	10	9	39	18	371	3	4	2	3	31	490



2.2 Services étudiants

Missions

Le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur comprend deux services qui s'adressent plus particulièrement aux lycéens, aux étudiants et aux personnes qui souhaitent reprendre des études supérieures. Il s'agit du service Information études supérieures et du service Aides financières pour études supérieures, qui remplissent notamment les missions suivantes :

- informer sur les études supérieures au Luxembourg et à l'étranger, les conditions d'admission et les procédures d'inscription aux universités ;
- organiser annuellement la Foire de l'Étudiant ;
- gérer les aides financières de l'État pour études supérieures.

Information études supérieures

Site internet www.mengstudien.lu



Le site www.mengstudien.lu regroupe les deux services précités du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, à savoir le service Information études supérieures (*Info études*) et le service Aides financières (*AideFi*). Il s'adresse directement aux étudiants et a pour objectif d'informer toute personne intéressée de manière claire, intuitive et moderne. Il réunit les brochures et flyers des deux services et des informations régulièrement mises à jour sur les différents pays d'études, les domaines d'études et d'emploi, ainsi que sur les aides financières de l'État. Ces informations sont complétées par une rubrique *actualités*. Les informations du site sont également relayées via les réseaux sociaux Facebook et Instagram.

Accueil du public et prises de rendez-vous via MyGuichet.lu

Les élèves, les étudiants, les parents d'élèves, ainsi que les adultes souhaitant s'engager dans des études supérieures ont la possibilité de rencontrer un agent du service Information études supérieures. Jusqu'à fin juillet 2025, ces consultations avaient lieu, tous les après-midis de semaine, au guichet unique de la Maison de l'orientation (MO). Ainsi, du 1^{er} janvier au 31 juillet 2025, 521 personnes ont sollicité le guichet du service Information études supérieures du MESR à la MO. De ces 521 visites, 40 étaient uniquement pour l'aide financière.

Depuis août 2025, le service Information études supérieures accueille le public dans les localités du MESR. Du 1^{er} août au 15 septembre 2025, 66 visiteurs ont été accueillis sans rendez-vous. Depuis le 15 septembre 2025, les prises de rendez-vous se font via myGuichet.lu. Les agents du MESR accueillent également les visiteurs sans rendez-vous les après-midis. Du 15 septembre au 23 décembre 2025, le service *Info études* a accueilli en tout 122 visiteurs, dont 112 sur rendez-vous via [MyGuichet.lu](http://myGuichet.lu).



Publications

Série Études et Métiers

En 2025, 38 nouvelles fiches *Études et Métiers* pour 8 nouveaux domaines ont été publiées en ligne.

Fiches *Études et Métiers* nouvellement créées en 2025 pour la mise en ligne

- **Domaine Arts et Design**
 - Animateur 2D & 3D
 - Arts plastiques – Dessin & Illustration
 - Concepteur de Jeux Vidéo
 - Designer Graphique
 - Styliste-Modéliste
 - Arts Plastiques – Peinture
- **Domaine Arts du Spectacle**
 - **Théâtre et Danse**
 - Acteur / Comédien
 - Danseur
 - Créateur de Costumes
 - Metteur en Scène
 - Scénographe
 - Régisseur
 - **Cinéma, Radio et Télévision**
 - Directeur de Production
 - Réalisateur
 - Scénariste
 - Producteur de Film
 - Vidéaste
 - **Musique**
 - Chanteur
 - Musicien
 - Ingénieur du Son
 - Professeur de Musique
- **Domaine Bibliothécaire, Documentaliste et Archiviste**
 - Bibliothécaire
 - Documentaliste
 - Archiviste
- **Domaine Communication, Médias et Journalisme**
 - Journaliste
 - Attaché de Presse
 - Chargé de Communication
 - Chargé de Projet Événementiel
- **Domaine Hôtellerie – Tourisme**
 - Tourisme
 - Gestion Hôtelière
- **Domaine Sciences**
 - Chimie
 - Biologie
 - Physique
 - Mathématiques
- **Domaine Sport**
 - Sport
 - Management du Sport
- **Domaine Transport et Logistique**
 - Pilote de ligne
 - Responsable Logistique

**Fiches Études et Métiers en ligne mises à jour en 2025**

- **Domaine Gestion – économie**
 - Banque – Finance
 - Expert-comptable
 - Réviseur d'entreprises
- **Domaine Langues et lettres**
 - Interprète en langue des signes
 - Traducteur – Interprète
- **Domaine Sciences humaines**
 - Archéologie – Histoire de l'Art
 - Ethnologie – Anthropologie
 - Histoire
 - Philosophie
 - Sciences politiques
 - Sociologie
- **Domaine Social**
 - Assistant social
 - Educateur gradué
 - Pédagogue et pédagogue spécialisé
 - Psychologue
- **Domaine TIC**
 - Analyse de données
 - Ingénierie logicielle
 - Systèmes & Réseaux
 - Cybersécurité
 - UX – UI
 - Marketing digital et e-commerce
- **Domaine Architecture, Ingénierie, Urbanisme, Construction**
 - Architecte
 - Architecte d'intérieur
 - Architecte paysagiste
 - Géomètre
 - Ingénieur-conseil du secteur de la construction
 - Urbaniste-aménageur
- **Domaine Droit**
 - Avocat
 - Huissier de justice
 - Magistrat
 - Notaire
- **Domaine Enseignement**
 - Instituteur
 - Enseignant dans le secondaire classique et général
- **Domaine Médecine – professions de santé**
 - Assistant social
 - ATM de chirurgie
 - ATM de radiologie
 - Dentiste
 - Diététicien
 - Ergothérapeute
 - Infirmier
 - Infirmier en anesthésie et réanimation
 - Infirmier en pédiatrie
 - Infirmier gradué
 - Infirmier psychiatrique
 - Laborantin
 - Masseur-kinésithérapeute
 - Médecin
 - Orthophoniste
 - Orthoptiste
 - Ostéopathe
 - Pédagogue curatif
 - Pharmacien
 - Podologue
 - Psychothérapeute
 - Rééducateur en psychomotricité
 - Sage-femme
 - Vétérinaire

Série Étudier en ...

La série *Étudier en...*, consacrée aux études et à la vie étudiante dans les pays les plus fréquentés par les étudiants sollicitant une aide financière de l'État luxembourgeois pour études supérieures, se présente sous forme de dépliants reprenant des informations concises avec des liens vers les sites officiels d'information et un résumé des procédures à connaître pour y faire ses études.

Nouvelles publications imprimées et en ligne 2025

- 1re gepackt – ech gi studéieren (brochure de 48 pages)
- Bac en poche – je choisis mes études (brochure de 48 pages)
- Dépliant Studieren in der Schweiz



Nouvelles publications en ligne en 2025 – fiche pays

- Étudier à l'étranger : Lettonie (en anglais)
- Étudier à l'étranger : Pologne (en anglais)
- Étudier à l'étranger : Belgique – Flemish Community (en anglais)

Traductions des publications en ligne en 2025 – fiche pays

- Étudier à l'étranger : Suisse – traduit en allemand
- Étudier à l'étranger : Espagne – traduit en anglais
- Étudier à l'étranger : Italie – traduit en anglais

Dépliants mis à jour et imprimés en 2025

- Étudier en Belgique
- Étudier au Canada
- Studying in Spain
- Étudier en France
- Studying in Italy
- Étudier au Luxembourg
- Étudier au Portugal (fr. en. et pt.)
- Étudier en Suisse
- Studieren in Deutschland
- Studieren in Österreich
- Studying in Denmark
- Studying in Ireland
- Studying in the Netherlands
- Studying in Sweden
- Studying in the UK
- Studying in the USA
- Étudier à distance ou à temps partiel (dépliant)
- BTS : Brevet de technicien supérieur (brochure)
- L'aide financière de l'État pour études supérieures (dépliant fr./all./angl.)



Intervention du service Information études supérieures dans les lycées

Les services Information études supérieures/Aides financières participent chaque année à des séances d'information pour élèves et parents d'élèves des classes de 1^{re} et de 2^e dans différents lycées. De plus, 2 présentations à l'intention des étudiants de la formation « Diplom+ » ont eu lieu à la Maison de l'orientation.

Lycée des Arts et Métiers	en présentiel	6 janvier 2025
École Nationale de Santé (ENSA)	en présentiel	17 janvier 2025
Lycée de Garçons Esch (LGE)	en présentiel	17 janvier 2025
Diplom+ (MO)	en présentiel	4 février 2025
Lycée du Nord (LN)	en présentiel	8 mars 2025
Lycée de Garçons Luxembourg (LGL)	en présentiel	22 mars 2025
Lycée Michel Lucius (LTC)	en présentiel	25 mars 2025
Lycée Classique de Diekirch (LCD)	en présentiel	29 mars 2025
Lycée Guillaume Kroll (Foire BTS)	en présentiel	3 avril 2025
Lënster Lycée International School	en présentiel	23 avril 2025
Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales (LTPES)	en présentiel	8 mai 2025
École de commerce et de gestion – School of business and management (ECG)	en présentiel	2 octobre 2025
Diplom+ (MO)	en présentiel	19 novembre 2025
Lycée Aline Mayrisch (LAML)	en présentiel	19 novembre 2025
Bouneweger Lycée (BLL)	en présentiel	21 novembre 2025
Lycée Nic-Biever (LNB), Dudelange	en présentiel	26 novembre 2025
École privée Fieldgen (EPF)	en présentiel	2 décembre 2025
Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM)	en présentiel	4 décembre 2025

Participation à des séances d'information grand public

Études supérieures en Suisse	en ligne	28 janvier 2025
Études supérieures en Allemagne	en ligne	5 février 2025
Études supérieures au Portugal	en présentiel : Maison de l'orientation	13 février 2025
Études supérieures en Irlande	en présentiel : Maison de l'orientation	25 février 2025
Études supérieures en France	en ligne	5 mars 2025
Études supérieures au Portugal	en ligne	12 mars 2025
Études supérieures au Luxembourg	en présentiel : Maison de l'orientation	25 mars 2025
Euroguidance – étudier et travailler en Europe	en présentiel : Maison de l'orientation	24 avril 2025
ISL – Student event British Embassy	en présentiel	14 mai 2025
ISL - Education USA / College Night	en présentiel	2 octobre 2025
Études supérieures en Belgique	en présentiel : Maison de l'orientation Diekirch	21 octobre 2025
Études supérieures en Belgique	en présentiel : Maison de l'orientation Luxembourg	23 octobre 2025
Études supérieures en Autriche	en ligne	19 novembre 2025
Études supérieures aux États-Unis	en présentiel : Maison de l'orientation	4 décembre 2025
Étudier en France	en ligne	9 décembre 2025

39^e Foire de l'Étudiant

Concept et objectifs

La 39^e édition de la Foire de l'Étudiant, organisée par le MESR en étroite collaboration avec l'ACEL (Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois), s'est déroulée uniquement en présentiel en 2025.

La Foire s'est tenue les jeudi 30 et vendredi 31 octobre 2025 sur le campus universitaire de Belval. Attirant environ 6.000 visiteurs, cet événement axé sur les échanges directs dans un cadre universitaire a remporté un vif succès auprès de son public cible : élèves de classes terminales, parents et étudiants.

Plus de 160 exposants (166) étaient présents, comprenant notamment plus de 74 institutions académiques nationales et internationales, 7 ambassades, 39 cercles et associations d'étudiants, 9 associations professionnelles, 5 administrations et ministères et une douzaine d'associations jeunesse. Ces derniers ont informé les visiteurs sur les opportunités d'études dans 15 pays. Les représentants du MESR ont enrichi l'offre en proposant, sur leur stand, des conseils précieux sur les études et les aides financières accordées par l'État.



La Foire de l'Étudiant 2025 en chiffres

Foire en présentiel à Belval – 168 stands
Stand de l'organisateur : MESR – services Information études supérieures et Aides financières
15 pays (10 Europe, 5 hors Europe)
74 établissements d'enseignement supérieur (EES) dont 3 EES luxembourgeois (Université du Luxembourg, Lunex, LSB)
14 lycées BTS luxembourgeois
39 cercles et associations d'étudiants
7 ambassades / 2 services étudiants étrangers
5 administrations et ministères
1 stand et 1 salle Jugendrot et ses membres (11)
2 représentants lux. du domaine de l'orientation (Maison de l'orientation ; Anefore)
1 stand Institut national des langues
9 associations professionnelles
1 stand logement étudiant (Fondation Biermans-Lapôtre, Paris)
+/- 6.000 visiteurs sur 2 jours

Aides financières de l'État pour études supérieures



En 2024/2025, le nombre de demandes et d'attributions d'aides financières atteint son niveau le plus élevé sur l'ensemble de la période observée. Le nombre d'étudiants demandeurs ainsi que le volume total d'aides accordées atteignent ainsi un niveau record.

Les montants alloués au titre des bourses et des prêts progressent en conséquence et atteignent également leurs niveaux les plus élevés.

Année académique	Nombre total d'étudiants demandeurs	Nombre total d'aides financières		Montants totaux payés en bourses (en mio. €)	Montants totaux accordés en prêts (en mio. €)
		accordées	demandées		
2006/2007	8.308	11.183	12.075	10,4	44,2
2007/2008	8.823	12.213	13.027	12,3	48,7
2008/2009	9.307	12.725	13.960	13,0	49,8
2009/2010	9.746	13.328	14.912	14,8	55,1
2010/2011	14.559	26.001	26.831	83,9	87,1
2011/2012	15.539	27.867	28.690	90,8	94,1
2012/2013	16.950	30.499	31.657	98,7	102,5
2013/2014	27.122	46.954	49.834	154,3	161,6
2014/2015	28.458	47.791	51.383	91,3	176,9
2015/2016	28.245	52.603	55.107	96,2	182,8
2016/2017	29.796	50.144	53.506	111,1	190,7
2017/2018	31.046	52.320	55.962	117,4	199,1
2018/2019	32.265	54.384	58.130	121,9	207,0
2019/2020	33.723	56.559	60.378	128,6	216,9
2020/2021	36.070	61.988	65.454	142,6	104,1
2021/2022	37.121	62.204	66.793	142,7	117,0
2022/2023	37.098	61.718	66.655	159,5	118,8
2023/2024	38.465	63.954	69.260	172,5	121,3
2024/2025	39.813	65.873	71.562	180,7	123,3

Remarque : il peut y avoir de légères différences entre les chiffres de ce tableau et ceux dans notre publication « Chiffres clés de l'enseignement supérieur » ou ceux dans le rapport de l'an dernier. Cela est dû à des révisions des données. Les différences sont toutefois minimes, de l'ordre d'un ou deux milliers par an.

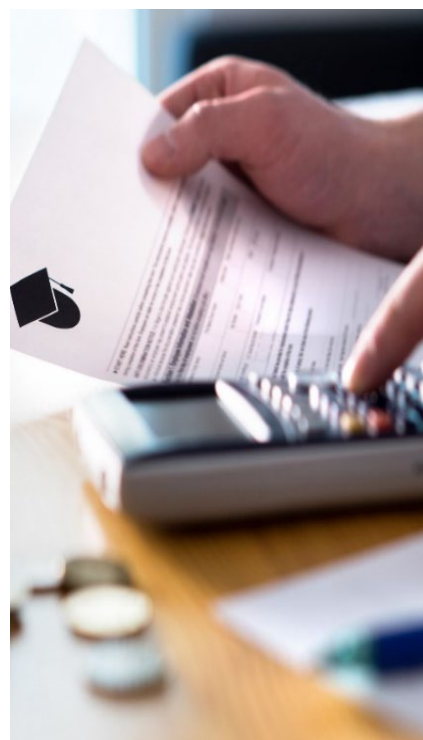


Subventions d'intérêt aux banques

L'État s'engage à couvrir, sous forme de subventions, une partie des intérêts afférents à l'octroi des prêts. La convention signée entre l'État et les instituts de crédit arrête que le taux d'intérêt applicable au prêt étudiant et pris en charge par l'État est le taux d'intérêt prêteur à 6 mois EURIBOR + 0,5%, diminué de 2% au maximum à charge de l'étudiant, sans toutefois pouvoir être inférieur à 0%. Il est ajusté au 30 juin et au 31 décembre de chaque année.

Intérêts payés par l'État depuis 2006 (en €) :

Année	au 30.06.	au 31.12.	Total
2006	1.039.572	2.049.917	3.089.489
2007	2.899.774	3.629.138	6.528.912
2008	4.417.538	5.119.892	9.537.430
2009	2.167.684	37.342	2.205.026
2010	6.833	6.380	13.213
2011	5.329	506.949	512.278
2012	225.006	7.391	232.397
2013	1.620	1.276	2.896
2014	3.073	585	3.658
2015	1.309	3.172	4.481
2016	221	709	930
2017	166	301	467
2018	439	25	464
2019	259	233	492
2020	76,48	213,31	289,79
2021	62,65	0	62,65
2022	0	98,89	98,89
2023	4.084.390,38	8.470.530,02	12.554.920,04
2024	8.534.893,47	8.078.120,12	16.613.013,59
2025	4.018.658,06 *	2.092.152,14 **	6.110.810,20 €***



* 3,068 % sauf Fortuna SC en liquidation taux gelé à 3,193 %

** 2,549 % / sauf Fortuna SC en liquidation taux gelé à 3,193 %

*** informations manquantes non fournies par la banque Fortuna SC en liquidation



Commission consultative / Garantie de l'État

La commission consultative, dont la fonction est régie par la loi modifiée du 24 juillet 2014, s'est réunie 5 fois pendant l'année 2025, soit le 9 février, le 12 mai, le 7 juillet, le 13 octobre et le 8 décembre 2025.

259 demandes sont parvenues au ministère. **57** demandes ont été **résolues, retirées ou reportées**.

La commission a **avisé 202** demandes :

- **28** demandes de **report de contrôle** de la progression des études de 1^{er} cycle : 10 avis favorables, 15 avis défavorables, 3 demandes ont été reportées (en attente de pièces justificatives complémentaires) ;
- **35** demandes de **majoration de la durée d'attribution** de l'aide financière : 25 avis favorables, 8 avis défavorables, 2 dossiers reportés (en attente de pièces justificatives complémentaires) ;
- **44** demandes de **majoration du montant** : 9 avis favorables, 26 avis défavorables, 9 dossiers reportés (en attente de pièces justificatives complémentaires) ;
- **6** demandes de **délai de remboursement** : 3 avis favorables, 3 avis défavorables ;
- **7** demandes de **dispenses de remboursement** : 6 avis défavorables, 1 demande reportée ;
- **82 appels à la garantie de l'État** par les Banques conventionnées : 65 avis favorables, 1 défavorable, 16 demandes d'appel à garantie reportées (en attente de pièces justificatives complémentaires).

Remboursement des prêts-étudiants :

65 accords pour un remboursement des prêts-étudiants aux banques pour divers motifs (appels à garantie)

- 2 décès ;
- 47 introuvables / partis sans laisser d'adresse ;
- 8 insolvables ;
- 8 démarches épuisées

La somme de **917.120,00 euros** a été versée à **6 banques** (BGL, BILL, BPALC, ING, Raiffeisen Spuerkeess) ayant fait appel **pour le remboursement de 65 prêts-étudiants** pour lesquels l'État s'est porté garant.



Statistiques extraites de la base de données des aides financières 2024/2025

Pays d'études préférés 2024/2025

Résidents		Non-résidents	
Pays	Effectifs	Pays	Effectifs
Allemagne	4.455	France	7.778
Luxembourg	4.241	Belgique	4.546
Belgique	3.080	Allemagne	1.066
France	2.442	Luxembourg	533
Pays-Bas	1.552	Portugal	302
Autriche	1.371	Pays-Bas	227
Royaume-Uni	820	Royaume-Uni	66
Suisse	474	Autriche	58
Portugal	424	Espagne	35
Espagne	340	Suisse	34
Italie	240	Italie	34
Irlande	152	Irlande	21

Villes universitaires préférées 2024/2025

Résidents		Non-résidents	
Pays	Effectifs	Pays	Effectifs
Luxembourg	4.241	Metz	2.485
Bruxelles	1.194	Nancy	2.065
Wien	800	Liège	1.501
Paris	692	Louvain-la-Neuve	1.021
Liège	609	Bruxelles	697
Trier	595	Namur	612
Innsbruck	491	Luxembourg	533
Köln	476	Strasbourg	418
Strasbourg	452	Paris	375
Berlin	400	Trier	346

Domaines d'études préférés 2024/2025

Domaines d'études (ISCED)	Résidents	Non-résidents
Architecture et bâtiment	539	443
Beaux-Arts et Audio-visuel	1.022	554
Droit	1.158	1,115
Économie	3.777	3.586
Éducation	1.414	468
Informatique	977	648
Ingénierie	1.464	1.581
Lettres et Langues	817	563
Mathématiques	402	169
Médecine	1.228	748
Professions de la santé	1.991	2.277
Psychologie	1.243	566
Sciences humaines	720	230
Sciences naturelles	1.645	934
Sciences sociales	1.466	662
Services	686	532

2.3 Programmes d'études menant au brevet de technicien supérieur (BTS)



Offre de formations

Pendant l'année d'études 2024/2025, 37 programmes d'études menant au brevet de technicien supérieur (BTS) ont été proposés dans les lycées luxembourgeois :

commerce

Assistant de direction	École de Commerce et de Gestion (ECG)
Assistant juridique	École de Commerce et de Gestion (ECG)
Gestionnaire en commerce et marketing	École de Commerce et de Gestion (ECG)
Gestionnaire comptable et fiscal	École de Commerce et de Gestion (ECG)
Finance et produits financiers	École de Commerce et de Gestion (ECG)
Hospitality Management	École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL)
Assistant médico-administratif	Maacher Lycée (MLG)
Gestion d'entreprise et développement durable	Lycée Technique d'Ettelbruck (LTett)
Gestionnaire commercial et administratif (formation en alternance)	Lycée du Nord (LN)

santé

Infirmier responsable de soins généraux	École nationale de santé du Luxembourg (ENSA) (anc. LTPS)
Sage-femme	École nationale de santé du Luxembourg (ENSA)
Assistant technique médical de radiologie	École nationale de santé du Luxembourg (ENSA)
Infirmier en pédiatrie	École nationale de santé du Luxembourg (ENSA)

industrie

Bâtiments et infrastructures	Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM)
Building Information Modeling	Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM)
Metal Design	Bouneweger Lycée Luxembourg (BLL) (anc. LTB)
Communication Technologies	Lycée Guillaume Kroll (LGK)
Chimie analytique	Lycée Technique du Centre (LTC)
Production industrielle automatisée	Lycée Privé Émile Metz

arts appliqués

Cinéma et audiovisuel	Lycée des Arts et Métiers (LAM)
Dessin d'animation	Lycée des Arts et Métiers (LAM)
Réalisateur graphique	Lycée des Arts et Métiers (LAM)
Game Art and Game Design	Lycée des Arts et Métiers (LAM)

artisanat

Technologie du bois	Lycée du Nord (LN)
---------------------	--------------------

services

Media Writing	Lycée Classique de Diekirch (LCD)
Connected Buildings & Cities	Lycée des Arts et Métiers (LAM)
Génie technique	Lycée des Arts et Métiers (LAM)
Informatique	Lycée des Arts et Métiers (LAM)
Professions immobilières	Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM)
Game Programming and Game Design	Lycée des Arts et Métiers (LAM)
Internet of Things	Lycée des Arts et Métiers (LAM)
Applied Artificial Intelligence	Lycée des Arts et Métiers (LAM)
Cloud Computing	Lycée Guillaume Kroll (LGK)
Cybersecurity	Lycée Guillaume Kroll (LGK)
Digital Content	Lycée Nic-Biever (LNB)
Conseiller technique et accompagnateur de projets dans le secteur vert	Lycée Technique Agricole (LTA)
Gestion des ressources humaines	Atert Lycée Réiden (ALR)



Brevet de Technicien Supérieur

commerce

santé

industrie

arts appliqués

artisanat

services



Procédure d'accréditation

En vertu de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur, les programmes d'études menant au BTS sont soumis à un processus d'accréditation, sur base d'une évaluation effectuée par l'agence d'assurance qualité néerlandaise-flamande NVAO (*Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie*). L'accréditation, qui constitue un élément important pour la garantie de la qualité des formations, est valable pour une durée de cinq ans.

Au cours de l'année d'études 2024/2025, l'accréditation des programmes d'études suivants a été renouvelée :

- BTS Gestion d'entreprise et développement durable (LTett) ;
- BTS Gestionnaire commercial et administratif (formation en alternance) (LN) ;
- BTS Metal Design (anc. : BTS Dessinateur et constructeur sur métal) (BLL).

En février 2025 ont été introduites 11 demandes en vue de l'accréditation ou de la réaccréditation de programmes d'études menant au BTS. Les 11 demandes ont été jugées recevables sur base des rapports afférents de la commission de recevabilité prévue à l'article 38 de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur.

Dix dossiers d'accréditation ont été finalement introduits dans la procédure subséquente. Il s'agit en l'occurrence des programmes suivants :

Demandes de réaccréditation :

- BTS Digital Content (LNB) ;
- BTS Communication Technologies (LGK) ;
- BTS Cybersecurity (LGK) ;
- BTS Informatique (LAM) ;
- BTS Réalisateur graphique (LAM) ;
- BTS Dessin d'animation (LAM) ;
- BTS Gestionnaire comptable et fiscal (ECG) ;
- BTS Assistant de direction (ECG) ;
- BTS Gestionnaire en commerce et marketing (ECG) ;
- BTS Assistant juridique (ECG).

Les décisions ministérielles relatives aux programmes soumis à la procédure d'accréditation 2025/2026 sont attendues pour mars 2026.



2.4 Accréditation d'établissements d'enseignement supérieur spécialisés et de leurs programmes d'études menant aux grades de bachelor et de master

Cadre législatif et réglementaire

Depuis 2016, l'évaluation en vue de l'accréditation des établissements et des programmes d'enseignement supérieur spécialisés est assurée par une agence externe d'assurance de la qualité, spécialisée en cette matière et inscrite au registre européen des agences d'assurance de la qualité (*European Quality Assurance Register for Higher Education*, EQAR). Le Luxembourg s'est ainsi engagé dans la voie de l'internationalisation du contrôle de qualité telle qu'il est de plus en plus exigé par l'Espace européen de l'enseignement supérieur.

En 2022, un accord-cadre a été conclu entre le MESR et l'agence néerlandaise-flamande NVAO (*Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie*), chargée de l'assurance qualité des formations d'enseignement supérieur aux Pays-Bas et au sein de la Région flamande de la Belgique. Avec cet accord-cadre, les deux parties s'engagent à travailler ensemble en vue d'établir, dans une approche progressive, un système d'assurance qualité consolidé et cohérent applicable à toute formation diplômante, publique ou privée, relevant de l'enseignement supérieur, délivrée sous le sceau du Grand-Duché de Luxembourg.

En même temps, par la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur, le déroulement de la procédure d'accréditation ainsi que les critères d'évaluation présidant à l'accréditation d'établissements d'enseignement supérieur spécialisés et de leurs programmes d'études menant aux grades de bachelor et de master ont été précisés.

Demandes d'accréditation

À noter qu'en vertu de l'article 53 de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur, l'accréditation d'un programme d'études offert par un établissement d'enseignement supérieur spécialisé est soumise à l'accréditation conjointe de l'établissement qui dispense ce programme.

La procédure d'accréditation 2024/2025 a débouché sur les décisions ministérielles suivantes :

- accréditation des programmes d'études menant aux *Bachelor in Sport and Exercise Science*, *Bachelor in Physiotherapy* et *Bachelor in International Sport Management* offerts par l'établissement d'enseignement supérieur spécialisé LUNEX (évaluations réalisées par l'agence d'assurance de la qualité *Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie* [NVAO]).

En février 2025 ont été introduites deux demandes en vue de l'accréditation ou de la réaccréditation de programmes d'études menant aux grades de bachelor et de master, offerts par des établissements d'enseignement supérieur spécialisés accrédités. Les deux demandes ont été jugées recevables sur base des rapports afférents de la commission de recevabilité prévue par l'article 38 de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur. Il s'agit en l'occurrence des programmes suivants :

- *Bachelor in Osteopathy* (LUNEX) - nouvelle accréditation ;
- *Master in Sport Management and Digital Strategy* (LUNEX) – réaccréditation.

Les décisions ministérielles relatives aux programmes d'études soumis à la procédure d'accréditation 2025/2026 sont attendues pour février 2026.

La liste des établissements d'enseignement supérieur spécialisés et des programmes d'études actuellement accrédités au Luxembourg peut être consultée sur le site du MESR (<https://mesr.gouvernement.lu/fr/demarches/reconnaissance-academique/diplomes-nationaux/liste-des-formations-d-enseignement-superieur-reconnues.html>).



2.5 Agrément FNR

Outre les établissements publics avec une mission légale de recherche, les associations sans but lucratif et les fondations sont éligibles aux interventions du Fonds national de la Recherche, sous condition d'être agréées par la ministre.

Liste des associations sans but lucratif et fondations agréées au 31 décembre 2025 :

	Date-limite de validité
STATEC Research (asbl)	14 novembre 2026
IBLA – Institut fir Biologësch Landwirtschaft an Agrikultur (asbl)	5 mai 2026
Fondation Faune-Flore	11 janvier 2027
GERO – Kompetenzzentrum fir den Alter a.s.b.l	3 août 2027
Stëftung Hëllef Doheem	1 ^{er} janvier 2028
Fondation Restena	19 mars 2028
Lux Tech School (asbl)	8 juin 2028
ALAN – Maladies rares (asbl)	11 juillet 2028
Centre Hospitalier Emile Mayrisch (fondation)	11 juillet 2028
Luxembourg Income Study LIS (asbl)	16 avril 2029
European Association for Data Science (EuADS) (asbl)	1 ^{er} octobre 2029
Fondation Hôpitaux Robert Schuman (FHRS)	14 janvier 2030
Fondation Centre Européen de Géodynamique et de Séismologie (ECGS)	22 mai 2030
Alzheimer Europe a.s.b.l.	1 ^{er} septembre 2030

2.6 Fondation Auguste van Werveke-Hanno



La fondation Auguste van Werveke-Hanno a été initialement créée en 2002 en vertu d'un testament de Madame Anita van Werveke, en mémoire de son père Auguste van Werveke-Hanno, de son vivant professeur de dessin à l'École d'Artisans de l'État (actuellement Lycée des Arts et Métiers), et fonctionne depuis 2021 en tant que fondation abritée sous l'égide de la Fondation de Luxembourg. La fondation a pour objet l'attribution de bourses d'études à des étudiants de nationalité luxembourgeoise ou résidant au Luxembourg qui suivent des études d'architecture ou de beaux-arts. La sélection des boursiers se fait sur base de dossiers et d'un entretien personnel, les bourses étant attribuées en fonction du mérite académique, de l'avancement dans les études, des activités extracurriculaires des candidats liées à leur domaine d'études ainsi que de la qualité du portfolio soumis.

Pour l'année académique 2024/2025, trois bourses d'études à hauteur de 5.000 euros chacune ont été attribuées, dont deux dans le domaine des beaux-arts et une dans le domaine de l'architecture.

2.7 Commission Nationale d'Éthique (C.N.E.)



La Commission

Fin 2024, le deuxième quinquennat de la Commission Nationale d'Éthique est venu à expiration. Sur les quinze membres de la C.N.E., sept ne se sont pas présentés pour un nouveau mandat de cinq ans. Les postes vacants ont été comblés par M. Pit Buchler, M. Jean-Michel Campanella, Mme Marianne Goebel, M. Christophe Marinheiro, Mme Françoise Meisch, Mme Valérie Oberlé, M. Fernand Reinig et M. Pierre Stockreiser. M. Daniel Becker a été nommé président, Mme Brigitte Konz vice-présidente de la C.N.E. La composition complète de la Commission est consultable sur son site Web www.cne.lu.

Par ailleurs, les statuts de la C.N.E. ont été légèrement amendés début 2025.

Les avis

Avis relatif à la PMA/GPA

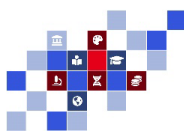
En 2025, la C.N.E. a poursuivi ses travaux sur l'avis relatif à la procréation médicalement assistée et la gestation pour autrui. Dans ce contexte, elle a par ailleurs procédé à l'audition de plusieurs experts. La publication de l'avis est prévue pour 2026.

Avis sur un allongement du délai d'avortement et sur le délai de réflexion

L'*Avis sur un allongement du délai d'avortement et sur le délai de réflexion* a été finalisé et adopté à l'unanimité moins une voix en décembre 2024 et publié en janvier 2025.

Même s'il avait été demandé à la C.N.E. de se prononcer uniquement sur les deux questions précises, c.à.d. l'allongement du délai d'avortement et le délai de réflexion, et si l'objet des réflexions de ses membres n'a pas été de mener un débat éthique sur tous les problèmes généraux et autres soulevés par l'interruption volontaire de grossesse (IVG), la C.N.E. a esquissé dans son avis quelques questions qui touchent, d'une part, au statut moral et juridique du fœtus/embryon, et, d'autre part, au droit des femmes à disposer librement de leur corps. Cependant, les conditions ayant mené à la conception n'ont pas fait l'objet de cet avis.

L'IVG soulève des défis éthiques des plus complexes et reste à ce jour un sujet très controversé. Les opinions divergentes vont de la conviction que le fœtus/embryon devrait être considéré comme une « personne humaine potentielle », un être humain en devenir, donc doté d'un statut moral et de droits à part entière dès la conception, jusqu'à celle qui estime que le fœtus/embryon ne mérite aucun statut particulier, même s'il peut être considéré comme un humain potentiel au sens biologique du terme. Il y a aussi absence de consensus sur le moment précis à partir duquel un être humain pourrait prétendre à un statut moral et/ou juridique spécifique.



L'intérêt particulier de la femme concernée est manifeste et il est de deux ordres : d'une part, la grossesse et la naissance causent des interactions majeures avec son propre corps et son état psychique, d'autre part l'arrivée de l'enfant change irrémédiablement le mode de vie d'une mère avec de lourdes obligations sur le très long terme. Même si certaines législations étrangères semblent ignorer l'intérêt des femmes concernées, cette question a été indiscutable pour la C.N.E. et semblait faire l'unanimité dans la discussion au Luxembourg et dans les pays voisins.

Finalement, la majorité des membres de la C.N.E. a estimé qu'il est impossible de répondre d'un point de vue juridique, moral ou éthique pour quel motif il serait opportun d'allonger pour une femme enceinte le délai à 14 semaines plutôt qu'à 12 semaines. Il serait douteux que la prise de décision d'avorter serait facilitée par le simple fait d'un allongement du délai légal. En outre, autoriser l'IVG jusqu'à 14 semaines impliquerait que certains fœtus pourraient être avortés en raison de leur sexe, et ce pour des motifs sociétaux, culturels ou religieux.

Quant à la suppression, voire à un aménagement du délai de réflexion, la vraie question qui se posait, selon la C.N.E., était de savoir pourquoi le législateur s'en mêlerait lorsqu'une femme enceinte demande d'interrompre une grossesse, alors qu'il ne le fait pas pour d'autres actes médicaux ? La C.N.E. a estimé dès lors qu'un délai de réflexion s'impose souvent en pratique et qu'il bénéficie aux deux parties impliquées, c.-à-d. aux praticiens aussi bien qu'aux femmes concernées.

La Commission n'a cependant pas considéré que l'impératif éthique exige que le législateur impose un délai de trois jours sous menace de sanctions pénales pour la patiente ainsi que pour le personnel médical traitant. La disposition actuelle serait excessive et ne devrait donc pas être maintenue.

Les membres de la C.N.E. ont été conscients que certaines de leurs recommandations sont d'ores et déjà inscrites dans la législation luxembourgeoise et ont voulu, par cet avis, réaffirmer leur importance.

Réunions, collaborations internationales

Les réunions de la C.N.E.

Au cours de l'année 2025, les membres de la C.N.E. se sont réunis à 21 reprises, soit en réunions plénières, soit en groupes de travail, les 24 février, 17 mars, 31 mars, 5 mai, 22 mai, 1^{er} juillet, 15 juillet, 18 août, 26 août, 16 septembre, 30 septembre, 9 octobre, 15 octobre, 20 octobre, 5 novembre, 10 novembre, 18 novembre, 24 novembre, 1^{er} décembre, 10 décembre et 15 décembre 2025.

Forum des comités d'éthiques nationaux (*NEC Forum*)

Le *NEC Forum* est une plateforme européenne créée en 2003 qui propose de réunir des représentants des 27 comités nationaux d'éthique de l'UE.

Les jeudi 26 et vendredi 27 juin 2025, la vice-présidente et le chargé de mission de la C.N.E. ont assisté au 34^e Forum des comités d'éthiques nationaux à Varsovie (Pologne).

Le Forum a été organisé dans le cadre de la présidence de la Pologne du Conseil de l'Union européenne par la Commission européenne, le Comité de bioéthique de la Pologne et l'Académie polonaise des sciences. Les thèmes prédominants ont été « la vulnérabilité dans la recherche scientifique » et « les défis de la démocratie dans le monde numérique ». Un autre sujet abordé lors du forum a été celui de la protection de la santé mentale des enfants et des jeunes dans le monde numérique. Des séances en petits groupes se sont finalement articulées autour des bonnes pratiques et des défis que rencontrent les comités d'éthique nationaux en matière de coopération et d'organisation.

Les jeudi 13 et vendredi 14 novembre 2025, le chargé de mission a assisté au 35^e Nec Forum à Copenhague (Danemark). Margrethe Vestager, ancienne vice-présidente de la Commission européenne, prononça un discours liminaire fort applaudi sur le thème de la souveraineté numérique. Au cours de la rencontre, des thèmes tels que l'éthique de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies ont été abordés. Par ailleurs, plusieurs comités d'éthique ont présenté leurs derniers avis, notamment sur les défis éthiques que posent les expositions de corps humains plastinés dans des positions réalistes et dans des situations de la vie quotidienne.

2.8 Centre de Mobilité – Euraxess Luxembourg



Dans le cadre du projet collaboratif transnational «ERA Talent Platform for career development of researchers in Europe» auquel EURAXESS Luxembourg participe en tant que bénéficiaire pour l'Université du Luxembourg, une nouvelle édition de la « EURAXESS Startup Hub Tour » s'est déroulée en 2025. Ce format unique offre à un groupe de jeunes chercheurs-entrepreneurs basés en Europe et désireux de découvrir l'écosystème de la recherche et de l'innovation au Luxembourg, l'opportunité de s'y immerger pendant quelques jours afin de découvrir ses multiples acteurs et programmes de support. Un match entre les projets entrepreneuriaux des chercheurs sélectionnés et les domaines de focalisation de la recherche au Luxembourg ouvre la voie à de futures collaborations entre les participants de cet événement organisé par EURAXESS Luxembourg et leurs interlocuteurs des institutions de recherche. Le recrutement de talents est au cœur de la Startup Tour : promouvoir les opportunités offertes par des formats d'accélération comme Fit4Start et des instruments de financement comme le JUMP du FNR à des profils prometteurs, c'est poser les jalons pour un écosystème de startups luxembourgeois croissant et productif.

En collaboration avec l'Université du Luxembourg, le Fonds National de la Recherche et les centres de recherche publics, l'entité de coordination nationale du réseau EURAXESS a en outre contribué à la restructuration du format événementiel « #doctoralux Networking Forum » ainsi qu'à l'organisation de l'événement qui offre aux nouveaux doctorants une plateforme de rencontre, d'échange et un aperçu de possibles carrières (non-)académiques pour les titulaires d'un doctorat.

Les groupes cibles d'EURAXESS comprennent, outre les chercheurs en tant que bénéficiaires finaux, le personnel des organismes de recherche dont la mission est de contribuer au développement de carrière des chercheurs. C'est dans ce cadre qu'une séance d'information sur le « HR Excellence in Research Award » a été organisée pour les représentants RH des membres institutionnels du réseau luxembourgeois. Tenant compte des changements récents apportés à la Charte européenne du chercheur ainsi que des nouvelles incitations destinées aux institutions souhaitant obtenir ce label de qualité conféré par la Commission Européenne afin de renforcer leur visibilité internationale dans la compétition pour les talents, l'année 2025 est apparu comme un moment clé pour fournir aux acteurs de la recherche publique au Luxembourg les éléments nécessaires à l'évaluation de la valeur ajoutée de cet instrument développé par la CE pour les États membres.

Depuis 2025, EURAXESS Luxembourg représente le Luxembourg dans le cadre de deux initiatives visant à améliorer les carrières des chercheurs au niveau européen à travers des collaborations de représentants de pays membres/d'experts : d'une part au sein de la COST (European Cooperation in Science & Technology) Cross-Cutting Activity on Career Development for Young Researchers et d'autre part dans le cadre d'un groupe de travail de l'ERA Forum – Structural Policy on Research Careers (ancienne ERA Action 4).

S'y ajoutent des représentations lors d'événements ponctuels, dont deux organisés par le réseau EURAXESS. Ces rencontres dans les pays voisins du Luxembourg (hôte en France : Université de Strasbourg ; hôtes en Allemagne : RWTH Aachen et Freie Universität Berlin) offrent une plateforme de partage de bonnes pratiques en matière d'accompagnement de carrière des chercheurs. Grâce à cette plateforme, le premier programme de mentorat pour doctorants désireux poursuivre leur carrière au Luxembourg en dehors du monde académique (« 2getthere » proposé par EURAXESS Luxembourg en 2022) se fait connaître au-delà des frontières.

Autre preuve de la visibilité croissante de l'écosystème luxembourgeois de la recherche au niveau international : la barre des 5.000 followers qu'a franchi le canal LinkedIn d'EURAXESS Luxembourg en 2025.



2.9 Statistiques et stratégie des données

Le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a poursuivi ses efforts de collecte, d'analyse et de publication de données statistiques relatives à ses activités.

En collaboration avec les services statistiques du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que de l'Université du Luxembourg, le ministère a assuré la collecte et la transmission des données relevant de sa compétence. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'édition 2025 de l'enquête conjointe UNESCO-OCDE-EUROSTAT, visant au développement d'un système de données comparables au niveau international. Par ailleurs, le ministère a participé à la nouvelle campagne du registre européen de l'enseignement supérieur (European Tertiary Education Register – ETER). Cette initiative de la Commission européenne, dont la deuxième vague de collecte trisannuelle a été lancée, a pour objectif de recenser les informations sur les établissements d'enseignement supérieur en Europe.

Le ministère a maintenu la publication des données agrégées relatives aux aides financières de l'État pour études supérieures et aux BTS sur le portail des données ouvertes (Open Data). Outre cette mise à disposition, le tableau de bord a été actualisé afin de faciliter l'exploration et la visualisation de ces données.

Les projets d'amélioration de la collecte des données des programmes BTS, initiés en 2021, ont confirmé leur efficacité. La qualité des données a ainsi atteint un niveau stable et élevé. De nouveaux projets de refonte complète des applications métiers sont également programmés, avec pour objectif d'optimiser davantage la qualité des données.

Les travaux préparatoires nécessaires à l'analyse de l'insertion professionnelle des diplômés de BTS, conformément à la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur, ont été achevés. L'analyse proprement dite sera réalisée au cours de l'année 2026, permettant ainsi la mise à disposition des premiers résultats durant cette même période.

Initié fin 2022, le projet européen Genomic Data Infrastructure (GDI) se poursuit. Il vise la mise en place d'une infrastructure technique fédérée, durable et sécurisée permettant l'accès aux données génomiques, phénotypiques et cliniques à travers l'Europe. S'appuyant sur les résultats du projet Beyond 1 Million Genomes (B1MG), GDI concrétise l'ambition de l'initiative 1+Million Genomes (1+MG).

Le ministère est activement représenté au sein du projet, avec un membre siégeant à l'assemblée générale et un autre au sein du groupe de travail « Gouvernance », aux côtés d'un représentant de la Direction de la Santé. Le projet, qui est à un stade avancé, s'achèvera en 2026. Dans ce cadre, le Luxembourg s'est positionné pour accueillir le siège de Genome EDIC, une nouvelle entité européenne destinée à simplifier l'accès aux données génomiques pour les chercheurs et les médecins. La constitution de Genome EDIC est prévue avant l'été 2026. Enfin, dans le contexte de l'initiative 1+MG, de nouveaux appels à projets ont été lancés par la Commission européenne afin de soutenir la mise en œuvre et le déploiement de l'infrastructure matérielle de Genome EDIC.



2.10 Travaux stratégiques

Le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a activement contribué à l'élaboration des stratégies nationales portant respectivement sur les données, l'intelligence artificielle et les technologies quantiques, publiées en mai 2025 dans le cadre de l'initiative stratégique « Accélérer la Souveraineté Numérique 2030 ». Ces stratégies visent à positionner le Luxembourg comme acteur clé de la transition numérique tout en garantissant un développement technologique souverain et sécurisé.

Conformément au programme gouvernemental 2023-2028, qui prévoit une adaptation régulière de la stratégie nationale de la recherche et de l'innovation, des travaux de mise à jour de cette stratégie ont par ailleurs été menés en 2025. Les travaux visaient à actualiser la stratégie au vu de développements récents dans le domaine de la recherche, tout en maintenant les principes de gouvernance et conditions cadre ainsi que les quatre domaines de recherche prioritaires définis dans la stratégie initiale de 2019. Ainsi, la mise à jour vise à refléter les activités et priorités en matière de recherche et d'innovation liées aux données, à l'intelligence artificielle et aux technologies quantiques définies dans le contexte de l'initiative stratégique susmentionnée. Elle tient également compte d'autres évolutions majeures, telles que le rôle stratégique croissant de la recherche dans le secteur de la défense ou encore l'attention accrue accordée à la sécurité de la recherche.

Les travaux ont été finalisés en décembre 2025 et la stratégie actualisée a été approuvée par le Conseil de Gouvernement en janvier 2026.



3. ACTIVITÉS EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

3.1 Union européenne

Conseil Compétitivité

Les ministres de la formation *recherche* du Conseil Compétitivité se sont réunis à trois reprises en 2025.

Lors du Conseil Compétitivité de mai 2025, sous présidence polonaise, les ministres ont adopté une recommandation du Conseil sur l'agenda politique 2025 – 2027 de l'Espace européen de la recherche (ERA) et des conclusions du Conseil sur l'intelligence artificielle (IA) dans la science. Ils ont ensuite procédé à un débat politique portant sur l'évaluation à mi-parcours d'Horizon Europe.

Sous présidence danoise, au Conseil Compétitivité de septembre 2025, les ministres ont débattu du nouveau paquet « Horizon Europe 2028 – 2034 (FP10) » (règlement et programme spécifique). En outre, les ministres ont approuvé deux sets de conclusions du Conseil, portant sur : 1) l'importance de la R&I dans la stratégie européenne sur les start-ups et scale-ups ; et 2) un appel à l'action en faveur des sciences de la vie pour la compétitivité de l'Union.

Lors du troisième Conseil Compétitivité, qui a eu lieu en décembre 2025, les ministres se sont échangés sur le nouveau paquet Horizon Europe en se focalisant sur le double usage, la sécurité et la défense et les règles de participation et de diffusion du programme spécifique mettant en œuvre le nouveau programme-cadre. Finalement, ils ont adopté l'amendement au règlement qui établit le cadre des activités de l'entreprise commune (JU) EuroHPC. L'amendement vise à créer des gigafactories d'IA en Europe et à instaurer un pilier dédié au quantique pour les activités d'EuroHPC.

Groupe de travail *Recherche et Questions atomiques / Recherche* (groupe conjoint)

Le MESR a activement participé à 41 groupes de travail *recherche* et à quatre groupes de travail conjoints *questions atomiques / recherche* afin de préparer les Conseils Compétitivité.

Le Luxembourg a également participé aux travaux des comités de programme *Horizon Europe* notamment dans sa configuration stratégique.

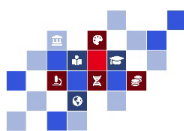
European Research Area and Innovation Committee (ERAC)

En 2025, le MESR a poursuivi son engagement au sein de l'European Research Area and Innovation Committee (ERAC), organe de coordination stratégique chargé de soutenir le Conseil et la Commission européenne dans la définition et le suivi des orientations de l'Union européenne en matière de recherche et d'innovation, ainsi que dans la mise en œuvre de l'Espace européen de la recherche (EER), qui vise à créer un marché intérieur de la recherche et de l'innovation fondé sur la libre circulation des chercheurs, des connaissances et des technologies, ainsi que sur une coordination renforcée des politiques nationales de recherche.

Au cours de l'année, le MESR a participé à trois réunions de l'ERAC, organisées respectivement à Bruxelles en février 2025, à Gdańsk en juin 2025 et à Copenhague en octobre 2025, ainsi qu'une réunion informelle par vidéoconférence en avril 2025.

La réunion de février à Bruxelles a été consacrée à un premier échange de vues sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'EER et sur les priorités de travail de l'ERAC pour l'année. Les discussions ont porté sur la compétitivité européenne, les investissements en recherche et développement et les premières réflexions relatives au futur cadre législatif de l'EER (ERA Act).

Une réunion informelle par vidéoconférence, organisée au cours du premier semestre de 2025, a permis de faire un point d'étape sur les travaux en cours, notamment en matière de sécurité de la recherche, de coopération internationale en recherche et innovation et de coordination entre les instruments européens contribuant à l'EER.



Lors de la réunion de juin 2025 à Gdańsk, les échanges se sont concentrés sur les infrastructures de recherche et les infrastructures technologiques. À cette occasion, l'ERAC a adopté un avis soulignant la nécessité d'une approche stratégique coordonnée au niveau européen, d'un accès transnational renforcé et de cadres de gouvernance et de financement adaptés.

La réunion d'octobre 2025 à Copenhague a été consacrée aux perspectives à moyen terme de la politique européenne de recherche et d'innovation, notamment à la préparation du futur programme-cadre (FP10), à la sécurité de la recherche, à la liberté académique et à la coopération internationale, y compris le soutien à l'Ukraine.

Réunion des Directeurs Généraux de l'Enseignement supérieur

La réunion des Directeurs Généraux de l'Enseignement supérieur, dite DG HE, est une réunion semestrielle organisée par la Présidence du Conseil de l'Union européenne. La première réunion de l'année 2025 a eu lieu en février à Varsovie, sous la présidence polonaise, et la deuxième en septembre à Copenhague, sous la présidence danoise.

Parmi les principaux sujets débattus lors des deux réunions figuraient le projet de label européen pour les formations transnationales et la contribution de l'enseignement supérieur à l'Union des compétences, stratégie lancée par la Commission européenne en mars 2025 afin de répondre aux pénuries de compétences en Europe et de renforcer la compétitivité de l'UE. À Varsovie, des séances de discussion étaient par ailleurs dédiées à l'initiative des Universités européennes, à l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), à la santé mentale dans le milieu universitaire et aux valeurs académiques. À Copenhague, un focus était placé sur les priorités en matière d'enseignement supérieur du nouveau programme Erasmus+ pour la période 2028-2034.

Forum de l'EER (ERA Forum)

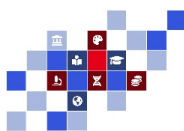
Dans le cadre de l'Espace européen de la recherche, le MESR a également participé en 2025 à quatre réunions du Forum de l'EER, forum de coordination réunissant les États membres, la Commission européenne, certains pays associés ainsi que des parties prenantes, chargé d'accompagner la mise en œuvre du programme stratégique de l'EER et des actions afférentes.

L'année 2025 a été marquée par la préparation et l'adoption du nouvel « ERA Policy Agenda 2025-2027 », qui constitue le cadre opérationnel du cycle en cours de l'Espace européen de la recherche. Cet agenda définit, sur une base volontaire, un ensemble de priorités communes, d'actions et de politiques structurelles visant à renforcer la coordination des politiques nationales de recherche et d'innovation et à améliorer le fonctionnement global de l'Espace européen de la recherche.

Les échanges au sein du Forum ont porté sur les modalités de mise en œuvre de ce nouveau cycle, notamment dans les domaines des carrières de recherche, de la science ouverte, de la sécurité de la recherche, de l'égalité et de l'inclusivité, ainsi que sur le rôle des universités et des infrastructures de recherche. Une attention particulière a également été accordée aux aspects de gouvernance, à la participation des différents acteurs selon le principe de géométrie variable et aux mécanismes visant à renforcer l'appropriation nationale des actions de l'EER.

Par ailleurs, le MESR a pris part en 2025 à un workshop du Forum de l'EER consacré au futur cadre législatif de l'EER, initiative envisagée par la Commission européenne afin de renforcer le cadre de gouvernance de l'Espace européen de la recherche. Ce workshop a permis un premier échange sur les objectifs et les enjeux de cette initiative, notamment en matière de coordination des politiques de recherche et d'innovation, d'investissements en R&I, de conditions-cadres pour les carrières de recherche et de protection de la liberté de la recherche scientifique.

Le Luxembourg contribue également à la mise en œuvre de l'Espace européen de la recherche grâce à une implication coordonnée du MESR et des acteurs nationaux de la recherche et de l'innovation. Outre la participation du MESR aux instances de gouvernance de l'EER, des représentants d'institutions nationales, telles que l'Université du Luxembourg, les instituts de recherche publics et le Fonds national de la recherche, ainsi que d'autres organismes concernés, participent, sur la base de nominations nationales, à différentes actions de l'EER et politiques structurelles. Cette approche favorise une participation active du Luxembourg.



Sous-groupe approche mondiale de la coopération en R&I du forum de l'EER

Le sous-groupe *approche mondiale de la coopération en matière de recherche et d'innovation* du forum de l'Espace européen de la recherche (EER) a pour mandat de conseiller les services de la Commission européenne en ce qui concerne le développement, l'implémentation et l'évaluation d'approches et d'actions liées à la coopération internationale en matière de recherche et d'innovation. Il vise également à favoriser l'échange de bonnes pratiques ainsi qu'à permettre une meilleure coordination en termes de coopération internationale entre la Commission européenne, les États membres et les parties prenantes. En 2025, le groupe s'est doté d'un nouveau plan de travail dans le cadre de l'agenda politique de l'EER 2025-2027. Celui-ci prévoit une approche plus flexible, avec notamment la possibilité d'organiser des réunions *ad hoc* sur des sujets spécifiques. Conformément à ce plan de travail, trois réunions régulières et une réunion *ad hoc* se sont tenues en 2025. Les discussions ont porté sur le développement d'une approche commune dans la coopération en matière de R&I avec certains partenaires internationaux, notamment l'Afrique, la Chine, l'Inde ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes, de même que la coopération avec les États-Unis. Le groupe a également débattu de la sécurité de la recherche et des modalités de poursuite du dialogue multilatéral concernant les valeurs et les principes régissant la coopération internationale en matière de recherche et d'innovation, lancé en 2023. Il a par ailleurs adopté un avis sur le développement d'un cadre européen pour la diplomatie scientifique.

Cadre stratégique *Espace Européen de l'Éducation* – Groupe technique sur l'enseignement supérieur (2021-2025)

Pour mettre efficacement en œuvre le cadre stratégique de l'*Espace Européen de l'Éducation (EEE)* pendant la période 2021-2025, l'Union européenne s'appuie notamment sur sept groupes techniques gérés par la Commission européenne et composés d'experts désignés par les pays membres, dont le Luxembourg. Ces derniers collaborent dans le cadre élargi de la *méthode ouverte de coordination*, qui vise à promouvoir l'apprentissage mutuel et l'échange de bonnes pratiques en soutenant les réformes nationales et en élaborant des outils au niveau européen.

Le groupe de travail dédié à l'enseignement supérieur est conçu pour aider les États membres de l'Union européenne à faire face aux principaux défis de leurs systèmes, ainsi que pour traiter les priorités fixées à l'échelle européenne, y compris les engagements dans le cadre du Processus de Bologne.

En 2025, le MESR a participé à trois réunions du groupe technique sur l'enseignement supérieur, organisées en janvier, en juin et en octobre.

La **réunion de janvier 2025** a été principalement consacrée aux évolutions des politiques européennes en matière d'enseignement supérieur, notamment dans le contexte des nouvelles orientations politiques de la Commission. Les échanges ont porté sur l'avenir du programme Erasmus+, le déploiement de l'initiative de la carte étudiante européenne, la mobilité équilibrée et inclusive, ainsi que sur les résultats des projets d'expérimentation Erasmus+ relatifs aux instruments juridiques de coopération transnationale entre établissements d'enseignement supérieur. Des discussions ont également eu lieu sur la mise en œuvre des micro-certifications et sur le développement de l'Observatoire européen du secteur de l'enseignement supérieur.

La **réunion de juin 2025** a permis de faire le point sur les travaux liés au label de diplôme européen conjoint, à la suite de l'adoption des recommandations du Conseil en mai 2025 sur un système européen d'assurance qualité et de reconnaissance dans l'enseignement supérieur. Les échanges ont porté sur la mise en place du Policy Lab, appelé à soutenir la mise en œuvre progressive du label et à examiner la faisabilité d'un éventuel diplôme européen conjoint. Les membres ont également discuté des méthodes de travail futures, de la participation des parties prenantes, ainsi que de thématiques transversales telles que la liberté académique, l'inclusion sociale, l'intelligence artificielle dans l'enseignement supérieur et la mobilité internationale.



La réunion d'octobre 2025 a été consacrée aux développements récents des politiques européennes en matière d'enseignement supérieur, y compris les discussions relatives au futur programme Erasmus+ 2028-2034, à la révision du guide ECTS, aux actions pilotes dans des domaines stratégiques, ainsi qu'aux travaux en cours sur le label de diplôme européen conjoint dans le cadre du Policy Lab. Les échanges ont également porté sur l'articulation entre les initiatives européennes existantes, la reconnaissance automatique, la qualité de l'enseignement supérieur et les perspectives de coopération future au-delà de 2025.

3.2 Cadre européen



Groupe de Suivi du Processus de Bologne – période de travail 2021-2024

Le Processus de Bologne est un processus de réformes européen visant à créer un *Espace Européen de l'Enseignement Supérieur (EEES)*. Ce processus est dirigé par les pays participants, en coopération avec la Commission européenne et un certain nombre d'organisations internationales. Les ministres responsables de l'enseignement supérieur des pays membres se réunissent tous les deux à trois ans afin de dresser l'inventaire des progrès accomplis et de définir les lignes directrices et les priorités pour la période à venir.

Le Groupe de Suivi du Processus de Bologne, dit BFUG, est l'organe chargé de suivre le processus entre les conférences ministérielles. Il prépare ces conférences ministérielles et met en œuvre les décisions prises lors de celles-ci.

En 2025, les travaux du BFUG se sont inscrits dans le cadre du nouveau programme de travail pour la période 2024-2027, marqué par le lancement opérationnel des structures de travail et des priorités définies pour ce cycle. Le MESR a participé à deux réunions du BFUG, qui se sont tenues à Varsovie (Pologne) du 24 au 25 février 2025 et à Copenhague (Danemark) du 15 et 16 décembre 2025.

Ces réunions ont eu pour thématiques principales :

- l'avancement des groupes de travail relatifs aux thématiques et priorités retenues pour cette période de travail (2024-2027), ainsi que l'élaboration et la mise à jour des plans d'action nationaux ;
- les échanges autour de la création d'un secrétariat permanent pour le BFUG ;
- la présentation et la discussion du projet de révision des références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur ;
- la présentation, par la Commission européenne, du projet de révision du Guide d'utilisation des ECTS ;
- les préparatifs en vue de la prochaine conférence ministérielle et du Forum politique mondial qui se tiendront à Iași (Roumanie) et Chișinău (Moldavie) en 2027.

Groupe de travail du BFUG Thematic Peer Learning Group on Quality Assurance

Pour la période de travail 2024-2027, le MESR s'est engagé à participer de nouveau au sein du groupe de travail axé sur l'échange entre pairs dans le domaine de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur, afin de renforcer son expertise, particulièrement importante au regard des travaux législatifs en vue d'introduire une procédure d'accréditation des programmes de bachelor et de master de l'Université du Luxembourg, et du développement rapide de nouveaux modèles d'apprentissage.

3.3 Infrastructures européennes de recherche

DARIAH (Digital Research Infrastructure for the Arts and Humanities)



DARIAH (Digital Research Infrastructure for the Arts and Humanities) est une importante infrastructure de recherche dans le domaine des sciences humaines. Le terme *infrastructure* est entendu ici au sens large : en alliant les compétences de recherche en informatique à celles en sciences humaines, DARIAH vise à faciliter l'accès et l'utilisation à long terme de toutes les données numériques de recherche dans les domaines des sciences humaines et des arts en Europe.

Les missions principales de DARIAH sont les suivantes :

- développer une infrastructure de soutien à la recherche dans le domaine des sciences humaines et des arts ;
- accroître le potentiel de recherche et de dissémination de ses productions à travers une distribution des sources numérisées de divers types ;
- partager les connaissances, l'expertise et les méthodologies au-delà des frontières disciplinaires.

Le Luxembourg est un des membres fondateurs de l'infrastructure DARIAH, qui compte à l'heure actuelle 17 pays membres.

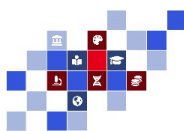
L'institution coordonnatrice luxembourgeoise est le Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History de l'Université du Luxembourg.

ELIXIR (European Life Sciences Infrastructure for Biological Information)



Créée en 2013, ELIXIR est considérée comme une des trois infrastructures de recherche stratégiquement importantes en Europe. ELIXIR est une organisation intergouvernementale vouée à la bioinformatique, au traitement et au partage de données biologiques. ELIXIR a pour objectif de développer une stratégie commune visant à dépasser les limites dues à la fragmentation des politiques nationales et à mettre en réseau les infrastructures les plus modernes qui font appel aux technologies les plus poussées pour gérer le volume croissant de données dans le domaine des sciences de la vie.

Actuellement, 22 pays sont membres d'ELIXIR (Royaume-Uni, Suisse, Slovénie, République tchèque, Estonie, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Suède, Danemark, Norvège, Israël, Irlande, Portugal, Finlande, Italie, Hongrie, Luxembourg, Grèce, Allemagne, France, Slovaquie), ainsi que l'organisation intergouvernementale EMBL (Laboratoire européen de biologie moléculaire). L'Autriche et la Croatie sont actuellement associées à ELIXIR en tant qu'observateurs.



Le nœud luxembourgeois d'ELIXIR est officiellement représenté par deux institutions : le Luxembourg Centre for Systems Biomedicine de l'Université du Luxembourg (LCSB) et le Luxembourg National Data Service (LNDS ; PNED G.I.E.). Tandis que le LCSB représente la communauté des sciences de la vie, le LNDS est responsable de l'expansion des services transversaux. Le LCSB demeure l'organisation principale du nœud ELIXIR Luxembourg.

Concernant les services existants, quatre nouveaux accords de service ont été conclus pour l'hébergement de cartes de maladies (disease maps) sur l'infrastructure d'ELIXIR Luxembourg, portant le total à 22. Tous les services soutenant l'hébergement et la pérennité des données à long terme ont été migrés de l'ancien environnement OpenStack/VPC vers la nouvelle infrastructure. La pérennité des jeux de données de l'initiative AIMS-2-TRIALS a été assurée. La première version du VisaAggregator (visas GA4GH), un livrable du WP2 de la plateforme « Compute », a été finalisée. De plus, le nœud contribue activement au développement des plateformes « Compute » et « Interopérabilité » d'ELIXIR. Un membre d'ELIXIR Luxembourg a été nommé co-responsable de la plateforme « Interopérabilité ».

Au niveau européen, ELIXIR Luxembourg a contribué aux travaux de la Communauté « Human Data and Translational Research » et de la Communauté « Systems Biology » (SYBEL). En collaboration avec SYBEL, le Luxembourg a organisé un atelier axé sur l'analyse des voies de transmission des maladies, dans le cadre de l'étude de mise en œuvre de SYBEL.

Dans le cadre de son service de formation, ELIXIR Luxembourg a dispensé 9 cours en 2025 sur divers sujets liés à la science des données, la gestion des données et l'exploration des connaissances, y compris un cours « Train the Bioinformatics Trainer » en collaboration avec ELIXIR Allemagne. En 2025, ELIXIR Luxembourg a poursuivi sa contribution à 9 projets européens existants.

EATRIS (European Advanced Translational Research Infrastructure in Medicine)

eatris

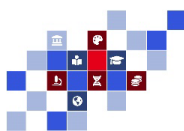
European infrastructure
for translational medicine

EATRIS est une infrastructure européenne active dans le domaine de la recherche biomédicale translationnelle. Elle met en relation les besoins des entreprises et des hôpitaux actifs dans le domaine de la médecine translationnelle avec les services offerts par des instituts de recherche afin de traduire les découvertes scientifiques en bénéfices pour les patients. Les activités de cet « ERIC » (European Research Infrastructure Consortium) se concentrent sur les domaines des thérapies avancées, des biomarqueurs, de l'imagerie médicale ou encore des vaccins.

À l'heure actuelle, EATRIS compte quinze pays membres (Croatie, Bulgarie, Espagne, Finlande, France, Italie, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suède). Le Luxembourg est membre d'EATRIS depuis 2016, la République slovaque est le dernier membre à avoir rejoint le consortium en 2025.

Un des objectifs de l'antenne nationale est de créer des alliances stratégiques avec des partenaires EATRIS (plus de 80 centres de recherche européens, dont le Luxembourg Institute of Health (LIH), Integrated Biobank of Luxembourg (IBBL) et Luxembourg Centre of System Bioscience (LCSB)) en valorisant ainsi sur le plan européen les investissements considérables du gouvernement luxembourgeois dans la recherche biomédicale.

En 2025, EATRIS-LU a soumis le livrable D1.2 « Cadre d'accréditation pour EATRIS-Connect », l'une des réalisations les plus importantes de cette année. Cette tâche, qui vise à garantir que toutes les ressources contribuant au pôle numérique EATRIS répondent à des normes de qualité définies, a été dirigée par le LIH. Le travail a été mené en collaboration au sein du consortium et a considérablement renforcé le rôle et la visibilité du Luxembourg au sein d'EATRIS.



En 2025, le nœud luxembourgeois a par ailleurs contribué au « WP2.5 » du projet EATRIS-Connect, qui se concentre sur le suivi des politiques et stratégies nationales, particulièrement celles liées à la médecine personnalisée (PerMed). EATRIS-LU a en outre parrainé la « Clinical Research Luxembourg Conference » qui s'est tenue le 12 novembre 2025, visant à présenter les recherches cliniques et translationnelles menées au Luxembourg.

SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe)



SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe) est une grande infrastructure de recherche européenne dont le but est de recueillir des données sur l'état de santé, le vieillissement et la retraite auprès d'un échantillon représentatif de résidents de différents pays européens âgés de 50 ans et plus. La collecte des données correspond à un besoin d'informations, notamment pour répondre aux défis économiques et sociétaux induits par le vieillissement progressif de nos sociétés.

Les spécificités de SHARE sont :

- le caractère international : l'enquête est harmonisée entre les 28 pays participants (27 pays européens et Israël) et offre la possibilité d'études comparatives ;
- le caractère pluridisciplinaire permettant de croiser les problèmes de santé avec le contexte économique, mais aussi avec des variables sur le contexte familial, les activités professionnelles et les loisirs des individus ;
- le caractère régulier : l'enquête SHARE est réalisée tous les deux ans et fournit ainsi régulièrement des micro-données transversales et longitudinales qui permettent réellement de traiter le processus de vieillissement.

Depuis la première vague de l'enquête SHARE en 2004, 120.000 individus en Europe ont participé aux enquêtes SHARE.

Le Luxembourg participe à l'infrastructure de recherche SHARE depuis l'année 2013 et a réalisé, depuis cette date, trois vagues d'enquêtes avec la participation volontaire de plus de 2.000 résidents lors de chaque vague.

L'enquête luxembourgeoise est mise en œuvre par le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) avec le financement du MESR, et le soutien technique et méthodologique de l'Université de Liège.

En guise d'exemple d'utilisation des données luxembourgeoises de SHARE, citons les avis de la Banque Centrale du Luxembourg sur le budget pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021, ainsi que sur les programmes pluriannuels pour les périodes 2018-2022, 2019-2023 et 2020-2024.

La programmation de la vague 11 est effective sur les années 2025-2027. La vague 12 est également en préparation.

L'équipe centrale de SHARE procède à une refonte du questionnaire pour la vague 11. La collecte principale des données est, quant à elle, prévue entre mars et septembre 2027.

Outre les activités liées aux vagues 11 et 12, le projet SHARE 2.0 est actuellement en cours de développement. Ce programme SHARE 2.0 vise à renforcer la flexibilité, améliorer l'efficacité et étendre les champs de recherche de l'enquête. Ces évolutions seront progressivement mises en œuvre dans le cadre du développement de la Vague 12, prévue sur la période 2027-2029.

PRACE (Partnership for Advanced Computing in Europe)



PARTNERSHIP FOR
ADVANCED COMPUTING
IN EUROPE

En 2017, le Grand-Duché de Luxembourg est devenu membre de PRACE (Partnership for Advanced Computing in Europe), une grande infrastructure de recherche européenne dans le domaine des superordinateurs et de l'informatique avancée. PRACE fait partie des infrastructures identifiées comme telles par le Forum Stratégique Européen pour les infrastructures de recherche (ESFRI) et la Commission européenne.

L'infrastructure de recherche PRACE est un réseau pan-européen de superordinateurs fournissant l'accès aux ressources et aux services informatiques et de gestion de données pour les applications scientifiques et d'ingénierie à grande échelle au plus haut niveau de performance.

PRACE est née de la conviction qu'aucun État ne pouvait, à lui seul, financer et faire évoluer de manière durable une infrastructure de calcul intensif de visibilité mondiale. PRACE a son siège à Bruxelles, où elle est établie en tant qu'association internationale sans but lucratif (asbl) et compte à l'heure actuelle 24 pays membres.

Le calcul de haute performance (HPC : *High Performance Computing*) constitue un domaine clé pour la compétitivité du pays, que ce soit en termes d'excellence scientifique ou de développement et de diversification économiques.

Le calcul de haute performance est également un outil incontournable pour les développements industriels et les entreprises innovantes dans différents secteurs, comme l'aérospatiale, l'aéronautique, les transports, la logistique, la mobilité, l'énergie, la conception de nouveaux matériaux, la sécurité, le multimédia, la finance et l'assurance, le *Smart city*, etc., autant de secteurs clés au Luxembourg.



3.4 Comité BENELUX

L'année 2025 a été marquée par la demande d'adhésion de la Pologne au Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, signé le 14 septembre 2021, entre les États du Benelux et les États baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie). Le traité prévoit que toute personne ayant obtenu un diplôme d'enseignement supérieur reconnu et visé par le traité dans un des pays du Benelux ou des États baltes est assurée que le niveau de son diplôme sera automatiquement reconnu dans les autres pays signataires, sans qu'une procédure spécifique ne soit nécessaire. La Pologne est le premier pays non-signataire ayant déposé une demande d'adhésion, qui a été acceptée par toutes les parties actuelles, ouvrant ainsi la voie à l'ouverture de la procédure de ratification du traité par la Pologne. Les efforts se sont également poursuivis pour promouvoir le traité auprès d'autres États et des discussions préparatoires ont eu lieu avec plusieurs pays ayant exprimé un intérêt.

Par ailleurs, des discussions préliminaires ont eu lieu dans le but de faciliter également la reconnaissance des diplômes donnant accès à l'enseignement supérieur au sein du Benelux.



3.5 Groupe de travail *Enseignement supérieur et Recherche* de la Grande Région



Le groupe de travail *Enseignement supérieur et Recherche* de la Grande Région constitue une plateforme d'échange d'expériences et de bonnes pratiques réunissant les représentants des administrations de chaque versant de la Grande Région compétentes pour les questions académiques et scientifiques, ainsi que des partenaires stratégiques. Deux réunions du groupe de travail se sont tenues en 2025, une en avril et une en octobre.

Les discussions se sont poursuivies sur l'évolution des dispositifs de soutien pour promouvoir l'enseignement supérieur et la recherche à l'échelle grand-régionale et pour stimuler la recherche collaborative au sein de la Grande Région. Les travaux visent à rendre les instruments de soutien plus attractifs pour les acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur. Dans ce contexte, le groupe s'est informé sur les bonnes pratiques existantes dans d'autres régions. Par ailleurs, le groupe de travail a échangé sur les activités de l'Université de la Grande Région (UniGR) et sur les actualités en matière d'enseignement supérieur et de recherche dans chaque versant.

3.6 Organisations intergouvernementales

Laboratoire européen de Biologie moléculaire et Conférence européenne de Biologie moléculaire (EMBL et EMBC)



Le MESR représente le Luxembourg dans les instances de gouvernance des deux organisations intergouvernementales EMBL et EMBC.

Le Laboratoire européen de Biologie moléculaire (EMBL) regroupe 29 États membres et deux pays-candidats (prospect members) et mène des activités de recherche d'excellence sur six sites à travers différents États européens.

La Conférence européenne de Biologie moléculaire (EMBC), qui compte 32 États membres, a pour mission de financer les activités de l'Organisation européenne de biologie moléculaire (EMBO). Parmi celles-ci figurent un programme de bourses postdoctorales et d'échange de chercheurs ainsi que l'organisation de cours, d'ateliers et de congrès scientifiques dans les États membres.

Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE)



Le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a continué de représenter le Luxembourg en tant que délégué au sein des comités relatifs à la politique scientifique et technologique auprès de l'OCDE. Les comités suivis sont :

- Le comité de la recherche scientifique et technologique (CPST) ;
- Le groupe de travail sur l'innovation technologique (TIP).

Les principaux sujets abordés en 2025 ont été :

- Discussions autour de la mise en œuvre des principales conclusions de la déclaration ministérielle ;
- Science, technologie et innovation : Perspectives de l'OCDE 2025 ;
- Problématiques relatives aux technologies quantiques ;
- Innovation verte : approches politiques et implications ;
- Gouvernance anticipative des technologies émergentes ;
- Sécurité de la recherche.



European Quality Assurance Register for Higher Education (EQAR)



Depuis 2008, le Luxembourg est membre gouvernemental de l'EQAR (European Quality Assurance Register for Higher Education), le registre européen des agences de garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur.

L'EQAR est un répertoire international d'agences qui se distinguent par une application résolue des *Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area*, dits ESG. La mission de l'EQAR est de contribuer au développement de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur par l'augmentation de la transparence dans l'assurance de la qualité. Dans cette optique, il promeut le développement et l'application des normes de qualité au sein de cet espace.

En 2025, le MESR a participé, en tant que membre gouvernemental, à l'assemblée générale annuelle tenue le 25 février en Varsovie (Pologne).

Réseaux ENIC-NARIC (European Network of Information Centres in the European Region – National Academic Recognition Information Centres in the European Union)



Le MESR a participé en 2025 à une réunion conjointe des réseaux ENIC-NARIC, ainsi qu'à une réunion du réseau NARIC, toutes deux en présentiel. Les deux groupes abordent, entre autres, des problèmes et obstacles liés à la reconnaissance de titres de formation et à la mobilité universitaire aux niveaux européen et international, et constituent une opportunité unique d'échange d'informations relatives aux systèmes nationaux d'enseignement supérieur des pays membres.



3.7 Relations internationales et activités de promotion

Mission économique en Espagne

Du 4 au 7 mai 2025, Stéphanie Obertin, ministre de la Digitalisation et ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Lex Delles, ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et Martine Deprez, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, ont mené ensemble une mission économique officielle en Espagne. Elle était axée sur plusieurs thèmes d'intérêt commun aux trois ministères avec l'Espagne, à savoir les technologies digitales de la santé, le numérique (calcul haute performance, intelligence artificielle et technologies quantiques) et le secteur spatial.

Pour la ministre Obertin, la mission a débuté à Madrid par une rencontre, ensemble avec Lex Delles, avec Óscar López, ministre de la Transformation numérique et de la Fonction publique, ainsi qu'une visite de l'institut de recherche IdiPAZ à l'hôpital universitaire La Paz. Son programme s'est poursuivi à Barcelone avec un forum économique ainsi que des visites de l'hôpital Sant Joan de Déu, un hôpital pédiatrique pionnier en termes d'innovation numérique, du Barcelona Supercomputing Center, le centre national espagnol de calcul haute performance ainsi que l'Institut des sciences photoniques ICFO.

Déplacement au Japon dans le cadre de l'Exposition universelle 2025

Dans le cadre de l'Exposition universelle 2025, S.A.R. le Grand-Duc héritier et Stéphanie Obertin, ministre de la Digitalisation et ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, ont présidé une mission économique à Osaka les 15, 16 et 17 juillet 2025, accompagnés d'une importante délégation économique de plus de 60 entreprises issues de différents secteurs économiques du Luxembourg.

Dans le cadre de ce déplacement au Japon, la ministre Obertin s'est également rendue à Tokyo les 14, 15 et 18 juillet, accompagnée par une délégation composée de représentants du secteur public et de la recherche. L'objectif de cette mission était de renforcer les coopérations scientifiques existantes et d'explorer de nouvelles pistes de collaboration, notamment dans les domaines des nouvelles technologies, de la cybersécurité, de l'espace, de la santé et de l'échange de données. La délégation a rendu visite à de nombreux instituts de recherche et universités, dont le prestigieux institut RIKEN, le National Institute of Information and Communications Technology (NICT) et l'Université de Tokyo. La ministre a également rencontré Atsushi Nonaka, ministre d'État auprès du ministère japonais de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et des Technologies (MEXT), afin d'échanger sur les politiques publiques respectives en matière de recherche et d'enseignement supérieur.

Visite de travail en Finlande et au Danemark

Du 22 au 24 septembre 2025, Stéphanie Obertin, dans sa double fonction de ministre de la Digitalisation et ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, a effectué une visite de travail en Finlande et au Danemark dans le but de renforcer les liens scientifiques et numériques avec ces deux pays. L'objectif de cette mission était d'identifier des bonnes pratiques et des synergies, tout en explorant des pistes concrètes de collaboration dans les domaines de la recherche scientifique et de la transformation digitale des services publics.

À cette fin, la ministre et sa délégation ont rencontré divers centres de recherche, agences gouvernementales et entreprises, actifs notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, des technologies quantiques et de l'intégration des données. La ministre a également été reçue par ses homologues, la ministre finlandaise de la Science et de la Culture, Mari-Leena Talvitie, et la ministre danoise de l'Enseignement supérieur et de la Science, Christina Egelund.



Signature d'un avenant renforçant la coopération dans le domaine des études médicales avec la France

Dans le cadre de la huitième réunion de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération bilatérale, qui s'est tenue le 11 décembre 2025, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française ont signé un avenant au protocole additionnel relatif à la coopération scientifique et universitaire.

Cet avenant vise à ajouter l'Université de Reims Champagne-Ardenne comme nouvelle université partenaire. Elle rejoint ainsi les quatre universités françaises déjà engagées dans la coopération : l'Université de Lorraine, l'Université de Strasbourg, l'Université Paris Cité et Sorbonne Université.

Par ailleurs, l'avenant prévoit une augmentation du quota annuel d'étudiants issus du bachelor en médecine de l'Université du Luxembourg pouvant être admis en première année de formation approfondie en sciences médicales dans les universités partenaires de 25 à 34 étudiants. Cette évolution offre une plus grande flexibilité aux étudiants luxembourgeois souhaitant poursuivre leur parcours médical en France, tout en permettant à l'Université du Luxembourg d'ajuster à la hausse la capacité d'accueil de son propre bachelor en médecine. Une nouvelle convention opérationnelle définit les modalités d'exécution de la coopération en formation médicale.



4. REPRÉSENTATION DANS DES CONSEILS D'ADMINISTRATION, COMITÉS INTERMINISTÉRIELS ET GROUPES DE TRAVAIL

Additionnellement aux activités présentées sous les points 2 et 3, le MESR a été représenté dans les organes suivants en 2025 :

- Comité de gouvernance informatique du CGIE
- Comité de Promotion de l'Image de Marque
- Comité interministériel assistant le Commissaire à la langue luxembourgeoise
- Comité interministériel pour la coopération au développement
- Comité de coordination interministérielle pour la coopération transfrontalière (CICT)
- Comité interministériel et Haut Comité Attraction, rétention et développement de talents
- Comité interministériel de l'égalité des femmes et des hommes
- Comité interministériel pour la digitalisation de l'administration publique
- Comité interministériel à l'intégration
- Comité interministériel de coordination de la politique européenne (CICPE)
- Comité interministériel des politiques numériques
- Comité interministériel LGBTIQ+
- Haut Comité à la transformation numérique
- Comité interministériel de coordination pour la conduite automatisée
- Comité interministériel National Plattform zur Reduktions von Katastrophenrisiken
- Commission interdépartementale du développement durable (CIDD)
- Comité national pour l'interopérabilité (*NIF, National interoperability framework*)
- Comité national pour la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques
- Commission aides d'État instituée par la loi du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional
- Comité de pilotage ESRIC
- Comité de pilotage Taskforce H2
- Comité de sélection FEDER (période de programmation 2021-2027)
- Commission de classement de l'enseignement musical
- Commission consultative auprès de l'INAPS
- Commission nationale pour la coopération avec l'Unesco
- Commission pour la promotion de l'innovation, de la recherche et du développement du secteur agricole
- Commission scolaire nationale
- Conseil d'administration d'Anefore
- Conseil d'administration du Fonds Belval
- Conseil d'administration de l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (INFPC)
- Conseil d'administration du Laboratoire national de santé
- Conseil d'administration de Luxprovide
- Conseil d'administration de la *Luxembourg Space Agency*
- Conseil d'administration du Technoport S.A.
- Conseil consultatif de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL)
- Conseil de gérance de l'Institut de la Propriété Intellectuelle Luxembourg
- Conseil de gérance du Luxembourg Media & Digital Design Center GIE (LMDDC GIE)
- Conseil de gérance Luxembourg National Data Service (LNDS)
- Initiative New European Bauhaus (NEB)
- Luxembourg Trade and Investment Board
- Plateforme Nationale Cancer



Niveau international

- Conseil d'administration de la Fondation Biermans-Lapôte
- Conseil d'administration de la Commission *for Educational Exchange between the United States of America, Belgium and Luxembourg*
- *Committee of Senior Officials, Association COST*
- Conseil supérieur et comité de budget de l'Institut universitaire européen
- Conseil d'administration du Centre commun de recherche (CCR)
- Conseil d'administration de l'agence européenne Fusion for Energy (F4)

5. ACTIVITÉS DES ACTEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

5.1 Université du Luxembourg



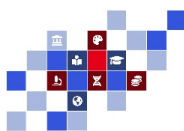
UNIVERSITÉ DU
LUXEMBOURG

En 2025, l'Université du Luxembourg a poursuivi son engagement à valoriser l'excellence académique, à travers ses activités de formation, de recherche, d'innovation et de transfert de connaissance à la société, notamment au Luxembourg. L'année a combiné des avancées concrètes et la préparation des étapes à venir, notamment l'élaboration du plan quadriennal 2026-2029, base de négociation de la convention pluriannuelle 2026-2029 avec le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Le plan s'articule autour de trois axes prioritaires : (1) la transformation numérique (notamment l'intelligence artificielle, les sciences des données, les technologies quantiques et les implications sociétales) ; (2) la médecine et les sciences de la santé (développement progressif d'une formation complète en médecine) ; (3) le développement durable (climat, biodiversité, eau, alimentation, équité sociale, résilience). Ces axes sont soutenus par des leviers transversaux parmi lesquels figurent l'interdisciplinarité, l'internationalisation, le renforcement des coopérations avec les acteurs publics et privés, le développement de compétences en prise avec les défis sociétaux et la valorisation des résultats de recherche au service de la société.

Dans le domaine de la formation, 2025 s'est inscrite dans une dynamique étudiante soutenue, marquée par l'arrivée de 1.500 nouveaux étudiants et de 300 nouveaux doctorants, ainsi que par la célébration de près de 1.800 diplômés lors de la Graduation Week. Dans le même temps, l'Université a précisé ses orientations pédagogiques autour de l'intelligence artificielle générative, de l'apprentissage innovant et de l'engagement étudiant.

Pour accompagner l'évolution des pratiques d'enseignement et soutenir l'innovation pédagogique, l'Université du Luxembourg a créé l'Institute for Innovative Teaching and Learning (I²TL), conçu comme un pôle de coordination transversal au service de la communauté enseignante. L'institut fédère les actions de développement professionnel et d'éducation numérique, tout en soutenant des initiatives pédagogiques et des collaborations. Il s'organise autour de trois piliers : *Teacher Development*, *Digital Education* et *Education Innovation Fund* (EIF). L'I²TL contribue également à l'animation d'une communauté de pratique, notamment au travers d'événements comme le *University Teaching Day*, dédié aux échanges entre pairs et au partage de retours d'expérience.

D'autres initiatives ont été lancées pour mieux répondre aux besoins de la communauté étudiante. Ainsi, la Charte de la Vie Étudiante a été adoptée pour encadrer les droits et responsabilités des étudiants, associations et clubs, tout en promouvant les valeurs d'inclusion et d'engagement social. Sur le même principe, le récent Guide des Activités Étudiantes, véritable porte d'entrée à la vie sur le campus, encourage les étudiants à s'impliquer dans des clubs étudiants, des événements ou des projets personnels, enrichissant ainsi leur parcours. Un Certificat d'Engagement et de Leadership Étudiant a d'ailleurs également été lancé pour valoriser les compétences transversales acquises grâce à l'engagement associatif, offrant une reconnaissance officielle des expériences. Enfin, la brochure « Du lycée à l'Université », destinée aux élèves du secondaire et aux équipes pédagogiques, met en lumière le dynamisme de la vie académique et étudiante, facilitant ainsi la transition vers l'enseignement supérieur.



Dans un contexte où le numérique et l'intelligence artificielle générative transforment les usages, l'Université a également publié des lignes directrices destinées aux enseignants et aux étudiants. Elles visent à faciliter l'intégration de ces outils dans l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation, en proposant des repères pratiques sur les opportunités, les limites et les bonnes pratiques.

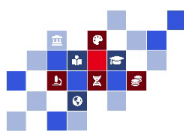
Dans le domaine de la médecine et des soins de santé, l'Université a poursuivi l'élargissement de son offre de formation et les travaux préparatoires à l'introduction d'un programme de Master en médecine. À la rentrée 2025-2026, l'Université a lancé le Bachelor en sciences maïeutiques – sage-femme, dirigé par le Pr. Ali Ghanchi, conçu comme un cursus articulant enseignements théoriques et pratique clinique, afin de former des professionnels aptes à exercer au Luxembourg et au sein de l'Union européenne.

Elle a également ouvert le Bachelor en sciences de la santé (Assistant technique médical de radiologie). Centré sur l'imagerie médicale et la radiothérapie, ce programme accorde une place importante aux compétences pratiques, aux stages et aux partenariats avec les institutions de santé. La direction du programme est assurée par le Pr. Rui Almeida, recruté comme professeur assistant (en pré titularisation conditionnelle) en imagerie médicale.

Le Bachelor en médecine a, par ailleurs, fait l'objet d'une évaluation externe menée par un panel international mis en place par l'agence d'accréditation NVAO. Les résultats ont été présentés à la Commission parlementaire compétente le 9 décembre 2025. Tout en identifiant des pistes d'amélioration, l'évaluation confirme que le Bachelor en médecine répond aux exigences d'assurance qualité et fournit une base solide pour la suite du parcours dans la perspective du développement d'un Master en médecine. Grâce à un accord intergouvernemental, le nombre d'étudiants qui pourront poursuivre leurs études en 4^e année dans des universités françaises passera de 25 à 34 étudiants en 2026 et le nombre de places dans le programme de Bachelor en médecine de l'Université a été adapté en fonction. L'Université a aussi participé à l'élaboration de nouveaux programmes menant aux diplômes d'études spécialisées (DES) en psychiatrie et en pédiatrie qui sont prévus pour la rentrée 2027/2028. Le DES en oncologie est dirigé par la Pr Sophie Servais qui a été engagée au 15 janvier 2025. Le DES en neurologie est désormais dirigé par le Pr Michael Heneka.

Enfin, l'Université a renforcé en 2025 les capacités nationales en recherche clinique en contribuant à l'établissement de la Fuerschungsklinik Lëtzebuerg / Luxembourg Research Clinic, initiative réunissant le LIH, l'Université du Luxembourg et les quatre hôpitaux aigus du pays CHL, CHEM, HRS et CHdN.

Concernant les sciences de l'éducation, un groupe de travail réunissant l'Université et le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a été constitué, sous la présidence du vice-recteur Philippe Hiligsmann, afin d'appuyer la mise en œuvre des programmes d'études, notamment pour l'extension des programmes de master. Des échanges ont également eu lieu au sujet de la collaboration avec l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN), en particulier sur des activités et réflexions communes avec l'I²TL. Les recrutements prévus par la convention pluriannuelle pour les sciences de l'éducation se sont poursuivis. Thierry Geoffre a été engagé à l'Université comme professeur adjoint en didactique de la langue française à l'école maternelle et primaire, avec un focus sur l'alphabétisation en langue française. Potheini Vaiouli a rejoint l'Université en tant que professeure assistante en apprentissage formel dans la petite enfance. Isabelle Skakni a été nommée professeure adjointe en méthodes de recherche qualitatives en sciences de l'éducation et prendra ses fonctions le 1^{er} avril 2026. Une liste de nomination pour le poste de professeur en gestion et développement des écoles a été approuvée par le Conseil de gouvernance, dernier des sept postes de professeur prévus par la convention à pourvoir. Sur les quatre postes de maîtres-assistants, trois ont été pourvus et le recrutement du quatrième enseignant-chercheur est en cours. Par ailleurs, Sonja Ugen a été nommée professeure adjointe en évaluation en éducation et responsable du Luxembourg Centre for Educational Testing (LUCET), et Christiane Carri vient renforcer l'équipe enseignante du Bachelor en sciences éducatives et sociales comme professeure associée en santé et interventions sociales.



Dans le cadre de l'évaluation externe de la recherche 2024/2025, l'Université du Luxembourg a fait l'objet d'une revue approfondie de sa recherche et de sa gouvernance, mandatée par le MESR et conduite par l'agence Technopolis. Cette évaluation, menée par 17 panels internationaux indépendants dont un panel dédié à la partie institutionnelle, réunissant 65 experts de 16 pays, visait à analyser les résultats de recherche, à identifier les forces et axes d'amélioration et à formuler des recommandations. Présentées à la Commission parlementaire compétente, les conclusions sont très positives : elles soulignent que l'Université du Luxembourg a su, en peu de temps, établir une université solide et tournée vers la recherche, pleinement engagée dans ses trois missions de formation, recherche et transfert de connaissances vers la société, avec plusieurs domaines reconnus au plus haut niveau international (*world-leading*) et de nombreux autres domaines affichant un niveau très solide.

L'année 2025 a renforcé la visibilité européenne du Luxembourg grâce à l'obtention de financements ERC pour des projets menés à l'Université. Trois projets, portés respectivement au Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH), à la Faculté des Sciences, des Technologies et de Médecine (FSTM) et au Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB), illustrent cette dynamique : (i) le développement de méthodes mobilisant l'intelligence artificielle pour reconstituer l'histoire mondiale des sociétés écrans offshore (Benoît Majerus) ; (ii) l'étude de bactéries capables d'interagir avec la lumière et de la guider de l'intérieur (Anupam Sengupta) ; (iii) l'exploration du potentiel de petites protéines issues du microbiote intestinal comme biomarqueurs pour la maladie de Parkinson, avec une perspective de valorisation et de transfert vers des applications médicales (Paul Wilmes).

Au niveau national, les FNR Awards 2025 ont distingué plusieurs contributions issues de l'Université : Florian Felten a reçu le prix de la meilleure thèse de doctorat pour des travaux en apprentissage par renforcement. Christos Koulovatianos a été distingué pour son rôle de mentor. Andreas Fickers, Sonja Kmec et Dietmar Hüser ont été récompensés pour une réalisation scientifique consacrée à la culture populaire transnationale.

L'Université a poursuivi la valorisation de ses résultats scientifiques au travers de partenariats, de services et d'innovations à fort impact pour le pays. En 2025, cette dynamique s'est traduite par la signature de nombreuses conventions et accords institutionnels, notamment avec plusieurs ministères, au service de projets d'intérêt public, de la sensibilisation des générations futures et des pays d'intervention de la coopération luxembourgeoise.

L'Université s'est par ailleurs dotée d'une politique institutionnelle de levée de fonds (fundraising) visant à structurer et encadrer la mobilisation de soutiens externes (dons, mécénat, partenariats) dans un cadre transparent et conforme aux valeurs institutionnelles. Dans ce cadre, en 2025, l'Université du Luxembourg a bénéficié d'une donation de Aureus Ars & Scientia visant à renforcer et structurer ses activités en matière d'entrepreneuriat. Ce soutien a pour objectif d'encourager la création et le développement d'une Académie intégrée à l'Université, destinée à accompagner étudiants, chercheurs-entrepreneurs et porteurs de projets de l'idéation à la création d'entreprises innovantes, tout en contribuant au renforcement de l'écosystème entrepreneurial luxembourgeois.

S'agissant de la transition écologique et de la résilience, 2025 a été marquée par la signature, avec le ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, de la Climate Nexus Framework Convention (2025-2030). Cette convention adopte une approche transversale, intégrant le climat, la biodiversité, l'eau, l'alimentation et l'équité sociale, et vise à renforcer l'articulation entre recherche, politiques publiques, formation, engagement du public et sensibilisation des générations futures.

L'Université a également lancé le Luxembourg Centre for Socio-Environmental Systems (LCSES), avec la nomination du Pr Ralf Seppelt comme directeur à compter du 1^{er} mars 2025, confirmant son ambition de promouvoir l'interdisciplinarité au service des politiques de durabilité environnementale et sociale.

L'Université a également consolidé des coopérations durables via des chaires et partenariats thématiques. En juillet 2025, la chaire Ceratizit en matériaux durs et avancés a vu le jour. Portée par le Pr Ralph Useldinger, elle illustre une coopération structurée avec l'industrie dans le domaine des matériaux avancés. En mars 2025, la chaire « History and Migrations » a été créée en partenariat avec l'Université (C²DH), la Ville de Dudelange et le Centre for Documentation on Human Migrations (CDMH), autour d'un axe associant recherche, documentation et valorisation.



En 2025, la transformation numérique a été abordée comme un enjeu à la fois académique et sociétal, avec une attention particulière portée à l'éthique, la souveraineté et la sécurité. Dans ce contexte, l'Université a lancé, au 1^{er} janvier 2025, le University of Luxembourg Institute for Digital Ethics (ULIDE), conçu comme un pôle interdisciplinaire à l'échelle de l'Université. Sa mission est de développer une expertise de recherche sur les implications éthiques, sociales et sociétales de la digitalisation, de proposer des formations et de mener des activités de conseil et de recommandations à destination des acteurs publics et privés, tout en contribuant au transfert de connaissances et au débat public.

Dans le prolongement de cette approche, l'Université contribue à la *Luxembourg AI Factory (L-AIF)*, initiative nationale visant à accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle dans des secteurs stratégiques, et soutient, à travers les initiatives *AI4All* et *AI Sphere*, le développement coordonné des compétences et des activités en intelligence artificielle au sein de l'écosystème luxembourgeois.

Par ailleurs, dans le domaine de la transformation numérique et de la souveraineté des données, l'Université a renforcé sa collaboration avec l'État à travers une convention signée avec le ministère de la Digitalisation, visant à analyser l'interaction entre le portefeuille européen d'identité numérique (European Digital Identity Wallet – EUDIW) et les paiements numériques. Il s'inscrit dans les priorités nationales et européennes en matière de confiance numérique, de protection des données et de souveraineté technologique.

L'Université a renforcé sa collaboration avec le secteur financier à travers la création de chaires académiques, financées avec le soutien du ministère des Finances, en partenariat avec les acteurs représentatifs du secteur. Une chaire en *Private Assets* a été créée avec l'Association of the Luxembourg Fund Industry (ALFI), la filière de master associée ayant ouvert en septembre 2025, tandis qu'une chaire en sciences actuarielles a été mise en place en partenariat avec l'Association des Compagnies d'Assurances et de Réassurances (ACA), placée sous la responsabilité du Professeur Christophe Ley en tant que titulaire. L'Université a formalisé un partenariat stratégique avec Google autour de deux instruments structurants hébergés au SnT : un Centre of Excellence et une Chair in Sovereign AI. L'objectif est de renforcer la recherche dans des domaines clés, dont l'intelligence artificielle, la science des données, les systèmes cloud et la cybersécurité, et de soutenir la montée en compétences de l'écosystème par la formation et la collaboration avec les partenaires.

Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de l'initiative nationale « Accélérer la souveraineté numérique 2030 » présentée par le gouvernement luxembourgeois le 19 mai 2025, structurée autour de trois axes prioritaires – science des données, intelligence artificielle, technologies quantiques – déclinés en stratégies dédiées. L'Université a contribué à l'élaboration de ces stratégies.

Le lien entre recherche, innovation et économie s'est traduit par le déploiement d'outils et projets ciblés. En septembre 2025, une carte interactive de l'écosystème luxembourgeois de l'entrepreneuriat et de l'innovation a été lancée en partenariat avec la House of Entrepreneurship, afin d'orienter plus facilement les porteurs de projets, qu'ils soient étudiants, chercheurs ou entrepreneurs, et de rendre l'écosystème d'accompagnement plus lisible. Dans le domaine de la santé, un doctorat collaboratif entre l'Université et MDsim, entreprise luxembourgeoise spécialisée dans le développement de jumeaux numériques biomécaniques pour la planification chirurgicale, a démarré en 2025. Il vise à enrichir un jumeau numérique et biomécanique de la colonne vertébrale, notamment par l'intégration de modèles musculaires avancés et de méthodes d'intelligence artificielle, afin d'améliorer la planification des interventions et la prédiction des résultats, avec un potentiel de réduction des réinterventions.

Dans le cadre de l'International Year of Quantum Science and Technology, l'Université a organisé cinq Quantum Breakfasts en partenariat avec la Chambre de commerce. Les sessions ont abordé les algorithmes quantiques, la communication, le calcul à haute performance, la cryptographie, ainsi que les liens entre science quantique, intelligence artificielle et science des données, afin de diffuser les connaissances et de soutenir l'appropriation par les acteurs économiques et institutionnels.

Avec le ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et le ministère de l'Économie, l'Université a organisé et hébergé la conférence « The potential of carbon capture, utilisation and storage (CCUS) in Luxembourg », qui a contribué à l'élaboration du cadre d'action gouvernemental pour les technologies de captage et d'élimination du dioxyde de carbone.



L'Université a renforcé sa présence dans l'espace public et sa médiation entre science et société au moyen de formats accessibles. Les UniverCITY Talks ont été organisés au Tero House 17 (Luxembourg-Ville) sous forme de tables rondes interactives ouvertes à tous, avec cinq rendez-vous en 2025 : « Taming the AI beast » (25 mars), « How digital health is changing ageing » (22 avril), « FinTech - Beyond the Buzzword » (10 juin), « Towards greener cities » (21 octobre) et « Our place in space » (25 novembre). L'Université a également accueilli la conférence internationale « Democracy and Youth in the Digital Age » du 19 au 21 mars 2025 à Belval (Maison du Savoir), réunissant chercheurs, acteurs politiques, activistes et enseignants autour des enjeux de participation des jeunes à l'ère des plateformes et de l'intelligence artificielle.

Le Centre Europe Direct de l'Université du Luxembourg, cofinancé par l'Union européenne (2021–2025), a mené en 2025 plusieurs initiatives majeures de dialogue citoyen et de formation à l'esprit critique, en partenariat avec des acteurs académiques et institutionnels, notamment FuturLab EU (Nancy), les Rencontres européennes du Luxembourg, des conférences sur l'IA et l'enseignement supérieur européen, ainsi qu'une soirée académique autour de Pierre Werner en présence du Premier Ministre.

En 2025, l'Université a renforcé ses dispositifs de recrutement et de soutien aux talents, en particulier féminins. Quatre postes ont été ouverts dans le programme d'excellence Anne Beffort, avec priorité aux candidatures féminines, dans des domaines stratégiques tels que l'intelligence artificielle, l'informatique théorique, les mathématiques et la qualité de l'énergie électrique. Dans le même esprit, quatre bourses Marie Speyer ont été attribuées à Catherine Tebaldi, Silvia Venditti, Sonja Malzner et Aurélia Chenu. Elles visent à renforcer des projets de recherche existants ou à faciliter le lancement de concepts de recherche innovants.

Enfin, en mai 2025, l'Université du Luxembourg a été admise au sein de The Guild of European Research-Intensive Universities, qui regroupe 23 universités de recherche dans 17 pays européens. Cette adhésion inscrit l'Université parmi un nombre restreint d'établissements européens de référence et lui permet de participer aux échanges et travaux communs relatifs aux politiques européennes de recherche et d'enseignement supérieur.

Ces accomplissements témoignent de l'excellence de l'Université dans le déploiement de ses trois missions et contribuent au recrutement des meilleurs étudiants et l'attraction des talents, au bénéfice du Luxembourg. Le taux de rétention au Luxembourg des étudiants après l'obtention de leur diplôme s'établit à 70% en 2025.

Au 4^e trimestre 2025, l'Université a traversé une période de forte exposition médiatique, marquée par une couverture critique portant sur le climat de travail et certaines pratiques institutionnelles, notamment en matière de procédures de promotion. Le Rectorat a tenu une conférence de presse afin d'apporter des éléments de clarification, de rappeler les cadres en vigueur et de réaffirmer son engagement en faveur d'un environnement de travail respectueux. L'Université a annoncé la mise en place d'un audit externe, conduit sous la supervision du Conseil de gouvernance, afin de renforcer la transparence et de répondre de manière structurée aux préoccupations exprimées.



Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche par département au 31/12/2025 :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Temps Plein		
		H	F	Total	H	F	Total
Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Médecine (FSTM)	Chercheurs	365	139	504	362,4	137,2	499,6
	Techniciens	34	19	53	32,1	17,8	49,9
	Personnel d'innovation	1		1	1,0		1,0
Total – Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Médecine (FSTM)		400	158	558	395,5	155,0	550,5
Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (FDEF)	Chercheurs	112	82	194	110,0	81,7	191,7
	Techniciens	6	10	16	5,4	9,6	15,0
	Personnel d'innovation	1		1	1,0		1,0
Total – Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (FDEF)		119	92	211	116,4	91,3	207,7
Faculté des Sciences Humaines, des Sciences de l'Éducation et des Sciences Sociales (FHSE)	Chercheurs	130	200	330	128,4	194,0	322,4
	Techniciens	18	33	51	16,8	30,0	46,8
	Personnel d'innovation						
Total – Faculté des Sciences Humaines, des Sciences de l'Éducation et des Sciences Sociales (FHSE)		148	233	381	145,2	224,0	369,2
Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB)	Chercheurs	76	78	154	74,0	77,5	151,5
	Techniciens	40	35	75	39,0	33,3	72,3
	Personnel d'innovation	1	2	3	1,0	2,0	3,0
Total – Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB)		117	115	232	114,0	112,8	226,8
Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT)	Chercheurs	329	99	428	328,8	98,5	427,3
	Techniciens	28	13	41	27,5	13,0	40,5
	Personnel d'innovation	2	2	4	2,0	2,0	4,0
Total – Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT)		359	114	473	358,3	113,5	471,8
Interdisciplinary Centre for Contemporary, European and Digital History (C2DH)	Chercheurs	25	42	67	24,8	42,0	66,8
	Techniciens	4	4	8	4,0	3,2	7,2
	Personnel d'innovation		1	1		0,7	0,7
Total – Interdisciplinary Centre for Contemporary, European and Digital History (C2DH)		29	47	76	28,8	45,9	74,7
Interdisciplinary Centre for European Law (LCEL)	Chercheurs	14	4	18	14,0	4,0	18,0
	Techniciens		1	1		1,0	1,0
	Personnel d'innovation						
Total – Interdisciplinary Centre for European Law (LCEL)		14	5	19	14,0	5,0	19,0
Luxembourg Centre for Socio-Environmental Systems (LCSES)	Chercheurs		1	1		1,0	1,0
	Techniciens						
	Personnel d'innovation						
Total – Interdisciplinary Centre for European Law (LCSES)			1	1		1,0	1,0
Grand total		1.186	765	1.951	1.172,2	748,5	1.920,7

*La différence entre les chiffres dans le tableau « Personnel en 2025 par département » et le tableau « Profession du personnel » est due au fait qu'il y a également du personnel RDI dans l'administration centrale qui travaille pour tous les départements ci-dessus.



Personnel en 2025 : CDD et CDI :

Personnel en CDI et CDD	Effectif			Équivalent Plein Temps		
	H	F	Total	H	F	Total
CDI	581	705	1.286	568,1	660,0	1.228,1
CDD	148	145	293	143,8	134,5	278,3
Doctorants AFR en CDD	55	39	94	54,5	38,5	93,0
Autres doctorants en CDD (CORE, ...)	344	256	600	344,0	254,6	598,6
Postdoc AFR	3	0	3	3,0	0,0	3,0
Autres Postdoc	334	194	528	331,7	191,6	523,3
Grand total	1.465	1.339	2.804	1.445,1	1.279,2	2.724,3

Nationalité du personnel :

Université du Luxembourg	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	183	178	361	190	175	365	201	198	399
Belge	85	92	177	90	98	188	89	99	188
Française	218	262	480	225	262	487	250	302	552
Allemande	186	158	344	173	162	335	179	173	352
Autres EU	265	238	503	265	260	525	301	276	577
Non EU	415	219	634	428	261	689	445	291	736
Total (effectif)	1 352	1 147	2 499	1.371	1.218	2.589	1.465	1.339	2.804

Profession du personnel :

Université du Luxembourg		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	Chercheurs	1.005	573	1.578	998	591	1.589	1.051	645	1.696
	Techniciens	122	109	231	121	119	240	130	117	247
	Personnel d'innovation	9	6	15	8	7	15	7	6	13
Personnel administratif		16	83	99	12	54	66	21	61	82
Personnel non lié à la recherche (p.ex. enseignement)		200	376	576	232	447	679	256	510	766
Total (effectif)		1.352	1.147	2.499	1.371	1.218	2.589	1.465	1.339	2.804

Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

Université du Luxembourg		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	Chercheurs	205	148	353	206	130	336	223	160	383
	Techniciens	40	41	81	45	38	83	50	45	95
	Personnel d'innovation	1	0	1	0	2	2	0	0	0
Personnel sortant	Chercheurs	193	122	315	214	107	321	203	141	344
	Techniciens	24	32	56	27	21	48	26	31	57
	Personnel d'innovation	0	0	0	1	1	2	1	1	2

5.2 Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)



Le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) a poursuivi son expansion en recrutant 155 nouveaux collaborateurs, soit un niveau de croissance inédit avec une augmentation nette de 83 collaborateurs par rapport à fin 2024 pour compter 839 employés au 31 décembre 2025.

Soutenir la compétitivité du secteur privé

Conformément à sa mission de transfert de l'innovation dans le but d'accélérer l'impact économique du secteur privé, le LIST a signé plusieurs partenariats importants durant l'année.

Avec FM, leader mondial de l'assurance immobilière commerciale, le LIST a lancé un partenariat stratégique de recherche visant à aider les entreprises à mieux anticiper les risques climatiques et cybernétiques, et à renforcer leur résilience face aux crises.

L'expertise du LIST en intelligence artificielle (IA) fait de l'institut un partenaire national incontournable. Il est un des membres fondateurs du consortium qui porte la Luxembourg AI Factory, aux côtés d'acteurs tels que LuxProvide, Luxinnovation, l'Université du Luxembourg et le Luxembourg National Data Service. En particulier, l'institut y est responsable de l'hébergement et de l'animation du pôle « Green Economy », ainsi que du déploiement d'environnements de test (AI sandboxes).

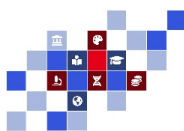
Dans le cadre de l'AI flagship initiative lancée en 2024, l'institut a initié une collaboration d'envergure internationale avec ADIA Lab, institut de recherche indépendant basé à Abu Dhabi et spécialisé dans les sciences des données et de l'informatique. Cette coopération vise à répondre à une question cruciale : comment tester, approuver et réguler les systèmes d'IA multi-agents ? Un premier article commun a été publié et Jordi Cabot était orateur invité sur le sujet de l'IA agentique au Symposium ADIA Lab en octobre. Dans la même dynamique, le LIST a signé un partenariat avec la Banque Internationale à Luxembourg (BIL) pour évaluer des chatbots IA et améliorer la qualité de la relation client. Les résultats de ces travaux seront mis à disposition de l'ensemble de l'écosystème de la place financière.

Le LIST a initié un nouveau partenariat avec son spin-off OAT, désormais une multinationale japonaise, pour transformer l'apprentissage en ligne grâce à l'IA générative. Cette initiative permettra de mettre à niveau les outils de test en ligne afin de fournir aux professionnels de l'éducation des solutions innovantes pour créer des questionnaires de haute qualité, accessibles et efficaces, répondant à une variété de besoins d'apprentissage.

Le LIST a prolongé jusqu'en 2030 son partenariat avec CEBI dans le cadre de la plateforme nationale de caractérisation et d'essais.

Avec The Goodyear Tire & Rubber Company, le LIST a poursuivi la deuxième phase de cette collaboration stratégique dans le secteur de la mobilité qui met l'accent sur le développement durable et la digitalisation au sein de l'industrie du pneu. Avec GRADEL, il a pu valider avec succès un concept autour de l'utilisation de vitrimères bio-basés dans le domaine aéronautique et spatial.

Le LIST a organisé la seconde édition de sa Journée industrielle SCMM (Sustainable Composite Materials & Manufacturing) le 2 octobre 2025 à Belval. Plus de 170 participants issus de l'industrie, de la recherche et d'institutions européennes se sont réunis pour explorer les composites durables à double usage (civil et défense). L'événement, soutenu par la ministre Yuriko Backes et des représentants de l'Agence européenne de défense, a renforcé les synergies entre secteurs civil et militaire, confortant ainsi la position du LIST en tant que catalyseur d'innovation composite au Luxembourg.



L'institut a lancé **Strayprotect**, son douzième spin-off. Il met sur le marché un revêtement s'approchant du noir absolu pour le secteur spatial et l'industrie de l'optique haute performance. Son précédent spin-off, **Invitrolize**, a quant à lui obtenu un investissement stratégique pour étendre le déploiement de la solution ALI-sens® en Europe et aux États-Unis.

Enfin, le LIST a continué de promouvoir ses expertises via des participations visibles à des **salons internationaux majeurs** comme Smart City Expo World Congress, MEDICA et la conférence POLIS, renforçant ainsi sa visibilité et son rôle d'acteur scientifique européen clé.

Mettre la science au service du secteur public

Portée par le LIST, en partenariat avec l'Université du Luxembourg, le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, ainsi que CREOS et ENCEVO, et cofinancée par le Luxembourg National Research Fund (FNR), l'initiative Data-Driven Energy Transition (D2ET) vise à doter le pays d'un jumeau numérique national de ses systèmes énergétiques. L'objectif est d'accompagner la prise de décisions fondées sur les données afin d'accélérer la transition énergétique du pays.

Afin de soutenir les villes luxembourgeoises dans leur évolution vers des modèles urbains plus intelligents, le LIST a développé le SmartCityHub, une plateforme d'expérimentation cofinancée par la Commission européenne et l'État luxembourgeois dans le cadre du projet européen CitCom.ai Testing and Experimentation Facilities (TEF). Il permet aux collectivités locales de prototyper, tester et évaluer des solutions numériques innovantes. Cette démarche est illustrée par des projets concrets tels que le jumeau numérique de Differdange, optimisant l'électromobilité et la gestion énergétique des bâtiments, démontrant ainsi le potentiel de l'intelligence urbaine.

Pour accompagner les communes dans la compréhension et l'adoption de l'IA, le Syndicat des Villes & Communes luxembourgeoises (SYVICOL) et le LIST ont conclu un accord pour encourager les projets de « Smart Cities » dans les communes luxembourgeoises. Le but est de favoriser des solutions innovantes au service de la durabilité et du bien-être local.

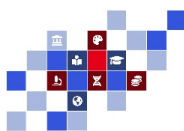
Une collaboration avec LSC360 vise à transformer l'urbanisme au Luxembourg en développant un label permettant d'évaluer et de promouvoir de manière rationalisée des quartiers plus sains, plus résilients et plus durables sur le plan environnemental.

À Bissen, le projet BISTWIN a fait émerger un jumeau numérique de mobilité afin d'améliorer la planification durable des transports dans les zones industrielles. Le LIST dispose désormais d'un bureau au sein du Technoport Automobility Incubator à Bissen et va y installer un démonstrateur.

En matière de connectivité, le LIST a contribué au lancement des navettes connectées et autonomes d'Ohmio, exploitées par la CFL - Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois. Cette étape importante marque un nouveau pas vers l'avenir d'une mobilité intelligente et durable au Luxembourg. Les équipes du LIST ont participé à ce projet à travers des initiatives telles que COMBO, soutenues par le FNR, où elles ont exploré les usages potentiels de ces navettes tout en tenant compte des fonctionnalités clés offertes par la connectivité 5G et les systèmes d'optimisation avancés. Pour soutenir cette vision, l'institut prévoit d'étendre ce travail, en tirant parti du potentiel de la connectivité pour l'automatisation de la mobilité, jusqu'à la 6G, toujours en étroite collaboration avec la CFL et avec le soutien du FNR et de la Commission européenne.

Dans le domaine de l'environnement, le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et le LIST ont signé une convention de collaboration quinquennale visant à encadrer l'ensemble des travaux menés au bénéfice des agriculteurs, viticulteurs ou apiculteurs depuis plus de 20 ans en collaboration avec l'Institut viti-vinicole et l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Le premier ministre Luc Frieden et le ministre de l'Environnement Serge Wilmes ont visité le projet FORLUX sur le site du Bambësch en octobre. Financé par le ministère de l'Environnement, il vise la mise en place de parcelles expérimentales permettant d'observer et de mesurer, sur le long-terme, la manière dont réagissent les forêts de la ville de Luxembourg aux nouvelles conditions météorologiques et d'ouvrir la voie à de nouvelles stratégies de gestion forestière.



Afin d'aider les décideurs, les scientifiques et les citoyens à suivre l'évolution des ressources en eau du pays, le LIST, en collaboration avec l'Administration de la gestion de l'eau, a lancé un bulletin hydrologique mensuel.

Le domaine de l'espace reste une des priorités stratégiques du LIST. Le European Space Resources Innovation Centre (ESRIC) a fêté ses 5 ans en 2025 et a consolidé son rôle de centre européen d'excellence pour la recherche et l'innovation sur les ressources spatiales. Il a organisé en collaboration avec l'Agence spatiale européenne (ESA) la seconde édition du Space Resources Challenge, une compétition récompensant des technologies robustes de collecte et de traitement de régolithe dans des environnements analogues à la surface lunaire.

Une équipe d'ESRIC a participé pour la première fois à une campagne de vols paraboliques de l'ESA, testant de nouvelles méthodes de transport et de tri du régolithe lunaire dans des conditions de gravité similaires à celles de la lune à bord de l'Airbus A310 Zero-G à Bordeaux, exploité par Novespace.

Une importante étape pour le Luxembourg et le LIST est le lancement de la construction du premier bâtiment du futur Campus spatial. Ce bâtiment abritera une chambre à vide thermique, commandée par l'ESA et exploitée par ESRIC. Ce nouveau dispositif, inédit en Europe, permettra de tester des composants dans des conditions extrêmes, comme celles rencontrées dans l'espace.

La Space Resources Week, rendez-vous mondial de la communauté des ressources spatiales organisé avec les agences spatiales luxembourgeoise et européenne, qui a rassemblé du 19 au 21 mai plus de 450 participants internationaux, et le lancement de l'appel à candidatures pour la sixième édition du Start-up Support Programme sont deux autres faits marquants pour ESRIC.

Toujours dans le domaine spatial, la mission SPIN-2 marque une avancée significative pour le LIST, avec la mise en orbite héliosynchrone d'un CubeSat 3U intégrant, pour la première fois, des capteurs flexibles imprimés dans ses laboratoires en conditions réelles de vol spatial. Cette expérience constitue une étape clé de validation en orbite pour différentes solutions développées par le LIST à fort potentiel pour les futures applications spatiales.

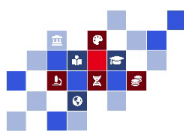
S'appuyer sur l'excellence scientifique

499 projets sont en cours au LIST, parmi eux 152 projets compétitifs nationaux, 111 projets compétitifs internationaux et 157 projets collaboratifs. Les autres chiffres-clés affichent 186 publications scientifiques réalisées dans le top 10% de leur catégorie, ainsi que 5 thèses soutenues avec succès. Le LIST a donc maintenu un haut niveau dans ses **publications** scientifiques et a notamment été présent dans les journaux suivants : Nature, Reviews of Geophysics, Advanced Materials, ACS Nano, International Materials Reviews, Remote Sensing of Environment, Water Research, et AI and Society.

Avec 14 projets européens compétitifs parmi les 79 acquis sur l'année, l'institut a brillé au niveau international et prouvé qu'il est un acteur reconnu. Trois innovations clés développées dans le domaine des composites ont été sélectionnées pour figurer dans l'**Innovation Radar** de la Commission européenne, un instrument de référence utilisé pour identifier et présenter les innovations à fort potentiel issues de projets de recherche financés par l'UE.

Des chercheurs du LIST ont reçu plusieurs **prix internationaux** : Pedro Rodriguez, le Prix IEEE Bimal Bose pour les applications électroniques industrielles dans les systèmes énergétiques ; Alessio Buscemi et German Castignani, le Outstanding Paper Award à la European Conference on Artificial Intelligence 2025 ; Pierre Verge, le prix pour la recherche créative sur les polybenzoxazines lors du 6^e Symposium international sur les polybenzoxazines ; Vladislav Shevtsov, le prix Karel Dušek lors de la 86^e conférence de Prague sur les macromolécules 2025 ; et Torsten Granzow, le prix IOP Publishing pour sa contribution au Journal of Physics D: Applied Physics.

Une publication conjointe du LIST et de Goodyear a obtenu le prix Industrial Impact Paper Award lors de la 7^e Conférence internationale sur l'industrie du futur et la fabrication intelligente (ISM2025) à Malte.



Parmi les projets européens en cours, TRANSCEND, coordonné par le LIST, a pour objectif de renforcer la résilience des réseaux de transport de fret face aux menaces cybernétiques et non-cyber. Le projet Horizon Europe COMMECT, coordonné par le LIST, a réussi à déployer des solutions de connectivité basées sur l'IA dans certaines des régions les plus isolées d'Europe et au-delà. SMARTSPIRES, cofinancé par le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) de l'UE, vise à transformer le campus Belval au Luxembourg en un laboratoire vivant de ville intelligente, un modèle pour les villes à travers l'Europe. Le but est de montrer comment les infrastructures numériques et l'IA peuvent contribuer à des services urbains plus sûrs, plus propres et plus efficaces pour les habitants et les autorités locales.

Le LIST a également poursuivi ses échanges avec la communauté des chercheurs en organisant une dizaine de conférences scientifiques ou professionnelles internationales dont Eurographics Conference on Visualization (EuroVis), Phytofactories on Plant Molecular Farming, et BIMLux and Sustainable Construction for Resilient Cities.

L'année a été marquée par plusieurs visites prestigieuses. Avant l'été, le LIST a notamment eu l'honneur d'accueillir Son Altesse Royale le Grand-Duc Henri à deux reprises, sur le terrain et dans ses laboratoires. Au printemps, la ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, Martine Hansen, a découvert quelques laboratoires de l'institut en compagnie de la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, tandis qu'à l'automne, le Premier ministre, Luc Frieden, a rendu visite au LIST, également en compagnie de la ministre Obertin.

Préparer l'avenir

Au niveau organisationnel, 2025 a été une année de changements majeurs. Elle a vu Étienne Jacqué devenir Président et Isabelle Faber Vice-Présidente du Conseil d'administration. Jurgen Joossens a rejoint le comité de direction en mars et occupe le poste de Directeur général adjoint, en charge de la valorisation. Dirk Fransaer a terminé son intérim au poste de Directeur général et a cédé sa place à Olivier Guillon arrivé le 1^{er} septembre, Jurgen Joossens ayant assuré l'intérim durant trois mois.

Les premiers effets de l'initiative interne « Unity » visant à préparer le LIST pour l'avenir sont implémentés : responsables d'unité, de groupe et de service confirmés ou nommés, nouvelles vision, mission et valeurs, ainsi que des domaines stratégiques clés définis. Ils reflètent la nouvelle stratégie ambitieuse établie pour les prochaines années. En phase avec les priorités européennes et nationales, elle est traduite dans le plan pluriannuel 2026-2029 baptisé « Ambition 2030 ». Le plan met l'accent sur trois domaines d'expertise : environnements naturel, construit et industriel, ainsi que trois axes de recherches transversaux : l'espace, l'intelligence artificielle ainsi que la sécurité et la défense. Il inclut également une nouvelle stratégie de valorisation construite autour d'un Partnerships & Venture Office central et basée sur le modèle d'innovation à quadruple hélice, qui reconnaît quatre acteurs clés dans l'écosystème de l'innovation : les pouvoirs publics, l'industrie, les centres de recherche et les citoyens. Un nouveau site web améliorant l'expérience utilisateurs et reflétant les expertises ainsi que les ambitions du LIST a été mis en ligne en fin d'année.

L'intelligence artificielle ne fait pas uniquement l'objet de projets de recherche. Le LIST a mis en place un groupe de travail qui a pour but de guider et d'accélérer l'adoption responsable, sécurisée et efficace des technologies d'IA dans l'ensemble de l'institut. Une communauté de pratique en IA a vu le jour et une solution d'IA interne au LIST baptisée PIA est en phase de test.

Au sein de sa structure, le LIST a établi un service pour centraliser son offre en matière de formation professionnelle ainsi qu'un PhD Office afin de mieux encadrer et aiguiller sa vaste communauté de chercheurs doctorants.

Afin d'encourager la collaboration au sein des nouvelles équipes et de leur offrir les meilleures conditions de travail, plus de 170 employés ont déménagé dans un autre bâtiment du LIST cette année. Plus de soixante d'entre eux ont emménagé dans les nouveaux espaces de travail mis à disposition dans la Maison des Matériaux.

Preuve de conditions de travail sûres, le LIST a officiellement reçu en décembre la certification ISO 45001, la norme internationale de référence en matière de gestion de la santé et de la sécurité au travail, devenant ainsi le premier institut de recherche luxembourgeois à l'obtenir.



Enfin, une nouvelle édition de l'enquête « **Employer Net Promoting Score** » (ENPS) a été lancée en juillet, afin de déterminer si les employés recommanderaient le LIST comme lieu de travail et de comprendre les facteurs susceptibles d'influencer leur motivation, leur satisfaction et leur engagement. Le département des ressources humaines en a analysé les résultats et développé un plan d'actions pour répondre aux principales tendances. Il sera déroulé en 2026.



Vue détaillée des chercheurs et personnel de recherche par unité de recherche au 31 décembre 2025 :

Chercheurs et personnel de recherche dans les **12 unités de recherche** au 31/12/2025 (sans personnel administratif)

Personnel en 2025 par unité		Effectif			Équivalent Plein Temps (Moyenne contractuelle 2025)		
		H	F	Total	H	F	Total
ADVANS (Advanced Analyses and Support)	Chercheurs	14	7	21	12,77	6,31	19,08
	Techniciens	8	0	8	6,44	0	6,44
	Personnel d'innovation	1	0	1	0,80	0	0,80
Total – ADVANS		23	7	30	20,01	6,31	26,32
BIOTECH (Environmental and Industrial Biotechnologies)	Chercheurs	24	21	45	21,90	18,51	40,41
	Techniciens	0	2	2	0	1,40	1,40
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – BIOTECH		24	23	47	21,90	19,91	41,81
ENVISION (Environmental Sensing and Modelling)	Chercheurs	62	19	81	53,06	16,52	69,58
	Techniciens	2	0	2	1,64	0	1,64
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – ENVISION		64	19	83	54,70	16,52	71,22
ESRIC (European Space ResourcesInnovation Centre)	Chercheurs	14	8	22	12,75	8,00	20,75
	Techniciens	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	2	0	2	2,00	0	2,00
Total – ESRIC		16	8	24	14,75	8,00	22,75
FPPM (Functional Polymersand Particulate Materials)	Chercheurs	19	11	30	18,41	9,97	28,38
	Techniciens	0	2	2	0	1,46	1,46
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – FPPM		19	13	32	18,41	11,43	29,84
HANDS (Human Centered AI, Data and Software)	Chercheurs	71	19	90	61,10	13,03	74,13
	Techniciens	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – HANDS		71	19	90	61,10	13,03	74,13
ICES (Intelligent Clean Energy Systems)	Chercheurs	25	0	25	19,89	0	19,89
	Techniciens	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – ICES		25	0	25	19,89	0	19,89
READY (Reliable Distributed Systems)	Chercheurs	36	11	47	34,15	8,96	43,11
	Techniciens	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – READY		36	11	47	34,15	8,96	43,11
SC (Structural Composites)	Chercheurs	39	7	46	35,94	5,51	41,45
	Techniciens	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – SC		39	7	46	35,94	5,51	41,45
SIPT (Scientific Instrumentation and Process Technology)	Chercheurs	43	12	55	40,20	10,81	51,01
	Techniciens	1	0	1	1,00	0	1,00
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – SIPT		44	12	56	41,20	10,81	52,01
SMAT (Smart Materials)	Chercheurs	47	16	63	39,78	14,67	54,45
	Techniciens	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – SMAT		47	16	63	39,78	14,67	54,45
SUSTAIN (Environmental Sustainability Assessment and Circularity)	Chercheurs	35	34	69	33,51	31,00	64,51
	Techniciens	0	1	1	0	1,00	1,0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – SUSTAIN		35	35	70	33,51	32,00	65,51
Total « unités »		443	170	613	395,34	147,15	542,49



Autre personnel d'innovation au 31/12/2025 :

Personnel en 2025 par unité		Effectif			Équivalent Plein Temps (Moyenne contractuelle 2025)		
		H	F	Total	H	F	Total
Science Directorate	Personnel d'innovation	9	15	24	8,08	13,39	21,47
Deputy CEO Office	Personnel d'innovation	10	5	15	9,17	4,83	14,00
Total « autres personnel d'innovation »		19	20	39	17,25	18,22	35,47

Grand total	462	190	652	412,59	165,37	577,96
-------------	-----	-----	-----	--------	--------	--------

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD		Effectif			Équivalent Plein Temps (Moyenne contractuelle 2025)		
		H	F	Total	H	F	Total
CDI		266	77	343	249,77	69,66	319,43
CDD, dont :		177	93	270	145,57	77,49	223,06
- Doctorants AFR en CDD		5	1	6	4,29	1	5,29
- Autres doctorants en CDD		69	35	104	58,33	32,74	90,57
- Postdoc AFR		0	0	0	0	0	0
- Autres Postdoc		68	36	104	55,34	30,39	85,73
Total CDI et CDD		443	170	613	395,34	147,15	542,49



Nationalité du personnel :

Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	40	18	58	49	19	68	59	22	81
Belge	46	14	60	45	14	59	49	15	64
Française	180	116	296	181	117	298	191	125	316
Allemande	37	12	49	42	16	58	46	15	61
Autres EU	69	39	108	79	40	119	85	48	133
Non EU	99	40	139	104	50	154	121	63	184
Total (effectif)	471	239	710	500	256	756	551	288	839

Profession du personnel :

Population totale resp. au 31/12/2023 - 31/12/2024 – 31/12/2025

Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	<i>Chercheurs</i>	374	124	498	400	144	544	429	165	594
	<i>Techniciens</i>	18	26	44	10	4	14	11	5	16
	<i>Personnel d'innovation</i>	13	10	23	18	24	42	22	20	42
Personnel administratif		66	79	145	72	84	156	89	98	187
Total (effectif)		471	239	710	500	256	756	551	288	839

Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

Chercheurs et personnel de recherche (sans personnel administratif) au 31/12/2023 - 31/12/2024 – 31/12/2025

Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	<i>Chercheurs</i>	64	26	90	63	35	98	81	37	118
	<i>Techniciens</i>	3	3	6	1	2	3	1	0	1
	<i>Personnel d'innovation</i>	3	1	4	0	0	0	3	1	4
Personnel sortant	<i>Chercheurs</i>	39	19	58	33	13	46	44	15	59
	<i>Techniciens</i>	1	0	1	2	3	5	0	2	2
	<i>Personnel d'innovation</i>	3	0	3	1	0	1	1	0	1

5.3 Luxembourg Institute of Health (LIH)



L'année 2025 a marqué la fin de la convention pluriannuelle 2022-2025 entre le LIH et le MESR, période durant laquelle l'institut a renforcé son excellence scientifique, accru ses financements compétitifs, développé ses activités translationnelles, réorganisé ses opérations et consolidé la valorisation de la recherche.

Renforcement de la recherche translationnelle et clinique

Le LIH a consolidé son leadership en recherche translationnelle et clinique grâce à la création de la Fuerschungsklinik Lëtzebuerg (Luxembourg Research Clinic - LRC), une structure nationale partagée fédérant le LIH, les principaux hôpitaux luxembourgeois (CHL, CHEM, HRS, CHdN) et l'Université du Luxembourg (UL). En alignant les infrastructures, l'expertise et l'accès aux patients, la LRC améliore l'efficacité, la visibilité et la compétitivité internationale. Sa réunion inaugurale a eu lieu en décembre 2025. Concernant ses principaux programmes translationnels, le projet phare Clinnova, officiellement lancé en 2023, a vu ses activités de Phase 2 approuvées. À ce jour, près de 240 patients ont été recrutés sur 4 sites, dont 161 dans la cohorte des maladies inflammatoires de l'intestin et 75 dans la cohorte de la sclérose en plaques. Le recrutement pour la troisième cohorte, la polyarthrite rhumatoïde, a débuté fin 2025. Au niveau national, une première intégration de données en preuve de concept avec le HRS a été mise en œuvre.

Le programme NCER-PD, qui a célébré son 10^e anniversaire en 2025, a continué à produire des résultats à fort impact, renforçant les collaborations nationales et internationales et consolidant davantage la position du Luxembourg comme pôle de référence pour la recherche sur la maladie de Parkinson. En parallèle, le programme translationnel en oncologie du LIH a progressé de manière significative. S'appuyant sur des initiatives pilotes telles que MASTER (Molecularly Aided Stratification for Tumor Eradication) - visant à intégrer le profilage génomique et multi-omique ainsi que les évaluations multidisciplinaires des comités tumoraux dans la stratégie luxembourgeoise d'oncologie de précision - et PFP (Personalised Functional Profiling) - une plateforme de profilage médicamenteux basée sur des modèles tumoraux dérivés de patients permettant de prédire la réponse aux traitements *in vivo* - le LIH a poursuivi le développement de programmes de diagnostic et de prévention de précision visant à améliorer la détection précoce, la stratification des risques et les interventions personnalisées en cancérologie.

Renforcement de la compétitivité européenne

Le LIH a enregistré une augmentation impressionnante, multipliée par quatre, des financements européens au cours des quatre dernières années. Le Dr Ángel Álvarez-Prado du Département de Recherche sur le Cancer (DoCR) a obtenu une bourse ERC Starting Grant du Conseil européen de la recherche pour son projet IMMUNAGENOMICS, qui étudiera l'impact du vieillissement et des variations génétiques sur les réponses immunitaires dans les tumeurs cérébrales métastatiques afin d'améliorer les thérapies personnalisées. Cela fait suite à une bourse ERC Consolidator obtenue par le Dr Johannes Meiser en 2023. Parmi les projets européens stratégiques dirigés par ou impliquant le LIH en 2025 figurent SmILE, axé sur les technologies numériques pour lutter contre les maladies musculo-squelettiques; CancerWatch, visant à transformer la collecte, l'harmonisation et l'utilisation des données sur le cancer en Europe; CANDLE, qui soutient le développement de nœuds nationaux de données sur le cancer à travers l'Europe; MARKOPOLO et ExpoSignalz, qui étudient respectivement l'impact des facteurs environnementaux sur les maladies non transmissibles et les troubles neurodégénératifs; EMPOWER, visant à améliorer la prise en charge des maladies chroniques en Afrique de l'Ouest; et eVoiceNet, qui fera progresser l'innovation en matière de biomarqueurs vocaux en Europe. Ces réalisations soulignent l'influence internationale croissante du LIH et son alignement stratégique avec les priorités nationales et européennes en matière de recherche.



Avancées en recherche et en soins contre le cancer

Parmi les avancées notables figurent l'identification d'une cible prometteuse pour l'immunothérapie contre la leucémie, publiée dans la prestigieuse revue *Nature Communications*, ainsi qu'une étude majeure sur de nouveaux mécanismes d'évasion de la surveillance immunitaire par le cancer, contribuant à un solide portefeuille de publications. Dans le domaine de la neuro-oncologie, l'équipe NORLUX a contribué avec la cohorte unique de patients de son étude PRECISION-PDX à deux publications dans *Nature Genetics* menées par le consortium CARE, révélant comment les états cellulaires du glioblastome coévoluent avec leur microenvironnement tumoral, donnant naissance à des niches cellulaires hétérogènes et complexes. Au-delà de la recherche en laboratoire, le LIH a eu un impact mesurable sur la santé publique grâce à sa participation à des initiatives de lutte contre le cancer à l'échelle de la population. Parmi celles-ci, VENUSCANCER, qui renforce les données mondiales sur la prise en charge du cancer chez la femme ; le projet CancerWatch ; et la contribution continue au programme national de mammographie, pierre angulaire du dépistage précoce du cancer et de l'amélioration du pronostic. Parallèlement, les premiers résultats de l'enquête Colive Cancer sur le cancer du sein ont fourni des informations précieuses centrées sur les patients pour éclairer la prévention, le dépistage et la prise en charge.

Le système immunitaire et son rôle clé dans la santé et la maladie

Les chercheurs du groupe Infection et immunothérapie du département Infection et immunité (DII) ont étudié l'efficacité d'un nouveau traitement (CoMiX) contre la bactérie multirésistante *Pseudomonas aeruginosa*. Un article phare du Prof Dirk Brenner du groupe Immunologie expérimentale et moléculaire du DII, publié dans la revue d'envergure *Cell Metabolism*, a mis en évidence la manière dont les macrophages traitent les bactéries phagocytées. Dans une publication prestigieuse dans *Cell*, le Dr Andy Chevigné du DII a contribué à décrypter la manière dont les cellules immunitaires se déplacent dans l'organisme, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour les thérapies ciblées. Le LIH a également renforcé les liens translationnels entre l'immunité et les troubles neurodégénératives grâce à une étude conjointe avec l'Université du Luxembourg sur le rôle des microglies dans les premiers stades de la maladie de Parkinson. Dans le domaine du microbiome, le Dr Mahesh Desai du DII a contribué à l'élaboration de nouvelles lignes directrices pour l'étude et le traitement des maladies liées au microbiome intestinal, publiées dans *Nature Reviews Gastroenterology & Hepatology*, complétées par des recherches originales révélant les interactions dynamiques entre les microbes intestinaux et le système immunitaire, notamment une publication dans *Nature Microbiology* sur le double rôle d'*Akkermansia muciniphila*.

Transformer les soins de santé grâce à des données sécurisées et fiables

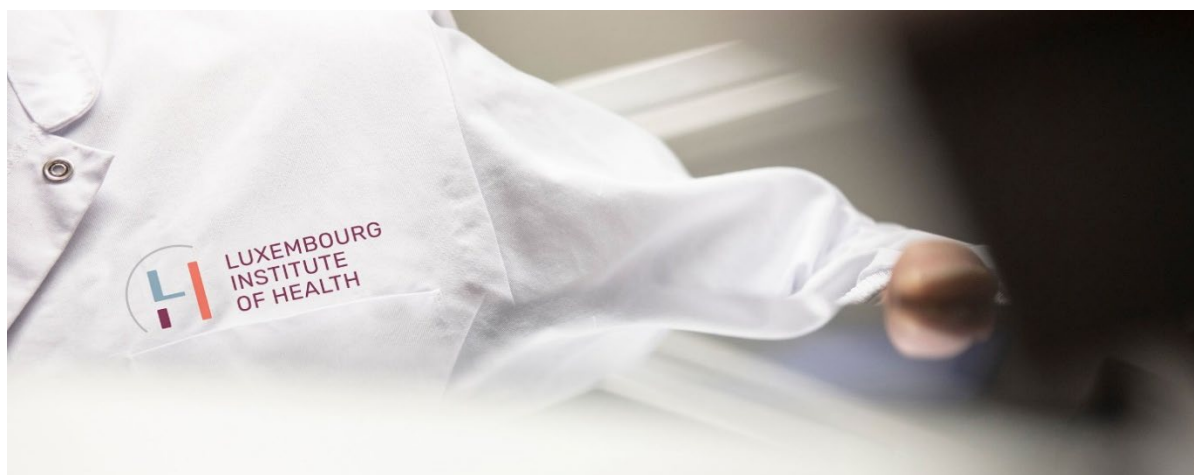
En plus des projets européens eVoiceNet, CancerWatch et CANDLE, le LIH a contribué à un nouveau livre blanc technique sur la modélisation des données pour les cancers colorectaux et pulmonaires, en collaboration avec les principaux acteurs nationaux du secteur des soins de santé et de la recherche dans le cadre de l'initiative Dataspace4Health. Ce livre blanc présente un cadre solide pour la structuration et l'intégration des données de santé liées à l'oncologie, marquant une avancée majeure dans les efforts du Luxembourg dans la mise en place d'une infrastructure de données de santé sécurisée et interopérable. Parallèlement, le Dr Olivier Keunen du groupe BRAINE a contribué à un article dans *Nature Communications* dans le cadre de l'initiative Federated Tumour Segmentation (FeTS) sur l'application d'approches d'apprentissage fédéré, améliorant considérablement les performances des modèles de segmentation des tumeurs cérébrales en préservant la confidentialité des données. Le LIH a également lancé la première étude à grande échelle sur le soutien au développement à domicile des enfants autistes à l'aide du robot QTrobot, en collaboration avec LuxAI et l'université de Birmingham, illustrant comment l'interaction homme-IA peut favoriser des soins personnalisés au-delà du cadre clinique.

Médecine préventive et santé publique

Le LIH a contribué à un nouvel essai clinique sur un vaccin contre le paludisme grâce à son expertise en méthodologie et en statistiques, offrant de nouvelles perspectives pour une meilleure protection contre ce fardeau à l'échelle mondiale. Le LIH a également participé à des initiatives financées par l'UE examinant les effets sur la santé du bruit de la circulation, de la pollution et des mélanges chimiques, avec des études établissant un lien entre l'exposition environnementale et l'augmentation des risques de troubles cardiovasculaires, métaboliques et neurocognitifs. Au niveau de la population, le LIH a réalisé une enquête internationale évaluant les forces et les défis du système de santé luxembourgeois. Parallèlement, l'institut a lancé des études à grande échelle sur la prévention des blessures et la santé musculo-squelettique, notamment une collaboration avec Decathlon sur l'amorti des chaussures de course et le projet européen SmILE sur les maladies musculo-squelettiques.

Récompenses et prix

Les distinctions nationales obtenues en 2025 incluent le soutien apporté au Dr Bassam Janji par la Fondatioun Kriibskrank Kanner ; le renouvellement du soutien du Plooschter Projet au groupe Tumor Stroma Interactions ; le financement de trois doctorants du LIH via la bourse Pelican ; le prix Santé, Environnement et Qualité au Dr Brice Appenzeller pour ses recherches sur l'exposition aux produits chimiques dans les cheveux ; et le Excellent Doctoral Thesis Award décerné à trois doctorants du LIH. À l'international, le Dr Desai a été classé parmi les chercheurs les plus cités au monde, tandis que les chercheuses en cancérologie Drs Laura Martinez Ruiz et Adriana Jou ont obtenu les prestigieuses bourses Marie Skłodowska-Curie. La doctorante Maryna Chepeleva a remporté le prix Benelux Women in AI, le Dr Aurélie Fischer a reçu le prix de la Science 2025 de l'Académie Nationale de Metz et le Dr Aurélie Poli a obtenu la bourse de recherche EANO.





Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche en 2025 par département :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Plein Temps		
		H	F	Total	H	F	Total
Department of Infection and Immunity (DII)	Chercheurs	23	44	67	22,50	42,55	65,05
	Techniciens	5	13	18	4,60	9,85	14,45
	Personnel d'innovation	0	0	0	0,00	0,00	0,00
	Chercheurs / Resp. Externe	1	0	1	0,10	0,00	0,10
Total – Department of Infection and Immunity (DII)		29	57	86	27,20	52,40	79,60
Department of Cancer Research (DOCR)	Chercheurs	32	52	84	30,7	49,9	80,6
	Techniciens	3	16	19	3	14,475	17,475
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
	Chercheurs / Resp. Externe	0	0	0	0	0	0
Total – Department of Cancer Research (DOCR)		35	68	103	33,70	64,38	98,08
Department of Population Health (DoPH)	Chercheurs	21	46	67	20	43,8	63,8
	Techniciens	3	4	7	3	2,7	5,7
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
	Chercheurs / Resp. Externe	0	0	0	0	0	0
Total – Department of Population Health (DoPH)		24	50	74	23,00	46,50	69,50
General Management & Administration	Chercheurs	3	5	8	2,5	4,9	7,4
	Techniciens	1	1	2	1	0,8	1,8
	Personnel d'innovation	2	1	3	2	1	3
	Chercheurs / Resp. Externe	1	0	1	0,2	0	0,2
Total – General Management & Administration		7	7	14	5,70	6,70	12,40
Translational Medicine Operations Hub (TMOH)	Chercheurs	7	13	20	7	11,15	18,15
	Techniciens	15	47	62	14,7	39,85	54,55
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
	Chercheurs / Resp. Externe	0	0	0	0	0	0
Total – Translational Medicine Operations Hub (TMOH)		22	60	82	21,7	51	72,7
Luxembourg Research Clinic (LRC)	Chercheurs	7	12	19	5,80	9,90	15,70
	Techniciens	0	0	0	0,00	0,00	0,00
	Personnel d'innovation	0	0	0	0,00	0,00	0,00
	Chercheurs / Resp. Externe	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Total – Luxembourg Research Clinic (LRC)		7	12	19	5,80	9,90	15,70
Department of Medical Informatics (DMI)	Chercheurs	21	9	30	20	8,7	28,7
	Techniciens	4	5	9	3,5	4,6	8,1
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
	Chercheurs / Resp. Externe	0	0	0	0	0	0
Total – Department of Medical Informatics (DMI)		25	14	39	23,5	13,3	36,8
Grand total		149	268	417	140,60	244,18	384,78

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD	Effectif			Équivalent Plein Temps		
	H	F	Total	H	F	Total
CDI	116	188	304	109,50	162,88	272,38
CDD	39	70	109	37,00	62,48	99,48
Doctorants AFR en CDD	0	5	5	16,50	56,00	72,50
Autres doctorants en CDD	17	51	68	0,00	0,00	0,00
Postdoc AFR	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Autres Postdoc	25	35	60	24,80	33,60	58,40
Chercheurs / Resp. Externe	2	0	2	0,30	0,00	0,30
Grand total	199	349	548	188,10	314,96	503,06



Nationalité du personnel :

Luxembourg Institute of Health (LIH)	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	18	47	65	18	48	66	25	51	76
Belge	18	46	64	17	46	63	20	47	67
Française	50	97	147	51	95	146	51	105	156
Allemande	21	25	46	21	26	47	22	26	48
Autres EU	28	50	78	27	59	86	35	65	100
Non EU	44	40	84	45	49	94	44	55	99
Total (effectif)	179	305	484	179	323	502	197	349	546

Profession du personnel :

Luxembourg Institute of Health (LIH)		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	Chercheurs	107	149	256	101	159	260	114	181	295
	Techniciens	33	89	122	37	93	130	32	85	117
	Personnel d'innovation	2	1	3	2	1	3	2	1	3
Personnel administratif		37	66	103	39	70	109	110	49	82
Personnel non lié à la recherche (p.ex. enseignement)		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (effectif)		179	305	484	179	323	502	197	349	546

Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

Luxembourg Institute of Health (LIH)		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	Chercheurs	24	41	65	9	31	40	34	47	81
	Techniciens	5	13	18	6	13	19	9	14	23
	Personnel d'innovation	1	0	1	0	0	0	0	1	1
	Chercheurs / Resp. Externe	0	0	0	0	0	0	16	15	31
Personnel sortant	Chercheurs	12	21	33	15	20	35	3	9	12
	Techniciens	5	7	12	5	10	15	0	1	1
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Chercheurs / Resp. Externe	0	0	0	1	1	2	34	47	81

5.4 Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)



Un institut aux expertises scientifiques multiples, ancré dans les enjeux sociétaux

Le LISER s'affirme aujourd'hui comme un institut de recherche aux expertises larges et complémentaires, pleinement engagé dans l'analyse des grandes transformations socio-économiques que traversent le Luxembourg, l'Europe et le monde. Ses travaux couvrent un large éventail de thématiques — dynamiques du marché du travail, politiques publiques, inégalités sociales, logement, transitions économiques, sociales, écologiques et territoriales, cohésion sociale, migrations ou encore politiques d'intégration —, reflétant ainsi la richesse de ses compétences scientifiques et méthodologiques et la pertinence de ses contributions face à des défis complexes et interconnectés. Les recherches menées par le centre de recherche public se distinguent par leur rigueur scientifique et leur capacité à éclairer la décision publique à différentes échelles. Il mobilise des approches quantitatives et qualitatives avancées, des données administratives, des enquêtes longitudinales, des sources numériques innovantes et des méthodes interdisciplinaires afin de produire des connaissances robustes, ancrées dans des données probantes, comparables à l'échelle internationale et directement mobilisables par les acteurs publics et privés.

Cette diversité scientifique repose sur une politique de ressources humaines ancrée dans les cadres européens et développée avec détermination et constance. Tournée vers l'attraction, l'accompagnement et le développement des talents à tous les stades de la carrière scientifique, cette politique constitue un levier majeur de compétitivité, de pérennité et du développement des activités de recherche du LISER. Elle contribue à créer un environnement de travail inclusif, dynamique et international, propice à l'excellence, à l'innovation et à l'interdisciplinarité.

Une organisation mature, matricielle et performante

Sur le plan organisationnel, le LISER fonctionne selon un modèle matriciel arrivé à maturité. La recherche est structurée autour de départements et de programmes reliés par une méthode de travail commune - formalisée notamment dans le guide PI - ainsi que par des principes et des valeurs partagés. Cette architecture favorise la collaboration transversale, la combinaison et synergie des compétences et l'émergence de projets intersectoriels à forte valeur ajoutée. Elle est soutenue par des fonctions de support professionnelles et modernisées — finances, ressources humaines, informatique, outils technologiques et de communication — pleinement intégrées aux processus de création de valeur scientifique et sociétale.

En 2025, de nouvelles capacités de cocréation ont été consolidées, marquant une évolution vers un institut capable de concevoir des solutions, des outils et des démarches avec les acteurs publics et socio-économiques, au-delà de l'analyse et de la formulation de recommandations. Le développement du POLICY LAB et la transformation des systèmes d'information illustrent cette volonté d'accroître la cohérence, l'agilité et la performance globale du centre de recherche public. En interne, ces capacités améliorent l'efficacité opérationnelle et la qualité des articulations ; en externe, elles structurent les interactions avec les décideurs, favorisent l'expérimentation et accélèrent le transfert des connaissances.



Clôture du plan stratégique 2022–2025 : une réussite collective

L'année 2025 marque également la fin de la convention pluriannuelle 2022-2025, dont la mise en œuvre s'est avérée remarquablement positive. L'activité a été particulièrement soutenue et les résultats, exceptionnels, ont dépassé les objectifs de levée de fonds, ainsi que les objectifs liés à la production scientifique et à l'impact sociétal. Cette performance reflète le dynamisme des portefeuilles de recherche des départements et programmes du centre et le succès de la transformation structurelle engagée par l'institut. L'organisation matricielle, désormais pleinement opérationnelle, a renforcé le travail interdisciplinaire et multi-perspectives et a permis de mener des projets innovants et compétitifs aux niveaux national et international, tout en consolidant les deux missions du LISER : l'excellence scientifique et l'impact sociétal.

Des projets nationaux structurants au service des politiques publiques

Le lancement du LISER POLICY LAB en mars 2025 marque une étape importante dans cette dynamique. Conçu comme une plateforme d'interface entre la science et la décision publique, il a été inauguré en présence d'Abhijit Banerjee, prix Nobel, de Luc Frieden, Premier Ministre, de Xavier Bettel, Vice-Premier Ministre, et de Stéphanie Obertin, ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Au-delà de sa portée symbolique, cet événement a jeté les bases d'un espace structuré de dialogue visant à renforcer l'impact sociétal de la recherche, à développer des formats de collaboration adaptés aux administrations et services publics et à promouvoir des politiques publiques fondées sur des données probantes. Le POLICY LAB marque une évolution majeure : transformer encore davantage les connaissances scientifiques en analyses, en outils d'aide à la décision et en cadres d'évaluation coconstruits avec les acteurs du terrain.

Dans le prolongement de cet événement, la première édition de SOCIETY IN MOTION, organisée le 23 septembre 2025, a proposé une journée immersive dédiée à l'expérimentation et au dialogue entre acteurs privés et publics et recherche. Des acteurs publics et privés ont été invités à découvrir et à tester les outils du LISER, notamment des méthodes d'analyse, des dispositifs d'évaluation, des approches participatives et des outils de visualisation. À travers des conférences, des panels et des espaces thématiques, les défis sociétaux ont été abordés de manière participative, renforçant les liens entre recherche, action publique, économie et société civile. L'événement a illustré la capacité du LISER à créer des espaces où la connaissance se confronte à la réalité et se transforme en pratiques.

L'intensité de l'année 2025 se reflète également dans des projets nationaux structurants. HypeRent examine l'émergence de produits immobiliers numériques, et étudie leurs effets sur les locataires en termes d'exclusion et d'inégalités. LuxTalent examine l'évolution du marché de l'emploi luxembourgeois à l'aide de méthodes mixtes et de sources variées, y compris le *Big Data*, afin d'éclairer les politiques d'attractivité du pays. Le LISER a par ailleurs également poursuivi ses collaborations avec plusieurs ministères dans le cadre de la Garantie européenne pour l'enfance.

Une présence scientifique renforcée à l'international

À l'international, le projet CliC:ME, consacré au climat, à la migration et à l'économie, a donné lieu à une présentation lors de la COP30, dans le cadre du *Global Centre for Climate Mobility*. Le lancement d'AntifragiCity ouvre de nouvelles perspectives pour une gouvernance résiliente de la mobilité urbaine, tandis que le projet FragMent, financé par l'ERC (European Research Council), poursuit ses travaux sur les liens entre environnements quotidiens, stress et inégalités sociales.

Cette trajectoire est renforcée par des performances de levées de fonds européens et internationaux remarquables et par l'obtention d'un financement *PEARL* du Fonds National de la Recherche pour le projet *LAND* du Professeur Étienne Wasmer, qui rejoindra le LISER en 2026, confirmant ainsi l'attractivité internationale de l'institut.



À l'issue de cette année charnière, le LISER apparaît comme un institut solide, reconnu et respecté, capable de répondre avec excellence à ses missions et d'anticiper les besoins émergents. Cette maturité s'est exprimée dans l'élaboration du plan stratégique 2026-2029, finalisé le 4 juillet 2025, à l'issue d'un processus riche en consultations et en co-construction. La cocréation devient une capacité institutionnelle interne, en renforçant la transversalité, et externe, en associant partenaires et société dès la conception des solutions. Le plan 2026-2029 s'inscrit ainsi dans une continuité ambitieuse : amplifier, rayonner et organiser toujours plus efficacement le passage de la connaissance scientifique à l'action publique au service de la société.



Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche en 2025 par département :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Temps Plein		
		H	F	Total	H	F	Total
Labour Market	Chercheurs	21	13	34	20,00	11,60	31,60
	Techniciens	2	3	5	2,00	3,00	5,00
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – Labour Market		23	16	39	22,00	14,60	36,60
Living Conditions	Chercheurs	20	16	36	15,70	14,68	30,38
	Techniciens	3	4	7	3,00	3,50	6,50
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – Living Conditions		23	20	43	18,70	18,18	36,88
Urban Development & Mobility	Chercheurs	26	18	44	25,10	17,65	42,75
	Techniciens	4	3	7	3,80	3,00	6,80
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – Urban Development & Mobility		30	21	51	28,90	20,65	49,55
Information Systems	Chercheurs	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	5	4	9	5,00	3,85	8,85
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – Information Systems		5	4	9	5,00	3,85	8,85
Hors département de recherche (Direction et services attachés)	Chercheurs	1	1	2	1,00	1,00	2,00
	Techniciens	1	0	1	0,80	0	0,80
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – Hors département de recherche		2	1	3	1,80	1,00	2,80
Grand total		83	62	145	76,40	58,28	134,68

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD	Effectif			Équivalent Plein Temps		
	H	F	Total	H	F	Total
CDI	59	59	118	53,8	51,98	105,78
CDD	9	2	11	7,2	1,7	8,9
Doctorants AFR en CDD	5	2	7	5	2	7
Autres doctorants en CDD (CORE...)	14	9	23	14	9	23
Postdoc AFR	0	0	0	0	0	0
Autres Postdoc	11	17	28	11	15,25	26,25
Grand total	98	89	187	91	79,93	170,93



Nationalité du personnel :

Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	14	20	34	14	21	35	15	21	36
Belge	13	8	21	12	7	19	13	7	20
Française	34	30	64	32	26	58	34	25	59
Allemande	6	8	14	6	7	13	5	6	11
Autres EU	19	18	37	15	17	32	14	13	27
Non EU	13	8	21	11	10	21	17	17	34
Total (effectif)	99	92	191	90	88	178	98	89	187

Profession du personnel :

Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	<i>Chercheurs</i>	74	48	122	65	47	112	68	48	116
	<i>Techniciens</i>	13	16	29	12	14	26	15	14	29
	<i>Personnel d'innovation</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel administratif		12	28	40	13	27	40	15	27	42
Personnel non lié à la recherche (p.ex. enseignement)		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (effectif)		99	92	191	90	88	178	98	89	187

Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	<i>Chercheurs</i>	12	7	19	5	6	11	13	12	25
	<i>Techniciens</i>	3	2	5	1	0	1	3	0	3
	<i>Personnel d'innovation</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel sortant	<i>Chercheurs</i>	11	7	18	10	6	16	6	11	17
	<i>Techniciens</i>	6	4	10	0	0	0	4	0	4
	<i>Personnel d'innovation</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.5 Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarökologie Luxemburg a.s.b.l. (IBLA)



Institut fir Biologesch
Landwirtschaft an Agrarökologie
Luxemburg a.s.b.l.

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité de 2024. Le financement contractuel est resté stable à un bon niveau tandis que le financement compétitif a connu une forte progression. Il représente pour la première fois une part plus importante que celle représentée par le financement contractuel. Cela s'explique par l'obtention de projets européens (Horizon Europe : Legendary, Organic Yields Up ; Green ERA Hub : LeFaSus ; FNR CORE Inter : Vision 2050 ; Interreg Grande Région : YesWiClim ; EIP Luxembourg – Wallonie : Beef Bio) mis en œuvre dans le courant de l'année 2024.

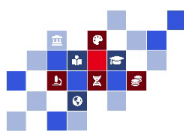
Décrocher un plus grand nombre de projets européens entraîne une hausse substantielle des ressources humaines. En 2025, l'IBLA a recruté cinq nouveaux employés, dont quatre chercheurs. L'IBLA a donc poursuivi son expansion en passant de 15 équivalents plein temps (ETP) en 2024 à 20 ETP en 2025.

En 2025, l'IBLA a travaillé sur 27 projets, dont onze au niveau national avec le ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (MAAV) et trois avec le ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB). Cinq projets sont en cours dans le cadre du programme Horizon Europe, un dans le cadre du programme Green ERA Hub et trois au sein des programmes du Fonds National de la Recherche (FNR).

Au niveau national, l'IBLA est responsable des essais variétaux en agriculture biologique au Luxembourg financés par le MAAV : céréales d'hiver, céréales de printemps, légumineuses à grains et pommes de terre. Les données relatives au rendement et à la qualité obtenues dans le cadre des essais variétaux sont entre autres intégrées dans le projet Horizon Europe Organic Yields Up ! (2024 - 2028). Dans le projet Horizon Europe Legendary (2024 - 2027), la culture de légumineuses à grains ainsi que la culture suivante sont évaluées en termes de services écosystémiques.

Dans le domaine des systèmes agricoles et alimentaires, l'élaboration de scénarios pour la conception de systèmes agricoles et alimentaires durables s'est poursuivie dans le cadre du projet CORE VISION 2050 (2024-2027) financé par le FNR. Ces travaux sont étroitement liés aux évaluations de la durabilité des exploitations agricoles et des exploitations pratiquant la vente directe à la ferme dans le cadre du projet SMARTregio, financé par la Fondation pour le Climat sous l'égide de la Fondation de Luxembourg et avec le soutien financier initial de la Spuerkeess (2025-2026) avec l'outil SMART-Farm.

En 2025, le projet « Caractérisation des principales chaînes de valeur de l'agriculture biologique au Luxembourg » (MAAV, 2023-2025) a été finalisé et a en outre fourni la base scientifique pour l'élaboration du Plan d'Action National pour la promotion de l'agriculture biologique 2026-2030. En outre, des projets visant à mettre en place des chaînes de valeur pour les produits biologiques au Luxembourg, tels que les légumineuses à grains destinées à l'alimentation humaine (2023-2025) ou le blé dur transformé en pâtes (2024-2027), ont été menés. Ces projets soutiennent les exploitations pour améliorer et commercialiser leurs produits. Les projets mentionnés sont financés par le MAAV dans le cadre du Plan d'Action National – Bio 2025.



Dans le cadre d'une étroite collaboration avec les distributeurs d'eau, l'IBLA travaille intensivement sur les questions de protection des eaux souterraines grâce à des pratiques agricoles appropriées. À cette fin, des essais de champs sont menés, par exemple dans le cadre du projet MaStaGUS « Expérience de culture dans le domaine de la protection des eaux : risque de lessivage de l'azote dans la culture mixte maïs-haricots à rames avec différentes cultures associées en sous-semis/ couverts végétaux et évaluation des effets sur la culture suivante » (financé par le MAAV et la Ville de Luxembourg, 2025-2026) ou dans le cadre du projet « Anciennes variétés de blé pour la protection de l'eau » (financé par le parc naturel et géologique Mëllerdall), qui se caractérisent par aucune ou une faible utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires. Une prise en compte globale des paramètres du sol et des plantes permet d'évaluer les impacts environnementaux de ces méthodes de culture. Dans le cadre du projet Agroforst « Agroforst - une chance pour une agriculture durable à l'ère du changement climatique » du parc naturel de l'Our (financé par le MECB – Fonds pour le Climat, 2022-2026), l'IBLA est partenaire pour la caractérisation pédologique des surfaces potentielles, ce qui permet une planification des systèmes agroforestiers adaptée aux spécificités des sites.

PRECISION « Apprentissage automatique avancé pour l'agriculture de précision assistée par drone : optimisation du rendement du blé grâce à une fertilisation azotée adaptée et au contrôle des mauvaises herbes » (MAAV & FNR ; 2024-2027) se penche sur la question de savoir comment optimiser la stratégie de fertilisation du blé d'hiver à l'aide de données de télédétection et de méthodes basées sur l'intelligence artificielle, afin de réduire au minimum les impacts négatifs sur l'environnement. La promotion de la biodiversité des insectes dans le secteur agricole est mise en œuvre dans le cadre du projet « Insekten ins Leben helfen » (Aider les insectes à vivre), financé par l'Œuvre Nationale (2024-2026), qui cherche à déterminer la ou les phases optimale(s) pour un équilibre entre fauchage des bandes fleuries pluriannuelles et préservation des insectes.

Depuis plusieurs années déjà, la promotion de la culture des légumineuses est au cœur des travaux de recherche de l'IBLA. Outre les projets Legendary et Organic Yields Up ! déjà mentionnés, le projet Green ERA Hub – LeFaSus (2024-2027) se penche sur le phénomène de la fatigue des légumineuses. Le projet FNR OPEN Tassili (2023-2026) vise à analyser la paille de légumineuses afin d'en extraire des substances actives à effet biologique contre les maladies des plantes.

L'un des axes de travail de l'IBLA est le transfert des résultats du monde de la recherche vers la pratique, la mise en relation des partenaires du projet, des scientifiques et des agriculteurs afin de garantir une mise en œuvre pratique réussie des résultats sur le terrain. À cet égard, il convient de mentionner tout particulièrement les projets COMTECT (2022-2025) et Organic Yields Up ! du programme Horizon Europe de l'UE. De même, tous les projets nationaux accordent une grande importance au transfert de connaissances. En 2025, l'IBLA a organisé 23 activités de diffusion des résultats issus de la recherche vers les acteurs de terrain : visites de champs d'essais, séminaires, excursions ou workshop pour les agricultrices et agriculteurs ainsi que pour le secteur. De plus, l'IBLA a organisé 16 activités de promotion de la science auprès du grand public.

La collaboration avec le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) a été renforcée par la mise en œuvre conjointe des projets COMTECT, TASSILI et Legendary. Depuis de nombreuses années, une coopération très intense existe avec le Lycée Technique Agricole (LTA) dans le cadre de nombreux projets, notamment les essais variétaux et les champs de démonstration de Bettendorf. Depuis 2024, une coopération intensive est en place avec l'Université du Luxembourg et l'Université technique de Munich dans le cadre du projet PRECISION.

Grâce au programme Horizon Europe MSCA et au projet Maria Slodowska SOSViti, un échange régulier s'est mis en place avec l'Université de Trèves, département VI, section Géographie physique, qui inclut d'autres partenaires européens, tels que l'Université de Grenade. La coopération avec l'Université de Kassel, département Sciences agricoles écologiques, a pu être fortement intensifiée grâce aux deux projets européens Legendary et LeFaSus. Dans le cadre de ce dernier projet, une coopération plus étroite s'est également développée avec l'Université de Ferrare (Italie) et l'Institut norvégien NIBIO. Des coopérations particulièrement étroites existent avec le FiBL Suisse dans le cadre du projet bilatéral FNR CORE VISION 2050, du projet européen Organic Yields Up ! et des travaux communs sur le développement de l'évaluation de la durabilité avec l'outil SMART-Farm. Depuis 2025, l'IBLA est membre associé du FiBL Europe. FiBL Europe offre une plateforme aux acteurs du monde de la connaissance qui sont impliqués dans l'agriculture biologique pour échanger des idées sur des thèmes pertinents liés à la recherche ou à la politique.



À intervalle régulier, l'IBLA organise un colloque interne pour ses employés auquel participent également des intervenants externes. Dans ce cadre, les étudiants réalisant leur Bachelor, Master ou PhD en collaboration avec l'IBLA ont également la possibilité de présenter et de proposer à la discussion leurs mémoires de fin d'études. Outre l'encadrement des étudiants dans le cadre de ces mémoires ou de stages, des cours ont été dispensés par des collaborateurs de l'IBLA au LTA (BTS Conseiller technique et accompagnateur de projets dans le secteur vert) et à l'Université de Trèves (Nature conservation for master students).

Les chercheurs de l'IBLA ont été auteurs de neuf publications scientifiques, dont cinq dans des revues à comité de lecture dans le premier quart du domaine « Agriculture et sciences biologiques », « Sciences de l'environnement » et « Geography, Planning and Development ». Des articles techniques ont été publiés dans diverses revues spécialisées et les travaux de recherche de l'IBLA ont été présentés lors de divers congrès scientifiques.

Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche en 2025 par département :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Temps Plein		
		H	F	Total	H	F	Total
Recherche et développement	Chercheurs	6	12	18	4,8	8,8	13,6
	Techniciens	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	1	4	5	1	2,85	3,85
Total – Recherche et développement		7	16	23	5,8	11,65	17,45
Services et vulgarisation en agriculture biologique	Chercheurs	3	1	4	2,1	0,5	2,6
	Techniciens	0	0	0	0	0	0
		0	0	0	0	0	0
Total – Services et Vulgarisation en Agriculture Biologique		3	1	4	2,1	0,5	2,6
Grand total		10	17	27	7,9	12,15	20,05

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD		Effectif			Équivalent Plein Temps		
		H	F	Total	H	F	Total
CDI		8	16	24	6,7	11,55	18,25
CDD		2	1	3	1,2	0,6	1,8
Doctorants AFR en CDD		0	0	0	0	0	0
Autres doctorants en CDD		0	0	0	0	0	0
Postdoc AFR		0	0	0	0	0	0
Autres Postdoc		0	0	0	0	0	0
Grand total		10	17	27	7,9	12,15	20,05

Nationalité du personnel :

IBLA	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	4	4	8	5	4	9	4	5	9
Belge	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Française	0	1	1	0	1	1	0	1	1
Allemande	3	8	11	3	9	12	5	10	15
Autres EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Non EU	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Total (effectif)	7	13	20	8	14	22	10	17	27



Profession du personnel :

IBLA		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	Chercheurs	4	9	13	4	10	14	6	12	18
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel administratif et communication		0	3	3	1	3	4	1	4	5
Personnel non lié à la recherche (Conseillers)		3	1	4	3	1	4	3	1	4
Total (effectif)		7	13	20	8	14	22	10	17	27

Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

IBLA		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	Chercheurs	1	3	4	0	1	1	1	2	3
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	Personnel d'innovation	0	1	1	1	1	2	1	1	2
Personnel sortant	Chercheurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	1	1	1	0	1

5.6 LIS – Cross-National Data Center in Luxembourg



La mission du LIS est de permettre, de faciliter, de promouvoir et de mener des recherches comparatives internationales sur les agrégats socio-économiques des pays et sur les facteurs institutionnels qui façonnent ces résultats. Cette mission s'appuie sur quatre dimensions principales :

- Acquérir, harmoniser et inclure dans des bases de données comparables au niveau international des micro-données d'enquêtes relatives aux revenus, au patrimoine, à l'emploi et à la démographie ;
- Mettre à la disposition de la communauté de chercheurs en sciences sociales des matériaux d'analyse comparatives de haute qualité pour mener des projets de recherche innovants ;
- Promouvoir et participer à des activités de recherche comparative, tant spatiale que temporelle, dans les domaines majeurs de la science économique ;
- Favoriser la recherche collaborative, tant internationale que locale, à travers l'organisation de formations, de conférences, de projets de recherche, etc.

Pendant l'année 2025, le LIS a mené les activités suivantes, articulées autour de ces quatre dimensions :

Harmonisation des bases de données LIS

La principale contribution du LIS au monde de la recherche réside en l'accès à des micro-données individuelles harmonisées. Avec 1.178 séries de données harmonisées (bases de données LIS, LWS et ERFLIS) provenant de 59 pays couvrant une période de plus de cinquante années (1963 à nos jours), le LIS offre à ses utilisateurs la plus grande base de micro-données harmonisées existante sur les revenus des ménages (LIS) et la première base de données internationale harmonisée incluant des données sur le patrimoine des ménages (LWS). En 2025, avec l'ajout de 128 nouveaux ensembles de données (112 LIS, 16 LWS), les bases de données LIS ont dépassé le seuil de 1.000 ensembles pays-année et comptent désormais un total de 1.178 ensembles de données (1.016 LIS, 133 LWS et 29 ERFLIS). Ces 12 derniers mois, une hausse significative des données annuelles a conduit à l'annualisation de nombreuses séries de données pour plus de la moitié des pays de la base de données LIS. Les efforts notables d'annualisation incluent le Brésil (1981-1989), la Grèce (2002-2020), la Bulgarie (2007-2022), l'Islande (2003-2017), la Tchéquie (2006-2023) et le Panama (1996-2019). Par ailleurs, le LIS a étendu sa couverture de données en intégrant de nouveaux points de données récents provenant de diverses régions, tant pour la base de données LIS (Autriche, Australie, Canada, Norvège, Palestine, Pologne, France, Luxembourg, Suisse, Allemagne, Uruguay, Irlande, Israël et États-Unis) que pour LWS (Australie, France, Canada, Norvège, Slovaquie, Espagne, Mexique, Royaume-Uni, Inde et Chili).

Il convient de souligner que quatre nouveaux pays ont été ajoutés en 2025 : la France, l'Inde et le Mexique pour LWS, ainsi que la Bulgarie pour LIS.

Luxembourg Consumption Database (LCS)

En parallèle à ses activités régulières de production de données, le LIS a fait progresser la phase pilote de la base de données Luxembourg Consumption Study (LCS), qui vise à introduire une troisième grande base de données comparative internationale centrée sur la consommation. Les travaux menés en 2024–2025 ont porté sur une harmonisation préliminaire de 12 pays couvrant des contextes de revenus faibles, intermédiaires et élevés. L'initiative progresse vers une version bêta prévue pour l'été 2026, avec un lancement complet envisagé à la mi-2027.

Accès aux données LIS par les chercheurs

Depuis sa création, le LIS a développé et proposé à la communauté scientifique des outils technologiques innovants permettant aux chercheurs d'accéder directement depuis leur poste à des données socio-économiques individuelles. En 2025, LIS a franchi une nouvelle étape avec le déploiement d'une nouvelle version de son système d'exécution à distance LISSY, apportant des améliorations significatives en termes de performance, de stabilité et d'ergonomie.

En 2025, 1.137 utilisateurs se sont inscrits pour l'accès aux micro données, avec une augmentation de la proportion de chercheurs par rapport aux étudiants (de 43% en 2024 à 47% en 2025). Le nombre de requêtes soumises est resté élevé, dépassant les 97.000 et reflétant l'impact des nouveaux packages avancés en R et Stata qui ont amélioré l'efficacité du code et réduit le besoin de requêtes récurrentes. Comme par le passé, le Luxembourg figure parmi les pays les plus actifs en termes de nombre d'utilisateurs et de travaux soumis. En outre, de nombreuses institutions supranationales ont continué à utiliser la base de données LIS, par exemple la Banque Mondiale, l'OCDE, l'OIT, l'UNESCO et le FMI, ainsi qu'une nouvelle institution, le Centre commun de recherche de la Commission Européenne.

Promotion de la recherche comparative en Sciences Sociales

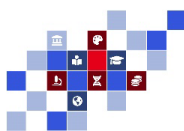
Former de jeunes universitaires à s'engager dans des projets de recherche comparatifs innovants et faciliter la diffusion des derniers résultats, méthodes et/ou outils statistiques à l'ensemble de la communauté scientifique ont toujours été des objectifs stratégiques du LIS.

Événements LIS (ou liés au LIS)

- 2^e Conférence comparative III-LIS sur les inégalités économiques : 27–28 février, Luxembourg. Faisant suite au succès de l'édition inaugurale de 2023 à Londres, la conférence a réuni des chercheurs, universitaires et décideurs politiques du monde entier autour des avancées récentes en matière de recherche sur les inégalités. Présentation de 79 articles de recherche, deux conférences plénières, ainsi qu'un événement spécial en soirée consacré à l'ouvrage de Branko Milanovic, *Visions of Inequality: From the French Revolution to the End of the Cold War*, le 27 février à Luxembourg-Ville dans les locaux de POST Luxembourg et réunissant environ 150 participants.
- LIS Summer Workshop 2025 : 33^e édition, 30 juin au 4 juillet, à l'Université du Luxembourg, Campus Belval, avec participants de 14 pays. Organisé en collaboration avec l'Université du Luxembourg et le LISER, l'atelier a combiné conférences et sessions pratiques sur l'analyse des inégalités sur la base des données LIS/LWS, incluant des applications de *machine learning*. La LIS Summer Lecture 2025 a été donnée le 30 juin par le professeur Marc Fleurbaey sur le thème *Social contagion, inequality and mobility*.

Autres collaborations et activités de promotion de la recherche

- (LIS)²ER Visiting scholars : en janvier, lancement du programme dans le cadre de la collaboration LIS / LISER, visant à promouvoir des analyses fondées sur les données issues des politiques de réduction des inégalités. 10 visiteurs de courte durée et 1 visiteur de longue durée ont été reçus, chacun tenant des séminaires sur ses résultats de recherche.
- UK SafePod Network (SPN) : le 17 novembre, le LIS a officiellement rejoint le *UK SafePod Network* (SPN), une infrastructure de recherche majeure visant à offrir un accès sécurisé et standardisé aux données sensibles au Royaume-Uni. Grâce à cette collaboration, les chercheurs LIS éligibles basés au Royaume-Uni peuvent désormais accéder de manière sécurisée aux données LIS depuis les universités participantes du réseau SPN.



- Co-organisation d'une session lors de la 39^e Conférence générale de l'IARIW : à Bruxelles, du 24 au 28 août 2026. En lien avec le développement de la *Luxembourg Consumption Study* (LCS), le LIS coorganise une session intitulée *Challenges in Measuring Consumption : Today's Choices and Tomorrow's Outcomes* (thème 5), à côté de plusieurs sessions consacrées aux inégalités (thème 8).
- 6th (LIS)²ER workshop on Policies to Fight Inequality : les 27 et 28 novembre, le LIS Cross-National Data Center et LISER ont coorganisé l'atelier conjoint (LIS)²ER-SHARE Luxembourg 2025 sur *Pensions and Old-age Well-being : Policy Challenges in Ageing Societies*, réunissant chercheurs et experts autour de cinq sessions thématiques et d'une table ronde sur les réformes des retraites.

Recherche collaborative locale et internationale

Au cours de l'année, le LIS a participé à une multitude de projets de recherche ainsi que de colloques et conférences de recherche locaux et internationaux :



Projets de recherche

- Luxembourg Consumption Study (LCS) – U.S. Bureau of Labor Statistics (BLS) – Suite : La mise en place de la base LCS s'appuie sur une collaboration étroite avec le BLS, ce qui a donné lieu à un article conjoint intitulé « *Building a Comparable Measure of Consumption : Concepts and Measurement Challenges Faced by Emerging and Advanced Economies* », présenté lors de plusieurs conférences internationales, dont l'IARIW, la CEE-ONU et NTTS 2025.
- Outils de visualisation LIS – Our World in Data – Suite : *Our World in Data* (OWID) a développé trois explorateurs de données interactifs — *Poverty*, *Inequality* et *Incomes Across the Distribution* — se basant uniquement sur les données LIS, offrant ainsi au grand public un accès intuitif aux principaux indicateurs de revenu et aux tendances mondiales.
- Collaboration académique LIS – Université de Xiamen – Suite : Cette collaboration continue par des échanges académiques soutenus. Plusieurs étudiants de l'Université de Xiamen ont participé au LIS Summer Workshop à Luxembourg, tandis que des membres du staff du LIS ont pris part à la Conférence « *International Development Experiences* », organisée en octobre 2025 à Xiamen, autour des travaux et des bases de données LIS.

En outre, plusieurs projets de recherche avec des partenaires internationaux ont eu lieu, impliquant à la fois les bureaux satellites du LIS aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que des partenariats avec la Banque Mondiale, la CEE-ONU, l'OCDE, le SafePod Network, et Statistique Canada.



Participation active à des événements (organisations d'ateliers et présentations)

Tout au long de l'année, le staff du LIS a présenté ses travaux sur la pauvreté, les inégalités, la consommation, les retraites, la santé et la richesse lors des événements scientifiques nationaux et internationaux suivants :

- 7–10 janvier – *Winter School on Inequality and Social Welfare Theory* (18^e édition), Canazei (Italie)
- 27 février – Conférence comparative III-LIS (2^e édition), Luxembourg
- 13 mars – *New Techniques and Technologies for Official Statistics 2025*, Bruxelles
- 16 avril – *Stone Center Workshop on Socio Economic Inequality in China Through A Cross-National Lens Workshop*, New York
- 15 mai – Atelier académique de l'Université Roma Tre, Rome
- 18–20 juin – *Netspar International Pension Workshop*, Leyde (Pays-Bas)
- 2–4 juillet – Conférence conjointe *Social Policy Association / East Asian Social Policy Research Network*, York
- 10–12 septembre – Réunion annuelle du *Health, Morbidity and Mortality Working Group*, Luxembourg
- 10-12 octobre – Conférence sur *International Development Experiences*, Xiamen (China)
- 11 octobre – *ISI Wealth Conference*, Munich

En outre, le LIS a organisé plusieurs sessions de formation sur les données LIS et le système LISSY, notamment pour le Joint Research Centre de la Commission Européenne, et Statistique Canada.



Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche en 2025 par département :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Temps Plein		
		H	F	Total	H	F	Total
Département A	Chercheurs	1	0	1	0,5	0	0,5
	Techniciens	4	5	9	3,75	4,8	8,55
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – Département A		5	5	10	4,25	4,8	9,05
Département B	Chercheurs	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	1	1	2	0,8	0	0,8
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0
Total – Département B		1	1	2	0,8	0	0
Grand total		6	6	12	5,05	4,8	9,85

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD		Effectif			Équivalent Plein Temps		
		H	F	Total	H	F	Total
CDI		4	6	10	3,75	4,8	8,55
CDD		2	0	2	1,3	0	1,3
Doctorants AFR en CDD		0	0	0	0	0	0
Autres doctorants en CDD (CORE, ...)		0	0	0	0	0	0
Postdoc AFR		0	0	0	0	0	0
Autres Postdoc		0	0	0	0	0	0
Grand total		6	6	12	5,05	4,8	9,85

Nationalité du personnel :

LIS – Cross-National Data Center in Luxembourg	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	0	1	1	0	1	1	0	2	2
Belge	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Française	2	1	3	2	1	3	2	1	3
Allemande	1	0	1	1	0	1	1	0	1
Autres EU	2	4	6	2	3	5	2	1	3
Non EU	0	3	3	1	2	3	1	2	3
Total (effectif)	5	9	14	6	7	13	6	6	12

Profession du personnel :

LIS – Cross-National Data Center in Luxembourg		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	Chercheurs	0	1	1	1	0	1	1	0	1
	Techniciens	4	5	9	4	4	8	4	3	7
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel administratif		1	3	4	1	3	4	1	3	4
Personnel non lié à la recherche (p.ex. enseignement)		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (effectif)		5	9	14	6	7	13	6	6	12



Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

LIS – Cross-National Data Center in Luxembourg		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	Chercheurs	0	0	0	1	0	1	0	0	0
	Techniciens	3	3	6	0	0	0	1	0	1
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel sortant	Chercheurs	0	0	0	0	1	1	0	0	0
	Techniciens	2	0	2	0	1	1	1	0	1
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.7 Fondation RESTENA



Développement général

En 2025, l'implication de Restena dans la suite des projets GÉANT se succédant depuis 25 ans s'est renforcée. Avec GN5-2, projet européen financé par l'Union Européenne via son programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation Horizon Europe et portant sur les années 2025-2027, Restena joue un rôle direct au sein du groupe de travail dédié à la sécurité. Plus spécifiquement, elle participe à la sous-tâche portant sur la gestion de la sécurité, ainsi que sur le référentiel, les normes et les meilleures pratiques de conformité.

En mars 2025, le système de management de la sécurité de l'information (SMSI) mis en place par Restena a été certifié par un nouveau cycle de certification ISO 27001 et a évolué vers la norme ISO/IEC 27001 : 2022. L'engagement pris par Restena depuis sa première certification en 2022 de renforcer la maturité des opérations afin de mieux identifier les risques de sécurité, mettre en place des mesures de contrôle efficaces, et par extension, accroître la confiance envers ses services, a ainsi été confirmé.

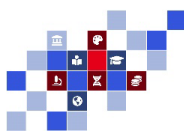
Quelques mois auparavant, Restena a accueilli la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Stéphanie Obertin, pour une visite de travail. Ce temps d'échange a permis à Restena de présenter son fonctionnement, ses ambitions et ses attentes à l'un de ses ministres de tutelle - Restena étant sous la tutelle du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ainsi que du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Pilier réseau

En 2025, une connexion directe a été activée sur le réseau national de la recherche et de l'éducation (réseau RESTENA) entre les points de présence (PoP) de Bettembourg et de Bissen. Grâce à cette nouvelle configuration, le PoP de Bissen – crucial pour MeluXina, le superordinateur luxembourgeois opéré par LuxProvide – est connecté en direct à l'ensemble des points d'interconnexion internationaux du réseau RESTENA installés à Bettembourg et à Luxembourg-Kirchberg.

Pour être prêt à répondre aux futurs besoins de performance réseau portés notamment par MeluXina et son évolution AI-Factory à venir, l'infrastructure technique du réseau Restena a également été mise à niveau à l'international. Depuis janvier 2025, le Luxembourg se connecte aux nœuds d'interconnexion du réseau européen GÉANT basés à Francfort (Allemagne) et à Bruxelles (Belgique) directement via fibre optique depuis Bettembourg et Luxembourg-Kirchberg. Alors que la liaison via Francfort a été modernisée, la liaison via Bruxelles – exploitée par Belnet, le réseau national de recherche et d'éducation belge – remplace celle préalablement existante via Paris (France). Une nouvelle fois, la proximité et la collaboration entre Restena et ses homologues voisins ont pu être démontrées.

Par ailleurs, et sans que cela ne soit perceptible par les utilisateurs finaux, les équipes de Restena investissent continuellement tant pour maintenir l'infrastructure réseau et les services en général que pour assurer la disponibilité nécessaire au fonctionnement de l'environnement Recherche & Éducation (R&E).



Pilier sécurité

Pour sensibiliser la communauté de la recherche et de l'éducation aux problématiques liées à la cybersécurité, Restena a coorganisé avec l'Université du Luxembourg la huitième édition du Data Privacy Day, et organisé la huitième édition du CyberDay.lu. En parallèle de ces deux rendez-vous annuels, Restena a également co-organisé avec SURF et Belnet, ses homologues des Pays-Bas et de la Belgique, et accueilli au cœur du quartier de Belval à Esch-sur-Alzette, une quarantaine de professionnels de la sécurité et de la protection des données des secteurs recherche et éducation respectifs pour partager, discuter et s'informer sur les thèmes liés à la cybersécurité et à la confidentialité des données.

Pour aider les institutions disposant d'un budget limité à mettre en place un centre d'opérations de sécurité (SOC) performant, Restena a édité en fin d'année une fiche-conseils dédiée. Cette nouvelle publication vient compléter la série de publications - lancée en 2020 - destinée à sensibiliser les personnes travaillant dans le secteur de la recherche ou de l'éducation au Luxembourg sur des thématiques clefs de sécurité informatique.

Dans le but de partager avec sa communauté l'expertise accumulée dans sa gestion des infrastructures critiques, les collaborateurs de Restena ont activement participé en 2025 à la formation des futurs professionnels de la sécurité informatique. Ils sont ainsi intervenus dans les formations BTS *Cloud Computing* et BTS *Cybersecurity* dispensées auprès des étudiants du Lycée Guillaume Kroll (LGK) – qui ont par ailleurs participé au CyberDay.lu dans le cadre de leur cursus scolaire. En parallèle, et toujours en partenariat avec le LGK, Restena a accueilli dans ses locaux une délégation de lycéens issus de formations informatiques et réseaux et leur a fait découvrir le centre de données de Belval tout en leur donnant un aperçu sur la réalité du milieu professionnel.

Pilier .lu

Dans le cadre de son activité de registre du .lu, Restena travaille à la mise en service d'un nouveau serveur de distribution du fichier de zone contenant l'ensemble des noms de domaines en .lu actifs avec pour ambition d'apporter une couche de sécurisation complémentaire au .lu. Ce nouveau serveur améliorera la redondance du .lu. Restena a mené en 2025 des tests d'intégration sur la technologie des transferts sécurisés de zone DNS par TLS, en partenariat avec nic.at, le registre autrichien. Les résultats se révélant probants, Restena est ainsi devenu le premier registre européen de noms de domaine à officiellement supporter la technologie XFR-over-TLS pour le transfert sécurisé de zone DNS.

En mai 2025, Restena est devenu membre du Centre européen de partage et d'analyse d'informations sur les domaines de premier niveau (*European Top-Level Domain Information Sharing and Analysis Centre* – European TLD ISAC) qui entend réunir les registres de domaines de premier niveau pour partager des informations, renforcer la sécurité et améliorer la résilience face aux risques émergents. Au sein de cette initiative ouverte aux membres du CENTR, l'association dédiée à l'échange, au dialogue et à l'innovation des registres nationaux européens de domaines de premier niveau dans laquelle Restena est membre depuis les premières heures, Restena représente le .lu.

Services

Un pare-feu DNS préconfiguré et personnalisable aux besoins et spécificités du demandeur complète le portefeuille de services de Restena. Ce nouveau service permet aux institutions de recherche et d'éducation de protéger leur réseau informatique des menaces informatiques occasionnées par les activités individuelles de leurs utilisateurs grâce au filtrage différencié et au blocage de contenus problématiques. Les lycées luxembourgeois sont les premiers à en bénéficier, dès le mois de juin, à la demande du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Centre de Gestion Informatique de l'Éducation.

Depuis le début de l'année, le service eduroam étend son emprise au Luxembourg avec l'activation progressive de nouveaux lieux de connexions via les bornes WiFi réparties dans les gares, arrêts ferroviaires et bus CFL. La CFL rejoignant eduroam en tant que fournisseur de service, les utilisateurs d'eduroam sont d'ores et déjà automatiquement connectés à eduroam lorsqu'ils se rendent dans une gare dans laquelle le signal eduroam est diffusé.



Des changements opérés au niveau européen ont impacté les services *Cloud - infrastructure* et *Service des certificats TCS* développés par l'association GÉANT et mis à profit au Luxembourg grâce à Restena. D'une part, suite à l'évolution des fournisseurs de services numériques proposant des services *cloud* à la communauté européenne de la recherche et de l'éducation, sept plateformes (sur les 13 disponibles alors) ont renouvelé leur engagement auprès des établissements luxembourgeois pour la période 2025-2029. Cette offre ne se limite pas aux fournisseurs américains, les services européens en font partie intégrante. Au même moment, une nouvelle autorité de certification dénommée HARICA a été choisie pour délivrer les certificats TCS pour la communauté de la recherche et de l'éducation européenne et donc luxembourgeoise suite à la rupture du contrat du fournisseur précédent.

Après avoir imposé l'utilisation du protocole *Transport Layer Security* (TLS) version 1.2 ou supérieure pour toute connexion à ses serveurs de messagerie en 2024, Restena a poursuivi sur sa lancée en 2025, toujours dans le but de sécuriser les communications électroniques transitant sur son réseau. L'utilisation du protocole TLS rendu obligatoire en 2024 pour la réception des e-mails s'est étendu en 2025 à l'envoi des e-mails, protégeant ainsi l'ensemble des échanges transitant via les messageries électroniques gérées par Restena.

Activités internationales

Comme les années précédentes, les collaborateurs de Restena ont pris part à de multiples réunions et groupes de travail organisés par les associations européennes dont Restena est membre, et dont les services et échanges restent essentiels pour ses activités :

- GÉANT, l'association des réseaux nationaux de la recherche et de l'éducation européens, au sein de laquelle Gilles Massen, directeur de la Fondation Restena, préside le Conseil d'administration depuis 2022. Son engagement a d'ailleurs été reconduit pour une année supplémentaire, au terme de son mandat intervenant à la fin de l'année 2025.
- CENTR, l'association dédiée à l'échange, au dialogue et à l'innovation des registres nationaux européens de domaines de premier niveau au sein de laquelle le second mandat de Gilles Massen, directeur de la Fondation Restena, au Conseil d'Administration est arrivé à échéance en 2025.

Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche en 2025 par département :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Temps Plein		
		H	F	Total	H	F	Total
Fondation RESTENA	Chercheurs	1	0	1	0,9	0	0,9
	Techniciens	13	3	16	12,7	2,9	15,6
	Personnel d'innovation	2	4	6	2	3,7	5,7
Grand total		16	7	23	15,6	6,6	22,2

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD		Effectif			Équivalent Plein Temps		
		H	F	Total	H	F	Total
CDI		16	6	22	15,6	5,6	21,2
CDD		0	1	1	0	1	1
Doctorants AFR en CDD		0	0	0	0	0	0
Autres doctorants en CDD (CORE, ...)		0	0	0	0	0	0
Postdoc AFR		0	0	0	0	0	0
Autres Postdoc		0	0	0	0	0	0
Grand total		16	7	23	15,6	6,6	22,2



Nationalité du personnel :

RESTENA	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	8	2	10	8	2	10	8	2	10
Belge	1	0	1	1	0	1	1	0	1
Française	7	3	10	6	3	9	6	3	9
Allemande	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres EU	1	1	2	1	1	2	1	1	2
Non EU	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Total (effectif)	17	6	23	16	6	22	16	7	23

Profession du personnel :

RESTENA		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Fondation RESTENA	Chercheurs	1	0	1	1	0	1	1	0	1
	Techniciens	14	2	16	13	2	15	13	3	16
	Personnel d'innovation	2	4	6	2	4	6	2	4	6
Total (effectif)		17	6	23	16	6	22	16	7	23

Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

RESTENA		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	Chercheurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	2	0	2	1	0	1	1	1	2
	Personnel d'innovation	1	2	3	0	0	0	0	0	0
Personnel sortant	Chercheurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	0	0	0	2	0	2	1	0	1
	Personnel d'innovation	1	2	3	0	0	0	0	0	0

5.8 Luxembourg School of Religion & Society (LSRS) – (Centre Jean XXIII – Grand Séminaire)



En 2025, la LSRS a célébré son dixième anniversaire. Cette étape a été l'occasion de revisiter son histoire et de mesurer le chemin parcouru par un institut de recherche né d'une intuition fondatrice : conjuguer une approche à la fois authentiquement théologique et résolument transdisciplinaire, tout en entretenant un lien étroit avec les réalités concrètes du monde, à la mesure des moyens dont disposait la LSRS. Cet anniversaire a également permis de réaffirmer son engagement en faveur d'une recherche mise au service de la société et des communautés religieuses, dans une perspective ouverte à l'apport de régions et de continents autres que l'Europe.

Cet anniversaire a été marqué par une séance académique au cours de laquelle le Dr Béchara Khoury, recteur de l'Université Notre Dame – Louaize (Liban), a prononcé une allocution intitulée « Les chrétiens au Moyen-Orient. État des lieux et rôle de l'enseignement supérieur catholique ». La présence du Dr Khoury a également mis en lumière la nouvelle affiliation de la LSRS au réseau de la Fédération internationale des universités catholiques, partenaire majeur tant pour le développement de recherches dépassant les seules préoccupations et perspectives occidentales que pour la diffusion des résultats scientifiques.

Fidèle à sa mission de dialogue avec les cultes conventionnés sur des enjeux majeurs de la vie en société, la LSRS a collaboré avec la Représentation de la Commission européenne dans le cadre de la lutte contre l'antisémitisme. À ce titre, elle a accueilli le Dr h. c. Katharina von Schnurbein à l'occasion d'un Executive Lunch réunissant des décideurs issus de différents secteurs sociaux, ainsi que d'une table ronde intitulée « Democrats vs. Extremists: Defending the European Way of Life », à laquelle ont participé le Grand Rabbin de Luxembourg, M. Alain Nacache, le Mufti du Luxembourg, M. Hilmija Redžić, et le directeur de la LSRS, M. Jean Ehret. Dans cette même perspective, la LSRS a publié, en français et en allemand, dans sa série *The Ampersand* (ISSN 3028-824X), le texte de M. Jean-Marc Sauvé, ancien président de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église, intitulé « Les abus sexuels sur mineurs et personnes vulnérables dans l'Église catholique en France ». Autre enjeu sociétal majeur, l'écologie a constitué le fil conducteur de trois activités organisées par la LSRS dans le cadre de la LUGA : sous la direction du professeur Alberto F. Ambrosio, un défilé de mode *Re-Fashion* intitulé « Collection 5 Saisons » ; une table ronde réunissant des représentants des cultes conventionnés autour de leur rapport à la nature ; enfin, une journée d'études organisée en collaboration avec la Faculté de théologie catholique de l'Université de Bonn, intitulée « Création, autonomie et responsabilité – Les religions entre nature et culture ». À ces initiatives s'est ajoutée la projection du film *D'Land am Schiet*, suivie d'une table ronde organisée en collaboration avec *respect.lu*, consacrée aux enjeux de la radicalisation et de la xénophobie.

À la LSRS, les travaux de recherche se développent de plus en plus sous la forme de « laboratoires » réunissant des universitaires de différentes disciplines ainsi que des praticiens s'engageant dans une démarche soutenue par un facilitateur. Grâce aux échanges, à l'écoute et à la prise en compte des différents points de vue, la question de départ évolue et fait naître un processus capable de produire des résultats variés. Dans le cadre du projet de recherche « *Trust & Society* », la LSRS a mis en place un laboratoire articulé autour de la thématique « *Trust & Church* ». Celui-ci réunit des membres de la société civile, des enseignants-chercheurs européens et canadiens, ainsi qu'un représentant d'une haute institution du Vatican. Trois questions majeures ont structuré les échanges, menés tout au long de l'année lors de rencontres en ligne et en présentiel : comment former des ministres du culte dignes de confiance ? Comment l'Église doit-elle gérer ses finances afin d'inspirer la confiance ? Comment peut-elle annoncer un Dieu d'amour face aux abus sexuels et de pouvoir, et ainsi œuvrer à la restauration de sa crédibilité ?



Les résultats de ces travaux sont diffusés à travers des vidéos mises en ligne et donneront lieu à des publications prévues pour 2026, lesquelles mettront en lumière l'apport original de cette démarche à un champ de recherche – les *Trust Studies* – encore largement dominé par des perspectives occidentales et des approches économiques et managériales. Les recherches se poursuivent par ailleurs au sein de deux autres laboratoires : l'un consacré à l'analyse de la confiance en contextes religieux, l'autre à l'apport spécifique des contextes africains aux *Trust Studies*.

Alberto F. Ambrosio a poursuivi ses recherches dans le domaine « *Fashion & Religion* » en organisant, conjointement avec Nathalie Roelens, une conférence intitulée « *S'habiller du Vivant* », en collaboration avec le Collège des Bernardins dans ses locaux à Paris. Il est également intervenu dans les médias français dans le contexte de l'affaire Shein. Par ailleurs, il a publié une monographie de théologie spirituelle, *Le Christ nu et cru*. Son étude *Soufisme et christianisme. Entre histoire et mystique* a, quant à elle, été publiée en traduction turque sous le titre *Tasavvuf ve Hristiyanlık: Tarih ve Mistisizm Arasında*.

Dans le cadre des relations de la LSRS avec l'islam, la LSRS salue également la parution d'une édition française revue et augmentée du livre de Jean Ehret et Mouez Khalfaoui sur la théologie musulmane en Allemagne, *Repenser la théologie musulmane dans une Europe sous tension*.

La situation au Moyen-Orient a impacté les travaux en archéologie biblique, domaine n'exigeant pas uniquement une approche résolument interdisciplinaire mais contribuant aussi à repenser l'histoire des origines des religions dites abrahamiques et leurs relations actuelles. Cependant, la Dr Katja Soennecken a publié plusieurs études comme celle portant sur la présence de certains « peuples de la mer » sur des sites au nord de la région du Jourdain.

Engagée dans la recherche sur des questions d'actualité et imprégnée par le dialogue entre les disciplines, d'une part, comme par celui entre les croyances et convictions, d'autre part, la LSRS cultive aussi la recherche portant sur les grands auteurs de la théologie chrétienne ayant marqué l'histoire. Ainsi le professeur Jean Ehret a organisé en collaboration avec l'Association européenne de théologie, la Faculté de théologie catholique de l'Université de Bonn, l'Académie pontificale de théologie et l'École biblique et archéologique française de Jérusalem une conférence internationale « Saint Thomas d'Aquin, figure de renouveau évangélique : entre folie, tradition et raison, la posture inconfortable ». Cette conférence avait sa place dans le cadre du 800^e anniversaire de la naissance du *Docteur commun* de l'Église.

Le livre qui compte certainement parmi les plus beaux publié au fil de l'année 2025 est le catalogue trilingue (français, allemand, anglais) *Maxim Kantor : Gesichter – Visages – Faces*, présentant les 22 portraits de la collection Rickert. Chaque tableau est accompagné d'un poème d'André Simoncini et d'un texte de Kantor. L'ouvrage fut présenté au public lors du vernissage de l'exposition permanente au Centre Jean XXIII, événement rendu possible grâce à la générosité de M. Dieter Rickert. Dans ce contexte, la LSRS s'est réjouie d'une excellente collaboration avec FOCUNA.

Pour développer la recherche à travers l'art, la LSRS a également engagé un nouvel *artist in residence*, l'Atelier van Lieshout de Rotterdam, qui avait exposé une série de sculptures en ville lors de la Luxembourg Art Week 2023. Le laboratoire créatif travaillera sur l'avenir des soins de santé.



Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche en 2025 par département :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Temps Plein		
		H	F	Total	H	F	Total
Laboratoire LSRS	<i>Chercheurs</i>	6	1	7	4,58	0,45	5,03
	<i>Techniciens</i>	0	1	1	0	0,56	0,56
	<i>Personnel d'innovation</i>	0	0	0	0	0	0
Grand total		6	2	8	4,58	1,01	5,60

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD		Effectif			Équivalent Plein Temps		
		H	F	Total	H	F	Total
CDI		6	5	11	3,75	4,02	7,77
CDD		1	2	3	1	1,01	2,01
Doctorants AFR en CDD		0	0	0	0	0	0
Autres doctorants en CDD (CORE...)		2	0	2	1,83	0	1,83
Postdoc AFR		0	0	0	0	0	0
Bénévole (bibliothécaire)		0	0	0	0	0	0
Grand total		9	7	16	6,58	5,03	11,61

Nationalité du personnel :

Luxembourg School of Religion & Society (LSRS)	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	4	3	7	4	4	8	5	3	8
Belge	2	1	3	1	3	4	0	3	3
Française	0	2	2	0	0	0	0	0	0
Allemande	0	1	1	0	1	1	0	1	1
Autres EU	2	2	4	2	0	2	2	0	2
Non EU	1	0	1	1	0	1	2	0	2
Total (effectif)	9	9	18	9	7	16	9	7	16

Profession du personnel :

Luxembourg School of Religion & Society (LSRS)		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	<i>Chercheurs</i>	7	2	9	6	1	7	6	1	7
	<i>Techniciens</i>	0	1	1	0	1	1	0	1	1
	<i>Personnel d'innovation</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel administratif		3	4	7	3	3	6	4	3	7
Personnel non lié à la recherche (Conseillers)		0	2	2	0	2	2	0	2	2
Total (effectif)		10	9	19	9	7	16	10	7	17



Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

Luxembourg School of Religion & Society (LSRS)		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	<i>Chercheurs</i>	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	<i>Techniciens</i>	0	0	0	1	0	1	0	0	0
	<i>Personnel d'innovation</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel sortant	<i>Chercheurs</i>	1	0	1	1	0	1	1	0	1
	<i>Techniciens</i>	0	0	0	1	1	2	0	0	0
	<i>Personnel d'innovation</i>	2	0	2	0	0	0	0	0	0

5.9 University of Sheffield



The
University
Of
Sheffield.



Le MESR et l'Université de Sheffield ont signé une convention en 2009 pour financer une Chair of Luxembourg Studies dans le cadre du Centre for Luxembourg Studies à Sheffield. La mission du Centre for Luxembourg Studies est de promouvoir les langue et culture luxembourgeoises au niveau mondial. Cette mission s'appuie sur trois dimensions principales :

- entreprendre des activités de recherche et disséminer les résultats au moyen de conférences et de publications ;
- enseigner la langue et culture luxembourgeoise au niveau universitaire (à la fois undergraduate et postgraduate) ;
- renforcer la coopération entre l'Université de Sheffield et l'Université du Luxembourg.

Le Centre for Luxembourg Studies jouit d'une excellente réputation pour sa recherche de classe mondiale dans le domaine de la sociolinguistique, avec un accent particulier sur le Luxembourg ainsi que d'autres contextes multilingues. Il bénéficie d'une collaboration interdisciplinaire avec des chercheurs travaillant dans d'autres domaines académiques tels que l'éducation, la politique, la sociologie et l'histoire.

Les objectifs du Centre sont alignés avec ceux de l'Université de Sheffield en ce qui concerne le développement de collaborations avec des partenaires clefs (académiques et non-académiques) au niveau international et le renforcement de son rôle de premier plan dans la recherche interdisciplinaire, particulièrement dans le cadre des projets dans le domaine du multilinguisme et de la migration.

Une priorité additionnelle consiste en l'*empowerment* de la prochaine génération de chercheurs : les étudiants et les chercheurs de niveau doctoral participent régulièrement aux activités, ce qui fait du Centre un exemple éminent de bonne pratique en matière de participation étudiante et méthodes d'apprentissage innovantes.

Dans ce contexte, le Centre for Luxembourg Studies a organisé les activités suivantes :

- la conférence *Language, Place and Borderscapes* les 8-9 mai à l'Université de Sheffield (Royaume-Uni) ;
- le panel thématique *Reflexivity in Research in Multilingual Contexts : Methods and Approaches* le 24 novembre à la Université d'Auckland (Nouvelle Zélande).



Projets de recherche avec collaboration internationale :

- European Migration, Language Policy and Small States (British Academy TUKIC avec l'Université de Bristol)
- L'Université de Sheffield est partenaire du Worldwide Universities Network (WUN) RDF projet sur Linguistic Diversity and Linguistic Discrimination in Higher Education: Opportunities and Challenges, avec University of Auckland, University of Bristol, University of Cape Town, University of Hawai'i et l'Université du Luxembourg



Publications et conférences scientifiques (sélection) :

- The "natural history" of multilingual policy in Luxembourg: analysing strategic ambiguity and its implications for small language communities. *Sociolinguistica* 39(1). <https://doi.org/10.1515/soci-2025-0006>
- Integrating the lived experience of language with discursive approaches to policy: an exploration of Luxembourgish primary school students' accounts of German language education policy. *Language Policy* 24. <https://doi.org/10.1007/s10993-025-09733-x>
- Addressing linguistic discrimination in English dominant higher education. *Worldwide Universities Network*. University of Bristol (Royaume-Uni)



- Migrant experiences in small language communities: the case of Luxembourg. *Symposium on Reflexivity in Research*. The Education University of Hong Kong (Hong Kong)
- Language policy and linguistic landscapes in Luxembourg. *Seminar on Language Policy and Planning*. Vrije Universiteit Brussel (Belgique)
- Linguistic heritage as place making: revisualising history through the linguistic landscape of Belval. *Historical Sociolinguistics Conference*, University of Bristol (Royaume-Uni)
- (Re)imagining multilingual and intercultural spaces: heritage, place-making and semiotic landscapes in the Luxembourg-French borderlands. *Onto-epistemic turn in Interculturality: Revitalising Knowledges from Place (IALIC)*. Auckland University of Technology, Auckland (Nouvelle Zélande)



Enseignement supérieur à l'Université de Sheffield :

- Language and Society in Luxembourg
- Social Approaches to Multilingualism (Luxembourg comme étude de cas principale)



Collaboration entre les universités du Luxembourg et Sheffield :

- Collaboration sur l'enseignement : Introducing Multilingualism - A Social Approach : cours MA enseigné à l'Université du Luxembourg
- Collaboration sur la recherche en tant que membre de l'Advisory Board : DisPOSEG - Disentangling postcolonial encounters in globalisation : a sociolinguistic-ethnographic study of Lusophone migrant workers' positionings in third space (FNR), Université du Luxembourg
- Collaboration sur la recherche en tant que partenaire du Worldwide Universities Network (WUN) RDF projet sur Linguistic Diversity and Linguistic Discrimination in Higher Education : Opportunities and Challenges



Impact et engagement public :

- The place of Luxembourgish in multilingual landscapes : Rencontre et présentation (en collaboration avec l'Ambassade du Luxembourg à Londres). Europe House, London, UK (25 septembre 2025)
- Small languages, officiality and belonging: comparing the cases of Luxembourg and Andorra. Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch, Luxembourg (11 novembre 2025)



Prix compétitifs (Université de Sheffield) :

- University-wide Vice-Chancellor's Teaching Award
- Super Visionary for Excellence in PhD supervision



Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche en 2025 par département :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Temps Plein		
		H	F	Total	H	F	Total
The University of Sheffield	<i>Chercheurs</i>	1	1	2	0,75	0,85	1,6
	<i>Techniciens</i>	0	0	0	0	0	0
	<i>Personnel d'innovation</i>	0	0	0	0	0	0
Grand total		1	1	2	0,75	0,85	1,6

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD		Effectif			Équivalent Plein Temps		
		H	F	Total	H	F	Total
CDI		0	1	1	0	0,85	0,85
CDD		0	0	0	0	0	0
Doctorants AFR en CDD		0	0	0	0	0	0
Autres doctorants en CDD (CORE...)		0	0	0	0	0	0
Postdoc AFR		0	0	0	0	0	0
Autres Postdoc		1	0	1	0,75	0	0,75
Grand total		1	1	2	0,75	0,85	1,6



Nationalité du personnel :

University of Sheffield	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	0	1	1	0	1	1	0	1	1
Belge	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Française	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Allemande	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres EU	1	0	1	1	0	1	1	0	1
Non EU	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total (effectif)	1	1	2	1	1	2	1	1	2

Profession du personnel :

University of Sheffield		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	1	1	2
Personnel RDI	Chercheurs	1	1	2	1	1	0	1	1	2
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Personnel administratif		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel non lié à la recherche (Conseillers)		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (effectif)		1	1	2	1	1	2	1	1	2

Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

University of Sheffield		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	Chercheurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel sortant	Chercheurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Miami University



Miami University est une université publique centrée sur l'étudiant. Elle vise la croissance et l'excellence dans un environnement d'apprentissage transformateur et privilégie une approche holistique et personnalisée de l'éducation, enrichie par les sciences humaines et les arts libéraux, afin de former des apprenants tout au long de leur vie qui utilisent le leadership, la créativité et l'innovation pour façonner l'avenir.

La mission du Centre européen Dolibois de l'Université (MUDEC) est de contribuer à la mission et à la stratégie de l'Université visant à former des étudiants, des professeurs et du personnel engagés, citoyens du monde. Les étudiants bénéficient d'une immersion systématique et approfondie dans la société et la culture européennes, au sein d'un environnement académique de haute qualité. MUDEC est source d'enrichissement intellectuel et de développement professionnel pour le corps professoral et le personnel de l'Université. De plus, MUDEC offre un soutien aux cours de courte durée et aux ateliers académiques d'été, dans toutes les facultés, afin de permettre aux étudiants de découvrir l'Europe et de s'y familiariser.

Pour accomplir cette mission, MUDEC s'engage à atteindre un certain nombre d'objectifs spécifiques, notamment un programme complet intégrant l'enseignement en sciences sociales, en lettres et sciences humaines, en beaux-arts, en administration des affaires et en sciences de l'éducation, ainsi que des études de terrain supervisées et des cours de français et d'allemand, offrant la possibilité de participer à la vie quotidienne au Luxembourg et encourageant les voyages académiques et immersifs dans d'autres régions d'Europe, que ce soit dans le cadre de voyages d'études liés aux cours ou pour la poursuite d'intérêts individuels.

Les inscriptions ont augmenté de manière significative grâce à un plan stratégique de gestion des inscriptions. Pour l'année académique 2024/2025, MUDEC a ainsi compté 502 étudiants inscrits.

Pour combler un besoin urgent de logement, MUDEC s'est assuré l'aide du Gouvernement luxembourgeois, de la Ville de Differdange et d'investisseurs locaux (*alumni*) pour assurer actuellement 65 lits étudiants dans des logements étudiants. Cet arrangement ne comble non seulement un manque aigu de logements étudiants au Luxembourg, mais également un besoin exprimé par les étudiants eux-mêmes ; beaucoup d'entre eux préfèrent une structure privative ou « entre pairs » plutôt que de loger dans des familles étrangères.

Dans un souci de permettre à toutes les facultés de pouvoir envoyer des étudiants, la notion de *cohort* a été instaurée dans le programme de MUDEC. Il s'agit d'un groupe d'apprenants venant du même domaine (par exemple architecture, kinésiologie, digital branding ...) mais suivant un curriculum très rigide et restreint. Ces étudiants ne pourraient pas passer un semestre à l'étranger s'ils n'avaient pas la possibilité de suivre suffisamment de cours de leur majeure. De plus, MUDEC autorise un cours en ligne de 3 crédits offert par Miami University à chaque étudiant, les étudiants de MUDEC étant cependant tenu de prendre un minimum de 15 crédits au Luxembourg.



MUDEC a développé d'excellentes relations avec l'EIDE (École internationale Differdange & Esch-sur-Alzette).

Les étudiants de la School of Education peuvent assurer une partie de leur stage obligatoire final au Luxembourg et sont actuellement encadrés par des enseignants de l'École internationale en collaboration avec un professeur américain, le Dr Molly Sawyer. Devant le succès de ce programme, des efforts sont faits de part et d'autre pour développer davantage les possibilités. Le English Language Learner Camp (ELL camp) a lieu chaque été en collaboration avec l'EIDE et connaît tous les ans un grand succès passant de 100 à 160 jeunes élèves et 18 jeunes enseignants venant des États-Unis sans obtenir de crédit, mais gagnant de l'expérience. Musique et sports ont été ajoutés récemment au programme.

5.10 Luxembourg Institute of Research in Orthopedics, Sports Medicine and Science (LIROMS)



Au cours de l'année écoulée, LIROMS a connu une évolution structurelle visant à renforcer la lisibilité, la cohérence et l'impact de ses activités de recherche. Au niveau du bureau exécutif, le Dr Nührenbörger a remplacé le Pr Pape comme secrétaire général. Après le départ en retraite du directeur scientifique, le Pr Jan Cabri, la structure scientifique de LIROMS a été organisée en 3 départements : le **département de biomécanique clinique**, géré par le Dr Tiago Neto (PhD), le **département d'orthopédie**, placé sous la responsabilité de Dr Jennifer Fayad (PhD) et le **département de médecine et des sciences du sport**, géré par Dr Camille Tooth (PhD). À l'avenir, l'ensemble des projets et axes de recherche de LIROMS sera articulé selon cette organisation en départements, avec l'implication systématique d'un investigateur principal médical pour chaque étude ou projet. Cette structuration permettra de favoriser des collaborations **transversales** lorsque les compétences et expertises le nécessitent, afin de maintenir une approche intégrée et multidisciplinaire au service des patients, des athlètes et des acteurs du monde sportif.

Département de biomécanique clinique

La mission du département de biomécanique clinique consiste à appliquer les principes de l'analyse du mouvement comme outils de diagnostic et de surveillance dans diverses conditions cliniques. Grâce à une étroite collaboration avec le CHL et d'autres institutions de santé au Luxembourg, ainsi qu'avec des partenaires internationaux, ce département vise à mener des recherches fondamentales et appliquées qui se traduisent par des avancées dans les domaines du diagnostic et de l'intervention, dans le but d'améliorer les soins aux patients et la sécurité des athlètes. Il fonctionne principalement autour de deux pôles géographiques, le Human Motion Laboratory situé à la Fondation Norbert Metz et dont le travail est axé sur les patients, ainsi que la Sportfabrik à Differdange, avec un travail axé sur les athlètes.



Human Motion Laboratory (HML)

Les activités du HML ont été consolidées, notamment en matière d'analyse de la marche, dans le cadre du projet *Healthy Moves* (PI Dr Katharina Ueberham, Dr Tiago Neto), financé par la fondation André Losch. En 2025, 357 tests ont été effectués, soit une augmentation de 65 % par rapport à 2024. Environ la moitié des tests réalisés concernaient des patients âgés de moins de 30 ans, dont beaucoup d'enfants (< 12 ans), atteints de troubles musculosquelettiques ou neurologiques, orientés par d'importants partenaires cliniques, la Clinique de Sport du Centre Hospitalier de Luxembourg à Eich (CHL) et le Service d'Évaluation et de Réadaptation Fonctionnelle du CHL. Les tests effectués à l'HML ont non seulement un objectif diagnostique/clinique, mais alimenteront également les futurs projets de recherche du département de biomécanique clinique, *CEPALUX (Biomechanical gait analysis of children with Cerebral Palsy in Luxembourg)* et *RBD (Biomechanical gait analysis of children with Rare Bone Diseases in Luxembourg)* – PI Dr Katharina Ueberham, Dr Tiago Neto). Ces projets axés sur la communauté visent à évaluer la biomécanique de la marche chez les enfants atteints de paralysie cérébrale et de maladies osseuses rares traitées au Luxembourg, contribuant ainsi à améliorer leurs soins médicaux et, par conséquent, leur qualité de vie.

Le projet *SMILE (Smart Implants for Life Enrichment)* – PI Dr Bernd Grimm LIH), financé par l'UE, comprend des tests d'analyse de la marche et du mouvement qui seront effectués au HML à partir de 2026.



Comme principal partenaire scientifique du LIHPS, l'équipe de LIROMS a contribué aux multiples tests biomécaniques pour les athlètes de haut niveau au Luxembourg (tests de base et spécifiques, tests de reprise du sport). Le personnel LIROMS a continué à jouer un rôle clé dans l'interprétation des données techniques collectées lors des tests et dans la rédaction des rapports remis aux athlètes, aux entraîneurs et aux médecins du CMOL (Centre médical olympique luxembourgeois).

Département d'orthopédie

Le département d'orthopédie travaille en collaboration avec le service d'orthopédie du CHL afin d'aligner les activités de recherche à la pratique clinique. Son objectif est de générer des connaissances spécifiques au patient pour soutenir la prise de décision et améliorer la planification chirurgicale. La mission du département est d'optimiser la prise en charge des pathologies musculosquelettiques grâce à une recherche centrée sur le patient, intégrant la biomécanique *in silico*, l'analyse du mouvement, les résultats rapportés par les patients et la planification chirurgicale au service de la médecine personnalisée.



En 2025, les activités de recherche du département se sont concentrées sur la recherche clinique dans le domaine des lésions ligamentaires du genou (PI Prof Romain Seil). Une partie des données collectées dans le cadre de cette recherche contribue à deux registres cliniques (PI Dr Caroline Mouton) auxquels LIROMS participe activement. Le premier est le registre *PAMI (Pediatric ACL Monitoring Initiative)*, dédié aux patients pédiatriques ayant subi une reconstruction du ligament croisé antérieur (LCA) et développé en collaboration avec le LIH, le CHL et l'ESSKA. Le second est le *CLINPATH*, créé par le LIH et le CHL pour suivre de manière longitudinale les patients après une reconstruction du LCA à la clinique d'Eich. Dans ce cadre, le LIROMS, à travers le HML, est chargé d'effectuer les évaluations biomécaniques chez les jeunes patients afin d'évaluer leur aptitude au retour au sport. Un poster décrivant le protocole d'analyse du mouvement développé pour cette population a remporté le troisième prix au congrès GOTS en Autriche.

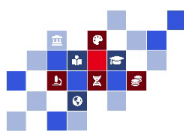
Dans le cadre du projet *KNEECAP* (soutenu par le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ; PI Prof Romain Seil), un projet de thèse de master a été développé, en collaboration avec l'École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers. Ce travail est centré sur l'étude de l'alignement dynamique du genou et s'inscrit dans la standardisation de l'évaluation et du suivi des patients après ostéotomie du genou.

Deux bourses de recherche chirurgicale ont été financées par Smith & Nephew et LIROMS. Au cours de ces bourses, le Dr Esfandiar Chahidi (CHU Helora, Hôpital de La Louvière, Belgique) a travaillé à la standardisation du *anterior cruciate ligament injury severity scale (ACLISS)*, tandis que le Dr Andrea Pratobevera (Université de Brescia, Italie) s'est concentré sur le concept de décompensation du genou. Au-delà de ces bourses, LIROMS continue à soutenir les cliniciens-chercheurs dans leurs activités de recherche, notamment à travers le projet PhD du Dr Jérôme Valcarenghi (Université Libre de Bruxelles, ULB et CHU Helora, Mons, Belgique) sur la décompensation du genou et le projet PhD du Dr Robin Voskuilen (Maxima Medical Centre, Eindhoven, Pays Bas). Enfin, LIROMS est à l'initiative du projet de recherche du Dr Maximiliano Ibanez (Institut Universitari Dexeus, Espagne) sur l'évaluation biomécanique des autogreffes du tendon quadricipital, en collaboration avec le Pr Andreas Seitz (Université de Ulm, Allemagne).



Afin de soutenir la planification chirurgicale personnalisée, LIROMS a acquis une imprimante 3D permettant la production de modèles anatomiques spécifiques au patient pour la planification préopératoire et la simulation chirurgicale. Un projet est en cours de développement afin de soutenir l'intégration structurée de cette technologie dans le parcours clinique.

Cette année a aussi marqué la fin du projet *GAITORING* (PIs Dr Laurent Malisoux et Prof Romain Seil) financé par le FNR, une initiative collaborative entre le LIH et l'IEE, à laquelle ont participé plusieurs membres de l'équipe LIROMS. Une vidéo finale présentant la validation des semelles orthopédiques développées a été diffusée lors de la Luxembourg Healthcare Week.



Formation continue et insertion professionnelle

Afin de pérenniser le niveau scientifique et clinique médical au Luxembourg, LIROMS a contribué à hauteur de 50% à une bourse d'études d'un candidat luxembourgeois (Lara Heinz) à la formation postgraduée (Master in Advanced Sports Medicine de l'Université de Krems, Autriche). Le travail de Master de Mme Heinz se fait en collaboration avec le CHL et la Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF). Elle terminera sa formation en 2026 et, dès à présent, Amanda Magosch, médecin en voie de spécialisation au CHL et candidate au Dr. med. à l'Université de la Sarre, Allemagne, a été sélectionnée pour le prochain cursus de ce master.

Enfin, LIROMS a engagé Mme Hannah Griffin, ancienne footballeuse professionnelle aux Universités de Harvard et de Southern California, comme *data manager* pour un projet de réinsertion professionnelle à durée déterminée, le temps que Mme Griffin achève son processus de retour au sport après blessure sévère.

Département de médecine et des sciences du sport

Le département de médecine et des sciences du sport a pour mission de promouvoir la santé, la performance et le bien-être des athlètes à travers une approche intégrée combinant pratique clinique, expertise scientifique et diffusion de connaissances.

Les travaux menés couvrent un large spectre de thématiques, incluant la recherche et le développement d'expertises, la surveillance et la prévention de blessures, la santé mentale, la *safeguarding*, la nutrition, la promotion de l'activité physique, ainsi que l'analyse et l'accompagnement des politiques sportives.

Prévention de blessures

Le projet *Healthy Active* (PIs Pr Romain Seil et Dr Christian Nührenbörger) a connu une avancée majeure avec la finalisation d'un manuscrit scientifique, bientôt soumis. Cette étude qualitative visait à comprendre la perception de la prévention des blessures par les athlètes et à identifier les leviers d'une meilleure implémentation au Luxembourg. Sur base des résultats obtenus, un plan d'action a été élaboré, incluant des ambassadeurs de la prévention, des outils d'évaluation de terrain et une cartographie des ressources existantes.

En parallèle, une campagne de sensibilisation a été développée avec la Commission des Athlètes du COSL et le LIHPS. Cinq vidéos courtes ont été produites autour de thématiques clés telles que l'échauffement, la récupération, la nutrition et la santé mentale, en mettant en avant des athlètes luxembourgeois.

En termes de prévention, la Fondation Cœur Daniel Wagner, sous l'égide de la Fondation de Luxembourg, continue à soutenir le projet de registre des accidents cardiaques aigus dans le sport au Luxembourg (PI Pr Axel Urhausen).

Enfin, un nouveau projet centré sur l'implémentation de la prévention (*SHIELD*), financé par Erasmus+ pour trois ans, débutera en janvier 2026 en collaboration avec l'INSEP et le CHU de Liège.

Santé mentale et réseaux sociaux

En collaboration avec le réseau ReFORM (Réseau Francophone Olympique de la Recherche en Médecine du Sport), une large étude a évalué l'impact des réseaux sociaux sur la santé mentale de jeunes athlètes (12–24 ans), avec une contribution importante du Luxembourg, notamment du Sportlycée. Les résultats montrent des effets significatifs des réseaux sociaux sur le sommeil, la confiance en soi, le stress, l'anxiété et le sentiment d'isolement, étroitement liés au temps d'écran. Des différences apparaissent également selon le niveau, le type de sport ou encore la plateforme utilisée. Sur la base de ces résultats, un soutien financier de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte a été obtenu pour le développement du projet *E-MOTION* (PI Dr Katy Seil-Moreels). Ce projet à visée éducative cible les adolescents et vise à mettre en place et évaluer des ateliers structurés portant sur la littératie numérique, la santé mentale, les comportements en ligne et la résilience. Le projet est développé en collaboration avec plusieurs partenaires nationaux (ALAD, Bee Secure, Sportlycée, INAPS, ZEV) afin d'assurer sa pérennité et son impact à long terme. Une chercheuse postdoctorale (Dr Melanie Eckelt) a récemment été recrutée pour coordonner le projet.



Politiques sportives et systèmes de performance (SPLISS)

LIROMS a lancé le projet *SPLISS Luxembourg* (PIs Pr Romain Seil, Prof. Axel Urhausen), financé par le ministère des Sports. Le cadre SPLISS (*Sports Policy factors Leading to International Sporting Success*), développé par la *Vrije Universiteit Brussels* (VUB), est un modèle internationalement reconnu permettant d'analyser l'influence des politiques sportives nationales sur la performance de haut niveau, à partir d'une approche mixte combinant données qualitatives et quantitatives.

Au cours des derniers mois, le projet a bien progressé, avec l'adaptation de la méthodologie au contexte luxembourgeois, l'engagement des parties prenantes et les procédures éthiques, sous la coordination du chercheur postdoctoral Dr Alexandre Maricot. La phase d'inventaire est en cours et la collecte de données par questionnaires est prévue début 2026, avec pour objectif de soutenir la prise de décision stratégique et le développement de politiques sportives durables.

Épidémiologie des blessures

Une étude épidémiologique rétrospective sur les blessures en tennis de table est en cours (PI Pr Axel Urhausen). Le questionnaire, visant à documenter l'occurrence des blessures et les facteurs contextuels liés à l'entraînement, à la compétition et au retour au sport, est finalisé.

La collecte de données débutera prochainement en collaboration avec Aspetar (Qatar) et le CTTC-E, avec un recrutement prévu également lors des prochains championnats d'Europe en Slovénie en 2026. Ce projet vise à produire des connaissances utiles pour orienter les stratégies de prévention et soutenir des décisions fondées sur les preuves.

Nutrition du sport

Dans le cadre d'un Master, un nouveau projet en nutrition du sport a été développé, coordonné par Myriam Jacobs, diététicienne du sport, en collaboration avec le LIH (Dr Laurent Malisoux), l'Université d'Ulster (Irlande du Nord) et l'Université de Liège). Il porte sur les pratiques d'automédication et de supplémentation lors d'événements sportifs, en réponse aux préoccupations liées à l'usage fréquent de compléments alimentaires et de médicaments en vente libre, en particulier chez les athlètes d'endurance. Pour ce faire, un questionnaire sera administré aux participants de l'*ING Night Marathon* en mai 2026. Les résultats obtenus permettront de décrire ces pratiques et d'analyser les connaissances et déterminants associés. À terme, ce projet vise à renforcer la sensibilisation et l'éducation des athlètes sur ces enjeux.



Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche en 2025 par département :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Temps Plein		
		H	F	Total	H	F	Total
LIROMS	<i>Chercheurs</i>	5	11	16	2,6	4,0	6,6
	<i>Techniciens</i>	1	1	2	1,0	1,0	2,0
	<i>Personnel d'innovation</i>	2	0	2	0,7	0	0,7
Grand total		8	12	20	4,3	5,0	9,3

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD		Effectif			Équivalent Plein Temps		
		H	F	Total	H	F	Total
CDI		2	4	6	2,0	3,3	5,3
CDD		4	8	12	1,6	1,7	3,3
Doctorants AFR en CDD		0	0	0	0	0	0
Autres doctorants en CDD (CORE, ...)		2	0	2	0,7	0	0,7
Postdoc AFR		0	0	0	0	0	0
Grand total		8	12	20	4,3	5	9,3

Nationalité du personnel :

LIROMS	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	3	1	4	2	0	2	2	3	5
Belge	2	1	3	3	2	5	3	3	6
Française	0	2	2	0	3	3	3	1	4
Allemande	0	0	0	2	1	3	1	2	3
Autres EU	1	0	1	2	0	2	1	0	1
Non EU	0	1	1	0	1	1	0	1	1
Total (effectif)	6	5	11	9	7	16	10	10	20

Profession du personnel :

LIROMS		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	<i>Chercheurs</i>	5	2	7	6	5	11	5	9	14
	<i>Techniciens</i>	0	2	2	0	1	1	1	1	2
	<i>Personnel d'innovation</i>	1	1	2	3	0	3	2	0	2
Personnel administratif		1	1	2	0	1	1	0	2	2
Personnel non lié à la recherche (Conseillers)		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (effectif)		7	6	13	9	7	16	8	12	20



Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

LIROMS		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	Chercheurs	0	0	0	1	0	1	0	4	4
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel sortant	Chercheurs	0	0	0	0	1	1	1	0	1
	Techniciens	1	0	1	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	1	0	1



6. ACTIVITÉS DES AGENCES INTERMÉDIAIRES DE RECHERCHE, D'INNOVATION ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

6.1 Fonds National de la Recherche (FNR)



Dans une démarche d'amélioration continue, le FNR a préparé la mise en place d'un nouveau système de soumission de projets. Le système sera opérationnel pour les appels à projets à partir de 2026.

À la suite de l'évaluation externe de 2024 sur l'impact des programmes PEARL et ATTRACT, le plan d'action des recommandations a été mis en place.

Sur le plan des échanges internationaux, le FNR a été invité à participer à la visite ministérielle au Japon. Dans la continuité de ces échanges fructueux, il convient de souligner les échanges avec Japan Science and Technology Agency (JST) et Japan Society for the Promotion of Science (JSPS).

En mai, l'auditeur recommande le maintien de la certification de son système de management de la qualité selon la certification ISO 9001:2015 (N°900 326, ESCEM).

Les activités réalisées durant l'année selon les objectifs stratégiques fixés dans la convention pluriannuelle se résument comme suit :

Fortifier les fondations de la recherche publique¹



Le FNR a reçu un nombre record de 209 propositions, dont 205 étaient éligibles. Après l'évaluation de 203 propositions (2 ont été retirées) par des experts internationaux indépendants, le FNR a sélectionné 44 projets (dont 13 propositions « CORE Junior » et 8 propositions dans le cadre des coopérations internationales bilatérales), financés à hauteur de 28,45 millions d'euros. Les sept panels de sélection ont confirmé que le processus de sélection de projets est appliqué selon les plus hauts standards internationaux.

¹ Les informations détaillées relatives aux différents instruments de financement du FNR (CORE, OPEN, INTER, etc.) sont disponibles sur le site www.fnr.lu



OPEN

Le FNR a reçu 9 propositions, dont 7 étaient éligibles. Après évaluation des 7 projets par des experts internationaux indépendants, le FNR a sélectionné 2 projets financés à hauteur de 1,09 million d'euros.

INTER

En 2025, 34 sur 187 candidatures INTER évaluées ont été retenues pour financement, 25 propositions en collaboration bilatérale et trilatérale et 9 dans des appels multilatéraux. De plus, 4 candidatures n'étaient pas éligibles et 76 sont encore en cours d'évaluation. Au total, le FNR a engagé 15,75 millions d'euros.

En 2025, le FNR observe à nouveau un nombre élevé de soumissions de projets, en particulier avec l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) en France et l'UK Research and Innovation (UKRI) au Royaume-Uni. La coopération Weave montre une très forte attractivité, attirant de plus en plus de chercheurs et de collaborations internationales notamment avec la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG). Le partenariat bilatéral avec l'agence de financement de la recherche néerlandaise NWO a été étendu afin de permettre désormais la soumission via INTER et via CORE. Par ailleurs, 9 des 49 projets de coopération multilatérale ont reçu une évaluation positive, avec un nombre limité d'appels multilatéraux en 2025.

À cela s'ajoute l'évaluation de 27 propositions de mobilité (INTER Mobility), dont 11 projets ont été retenus pour un engagement total de 0,75 million d'euros.

AFR

Le panel d'experts a évalué un total de 125 propositions éligibles (90 IN + 35 OUT), parmi lesquelles 28 ont été retenues pour un financement à hauteur de 5,95 millions d'euros.

ATTRACT

Sur les 4 propositions soumises au début de l'année 2025, aucune n'a été retenue. Suite au lancement de l'appel 2026, 6 pré-propositions ont été soumises fin 2025 et ont été invitées à soumettre une proposition développée pour 2026.

NCER

Après l'évaluation externe, le projet Data-Driven Energy Transition a été retenu pour un financement à hauteur de 4,03 millions d'euros pour la première phase et le projet Research in Financial Technologies a obtenu un financement à hauteur de 12,09 millions d'euros pour la deuxième phase.

PEARL

Dans le cadre de l'appel 2025, 4 projets PEARL ont été soumis (dont 1 Open PEARL) et 2 projets ont été retenus pour un financement total de 6,98 millions d'euros (Pr Ronald de Vries, projet FUNG-FACTORY, LIST ; Pr Étienne Wasmer, projet LAND, LISER). Pour l'Open PEARL (projetSynthAI, LIH), le LIH est en train de chercher des candidats. Suite au lancement de l'appel 2026, 3 pré-propositions ont été soumises fin 2025.

PRIDE

Lancement de l'appel PRIDE 2025 avec une nouvelle clause limitant à 10 le nombre de chercheurs en formation financés par proposition. Soumission de 10 propositions fin 2025, correspondant à un financement de 94 chercheurs en formation. Évaluation en cours.

RESCOM

Le FNR a évalué 20 propositions et 16 ont été retenues pour un financement total de 0,28 million d'euros.



Contribuer à façonner le Luxembourg de demain

JUMP

Le FNR a évalué 18 propositions et a accordé un financement à 8 projets à hauteur de 2,13 millions d'euros. L'évaluation des 6 propositions de l'appel 2025-2, soumis en fin d'année, est en cours.

DEFENCE BRIDGES

Le FNR a évalué 17 projets de l'appel 2024 et a retenu 6 projets pour un financement à hauteur de 2,85 millions d'euros, entièrement couvert par la contribution MFEA-DoD. L'évaluation de 30 propositions de l'appel 2025 est en cours.

AI HPC BRIDGES

Le troisième appel à projets liés au HPC (incluant également l'intelligence artificielle) a été lancé en 2025. 26 propositions ont été soumises lors de la première phase et 17 ont finalement été évaluées lors de la phase 2. 9 projets ont été sélectionnés pour un financement à hauteur de 4,27 millions d'euros.

LUXAID BRIDGES

Après évaluation de 11 propositions, 4 projets ont été retenus pour un financement total de 1,98 millions d'euros. Suite au lancement d'un 3^e appel, 6 propositions ont été soumises fin 2025.

BRIDGES et Industrial Fellowships

Il y a eu deux appels pour les BRIDGES et les Industrial Fellowships en 2025. Au total, 24 demandes BRIDGES ont été soumises, dont 23 étant éligibles ; 13 ont été retenues pour un financement d'un montant total de 4,6 millions d'euros.

En outre, 38 demandes Industrial Fellowships ont été soumises, dont 35 éligibles ; 14 ont été financées pour un montant total de 2,84 millions d'euros.

INITIATE

Le projet soumis en 2024 (NEUROH-CHANGE) a été retenu pour financement à hauteur de 0,22 million d'euros. En 2025, l'instrument de financement INITIATE a été arrêté.

PSP

PSP-Classic : Évaluation de 37 propositions de projets, dont un financement a été accordé à 30 projets à hauteur de 0,88 million d'euros.

PSP-Flagship : Évaluation de 5 propositions de projets, dont un financement a été accordé à un projet à hauteur de 0,36 million d'euros. En plus des conventions cadres PSP ont été accordées à 3 projets à hauteur de 0,33 million d'euros.

Science of Science

L'étude sur l'effet Matthieu, à laquelle le FNR a participé, a été publiée en Open Access dans eLife. Les analyses sur le CV narratif et les biais dans le financement de la science ont bien progressé, et les résultats intermédiaires ont été présentés lors de plusieurs conférences scientifiques. La centralisation de la base de données interne a progressé. Une expérience comportementale a été menée afin d'évaluer si l'utilisation d'un cadre d'évaluation basé sur l'utilité espérée subjective (SEU) influence les décisions de financement, dans le but de promouvoir des processus plus structurés et transparents. À noter également que l'activité « science of science » est transférée à partir du 1^{er} janvier 2026 vers le LISER.



Science in Society

Événements : Le FNR a organisé sa 15^e édition de « Chercheurs à l'école » avec 118 chercheurs, 69 sessions, 32 lycées. Le Scicom Luxembourg a rassemblé quant à lui 90 communicateurs scientifiques. Finalement, le Science Festival a été organisé en collaboration avec le Musée National d'Histoire Naturelle, avec 420 chercheurs et communicateurs scientifiques qui ont délivré 67 workshops et shows. 9.000 visiteurs étaient présents lors des 4 jours, dont 257 classes de l'école fondamentale ou des classes inférieures du secondaire.

Médias et web : Le FNR a diffusé la deuxième saison de TAKE OFF et a enregistré la troisième saison. Entretemps près de 1.000 posts ont été produits sur les médias sociaux, avec actuellement plus de 1,1 millions de vues sur Youtube. Pour le format *Ziel mir keng!*, le FNR a produit 6 épisodes diffusés sur Youtube (plus de 250.000 vues) et RTL Television (dans le cadre du partenariat PISA – de Wëssensmagazin) et produit des vidéos courtes pour TikTok, Instagram et YouTube Shorts. Lancement d'une collaboration avec l'essentiel.lu, création d'une rubrique *science* sur les pages web de l'essentiel, avec publications de contenu de science.lu en deux langues. Reconstitution des partenariats médias avec le Journal, RTL Télé et RTL Radio, RTL Today, RTL 5 min et Radio 100,7. Science.lu, la plateforme de vulgarisation scientifique du FNR, continue à mobiliser et à fidéliser les lecteurs, avec 905.000 pages vues en 2025. Les réseaux Facebook (>30.000 followers), Instagram (11.000 followers), YouTube et TikTok sont également très largement suivis.

Formations : Organisation de 7 formations pour 92 participants (chercheurs et enseignants), dont 4 pour enseignants en collaboration avec le IFEN et le SCRIPT et 3 pour chercheurs (*How to collaborate with media* et *How to present your research in an interactive workshop*).

FNR AWARDS 2025

Pour la 17^e édition, quelque 220 personnes ont pu assister en personne à la cérémonie, en présence de la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Les catégories qui ont été présentées cette année sont restées inchangées, à savoir « Outstanding PhD Thesis », « Outstanding Scientific Achievement », « Outstanding Mentor » et « Outstanding Promotion of Science to the Public ». Au total, 5 lauréats (ou équipes) ont été primés, dont 3 prix de 5.000 euros et 2 prix de 10.000 euros.

Promotion des activités du FNR

Afin de marquer les 25 ans du FNR, une série de 25 articles (et vidéos) mettant en avant 25 scientifiques a été publiée sur le site Internet du FNR, et partagée via ses divers réseaux sociaux.

Le FNR communique régulièrement via son site internet *fnr.lu* ainsi que via ses canaux digitaux (LinkedIn, Twitter, Facebook, Instagram, YouTube et FNRInfo), pour informer la communauté scientifique et le public sur ses activités, ainsi que sur des résultats de la recherche luxembourgeoise. La 5^e saison du podcast *Mäin Element*, créé en collaboration avec le Lëtzebuurger Journal, a été lancée en 2025. Le FNR a également activement participé aux activités de Research Luxembourg.



Vue détaillée des chercheurs et du personnel de recherche en 2025 par département :

Personnel en 2025 par département		Effectif			Équivalent Temps Plein		
		H	F	Total	H	F	Total
Fonds National de la Recherche	<i>Chercheurs</i>	0	0	0	0	0	0
	<i>Techniciens</i>	0	0	0	0	0	0
	<i>Personnel d'innovation</i>	13	24	37	11,98	20,80	32,78
Grand total		13	24	37	11,98	20,80	32,78

Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD		Effectif			Équivalent Plein Temps		
		H	F	Total	H	F	Total
CDI		12	24	36	11,73	20,80	32,53
CDD		1	0	1	0,25	0	0,25
Doctorants AFR en CDD		0	0	0	0	0	0
Autres doctorants en CDD (CORE, ...)		0	0	0	0	0	0
Postdoc AFR		0	0	0	0	0	0
Autres Postdoc		0	0	0	0	0	0
Grand total		13	24	37	11,98	20,80	32,78

Nationalité du personnel :

Fonds National de la Recherche	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	10	15	25	9	15	24	9	15	24
Belge	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Française	1	2	3	1	2	3	1	1	2
Allemande	2	3	5	2	3	5	2	3	5
Autres EU	0	3	3	0	4	4	0	4	4
Non EU	0	1	1	0	1	1	1	1	2
Total (effectif)	13	24	37	12	25	37	13	24	37

Profession du personnel :

Fonds National de la Recherche		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	<i>Chercheurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Techniciens</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Personnel d'innovation</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel administratif		13	24	37	12	25	37	13	24	37
Personnel non lié à la recherche (Conseillers)		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (effectif)		13	23	36	13	24	37	13	24	37



Mobilité (entrées et sorties de personnel) :

Fonds National de la Recherche		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel entrant	Chercheurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	2	2	0	1	1	1	2	3
Personnel sortant	Chercheurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	1	1	1	0	1	0	3	3



6.2 Luxinnovation



Financements européens

Luxinnovation est le point de contact national pour le programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation. L'objectif de l'agence est d'augmenter la participation et le taux de réussite des acteurs luxembourgeois aux programmes et de les aider à identifier les opportunités de financement qui sont à la fois en accord avec les priorités nationales et avec leurs propres stratégies.

Soutien aux projets Horizon Europe 2025

L'équipe des financements européens de Luxinnovation a soutenu les organismes luxembourgeois tout au long de l'année en identifiant les appels les plus appropriés, en vérifiant leurs propositions de projet et en les aidant à améliorer leur structure, leur pertinence et leurs liens avec les politiques de l'UE.

Les résultats sont positifs : les candidats luxembourgeois ont eu un taux de réussite (au 15 janvier 2026) de 17,43%, un score meilleur que la moyenne européenne qui est de 15,25%. 104 nouveaux contrats Horizon Europe impliquant des participants luxembourgeois ont été signés en 2025. Ces projets ont reçu une contribution totale de l'UE de 51,64 millions d'euros. 10,6 millions d'euros, c'est-à-dire 19,5%, ont été attribués à des PME. L'année se distingue également par une hausse des projets financés sous le Pilier I, notamment via l'ERC, ainsi qu'une augmentation des succès dans le cadre de l'EIC, Pillar III.

Success stories 2025

L'année 2025 a été marquée par plusieurs réussites majeures pour les acteurs luxembourgeois engagés dans Horizon Europe. Dans le domaine de la recherche publique, le Luxembourg a obtenu son premier Living Lab national des sols grâce au projet Horizon Europe URSOILL ([CORDIS](#)), sélectionné dans le cadre de la mission européenne Soil. Ce projet, financé à hauteur de près de 2 millions d'euros, permettra de relever les défis liés aux sols urbains à travers une collaboration réunissant sept partenaires nationaux, avec le LIST en tant que coordinateur. Luxinnovation a accompagné le consortium tout au long du processus, notamment lors de la phase de proposition ainsi que pour les aspects juridiques et budgétaires.

Parallèlement, le professeur Anupam Sengupta a obtenu une prestigieuse ERC Consolidator Grant de 2,4 millions d'euros pour son projet MicroPAS. Luxinnovation a contribué à ce succès en lui offrant un soutien ciblé, notamment à travers la participation à des mock interviews destinés à préparer efficacement son audition.

L'année a également été particulièrement positive pour le Luxembourg dans le cadre de l'EIC. Deux entreprises, OQ Technology et Space Cargo Unlimited, ont décroché un financement de l'EIC Accelerator, tandis que le projet SUN2CN, coordonné par le LIST, a été retenu dans le cadre de l'EIC Pathfinder. Luxinnovation a soutenu ces réussites en offrant des préparations personnalisées aux entretiens, ainsi qu'une relecture approfondie des propositions.

Horizon Europe Day and other events

L'édition 2025 de la Horizon Europe Day s'est tenue le 11 décembre et a rassemblé plus de 100 participants de la communauté luxembourgeoise de la recherche et de l'innovation. L'événement a mis à l'honneur les réussites nationales dans Horizon Europe, avec notamment les témoignages de sociétés telles que GPSS et OQ Technologies, ainsi que la présentation de projets pilotes locaux tels que CEADS et NEXTLOGIC. La journée s'est clôturée par une intervention d'Anne Calteux de la Commission européenne, offrant un aperçu des priorités à venir du programme de travail 2026-2027 et des réflexions préliminaires sur le futur FP10.



En 2025, l'équipe des financements européens a également organisé une série d'événements afin d'informer et de former les candidats luxembourgeois aux programmes Horizon Europe et Digital Europe : deux ateliers de rédaction de propositions, un atelier conjoint EIC-EEN, un atelier organisé en marge de la European Health Tech Conference 2025 dédié aux appels en santé digitale (Horizon Europe, DEP et EU4Health), un atelier pour coordinateurs sur le Lump Sum avec la participation de représentants de la Commission européenne, un événement de type « train the trainer » sur les actions MSCA, ainsi que deux webinaires d'information consacrés respectivement à l'ERC et au dispositif NEB Facility.

Les actions de communication ont été renforcées avec la publication de quatre newsletters relayant les informations essentielles de l'équipe NCP au sein de l'écosystème luxembourgeois, ainsi que plusieurs articles valorisant les réussites nationales, fournissant des conseils aux candidats et présentant des success stories.



Le Digital Europe Programme et l'Innovation Fund

En 2025, Luxinnovation a poursuivi son travail de sensibilisation sur les appels du programme DEP auprès de la communauté luxembourgeoise de la recherche et de l'innovation, en étroite collaboration avec les ministères et les institutions concernées. Les échanges réguliers et constructifs avec les autres NCP européens ont permis de renforcer la compréhension des attentes du programme et d'identifier des opportunités pertinentes pour les acteurs nationaux. Ce travail a contribué à la réussite de plusieurs projets financés, dont le projet CEADS, pour lequel Luxinnovation a joué un rôle clé en soutenant le LIST dans son intégration au consortium.

Par ailleurs, le Luxembourg a obtenu en 2025 son premier projet financé par l'Innovation Fund, avec le projet ECHO-Wave, grâce également au travail d'accompagnement mené par l'équipe de Luxinnovation. Ce projet bénéficie d'un financement européen de 12.964.904 euros, en complément d'un soutien national, marquant une étape importante pour le pays dans l'accès à ce programme particulièrement compétitif.



6.3 Luxembourg Media and Digital Design Centre GIE



Le Luxembourg Media and Digital Design Centre GIE (LMDDC) a été créé le 18 décembre 2020 à l'initiative conjointe du MESR, du MENJE et du LIST. Il aspire à accompagner les acteurs de l'apprentissage digital au Luxembourg dans leurs efforts d'innovation et de digitalisation. Au-delà de son rôle de facilitateur numérique pour le développement des compétences, structuré autour de ses cinq missions principales (production de contenu digital, hébergement de plateforme, accompagnement technologique et stratégique, veille et dissémination, ainsi que support à la recherche EdTech), le LMDDC est depuis peu centre de référence pour l'Intelligence Artificielle (IA) dans l'éducation et la formation.

L'année 2025 s'est distinguée par quatre évolutions majeures : un élargissement des effectifs, une multiplication des projets, l'organisation d'événements significatifs culminant avec l'inauguration officielle des nouveaux locaux du LMDDC en octobre, et une stratégie de communication plus ciblée.

Ressources humaines et infrastructure

Les recrutements au cours de l'année 2025 ont suivi deux logiques complémentaires : respecter la feuille de route élaborée dans la stratégie pluriannuelle du LMDDC tout en répondant aux besoins spécifiques des partenaires et aux nécessités internes.

L'équipe de conception pédagogique s'est enrichie de deux collaboratrices, recrutées en CDD pour travailler sur deux projets européens financièrement soutenus par la Commission Européenne. Pour appuyer la montée en puissance des événements et renforcer les volets marketing et partage de connaissances, une *knowledge dissemination officer* a intégré le pilier communication et partenariats.

Durant l'année 2025, le LMDDC a poursuivi sa politique d'attraction de jeunes talents en accueillant deux étudiants-stagiaires, qui ont contribué à deux projets bientôt publiés en open-source : un outil de génération de schémas et graphiques pour l'éducation ainsi qu'une solution de streaming vidéo.

De plus, le LMDDC a intensifié ses efforts de développement et de déploiement d'applications d'IA souveraines destinées aux projets européens, mais aussi aux activités de soutien à l'éducation. Une réalisation majeure a été le lancement d'Alice, le premier service en ligne de génération de chatbots, disponible via la plateforme d'outils en ligne skilltech.tools (accessible via le lien <https://skilltech.tools>).

Les logiciels issus des projets s'appuient sur l'infrastructure d'hébergement du LMDDC, qui a continué d'évoluer avec l'acquisition de nouveaux serveurs et une haute connectivité via les infrastructures de RESTENA. La maturité de cette infrastructure d'hébergement permet d'aborder avec confiance des projets d'envergure nationale, notamment l'hébergement de plateformes LMS (Moodle), de ePortfolio (Mahara) ou d'autres services pour divers acteurs.

L'installation dans de nouveaux locaux a aussi permis de mettre en place les outils plébiscités depuis le départ : du contrôle d'accès des locaux aux serveurs de développement. Toutes les technologies utilisées respectent les exigences d'ouverture, de standardisation et de souveraineté chères au LMDDC et ont été conçues afin d'assurer une souveraineté et une résilience maximum, notamment par l'usage quasi exclusif de solutions logicielles open-source et de standards ouverts.



Activités et projets

En complément du site institutionnel (<https://lmddc.lu>) et du portail d'information pour le grand public et les acteurs de l'apprentissage (<https://skilltech.cafe>), le portail skilltech.tools, initiative phare lancée en octobre 2024 qui propose des outils digitaux gratuits et souverains aux enseignants et formateurs, a été alimenté par de nouvelles fonctionnalités basées sur l'intelligence artificielle.

Suite au workshop « EdTech Speed Dating with AI Reloaded » de décembre 2025, il est désormais possible de créer son propre chatbot éducatif et de l'intégrer à des plateformes d'apprentissage telles que Moodle, de dialoguer avec un agent conversationnel basé sur des modèles open source et de générer par l'intelligence artificielle des représentations visuelles en mode collaboratif.

Dans le domaine du partage des connaissances et transfert d'expertise, le LMDDC a pris part à une table ronde lors de la conférence annuelle de 1EdTech, un consortium international dédié à la standardisation dans le domaine EdTech dont le LMDDC est membre depuis 2024. Le LMDDC était également présent à la rencontre annuelle d'EUNIS, le réseau européen guidant la transformation numérique dans l'enseignement supérieur. La collaboration avec la Commission européenne s'est poursuivie sous deux formes : un collaborateur du LMDDC a été mandaté comme ambassadeur du Luxembourg pour l'initiative DigiEduHack, tandis qu'un autre a rejoint un nouveau groupe d'experts du *European Digital Education Hub*.

L'éventail de projets, la typologie des partenaires et la variété des sujets abordés se sont élargis, illustrant la multiplicité des enjeux dans le secteur EdTech. Ainsi, les actions du LMDDC ont couvert les stratégies d'apprentissage digital, la conception de ressources pédagogiques dans une grande diversité de supports digitaux, l'installation et l'hébergement de plateformes « on premise » chez les partenaires ou accessible en SaaS sur l'infrastructure du LMDDC, des activités d'apprentissage immersives et ludiques, ainsi que la participation à de nombreuses journées pédagogiques dans des lycées luxembourgeois. À ce sujet, il est à noter la forte hausse des demandes de développement de chatbots éducatifs. Par ailleurs, plusieurs projets s'inscrivent dans un cadre pluriannuel tel que le projet Euroskills mené par le SCRIPT et pour lequel le LMDDC collabore au design et à la mise en place technologique. Le LMDDC continue également d'être impliqué dans deux projets européens soutenus par les programmes Interreg NWE et Horizon Europe afin d'y créer des contenus d'apprentissage.

Événements

Les locaux définitifs du LMDDC, situés au rez-de-chaussée du bâtiment LUXMILL à Belval, ont été finalisés en août 2025. L'inauguration officielle a eu lieu le 8 octobre en présence de la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Stéphanie Obertin. Les workshops thématiques du LMDDC de mars et de décembre étaient consacrés à l'apprentissage par le jeu (« EdTech Speed Dating with Games ») et à l'IA (« EdTech Speed Dating with AI : Reloaded »). Ce dernier s'est déroulé dans ces nouveaux espaces que le LMDDC prévoit de rendre progressivement accessibles aux acteurs intéressés de son écosystème.

En partenariat avec l'IFEN, le LMDDC a continué de participer activement aux journées pédagogiques de plusieurs lycées du pays (Athénée de Luxembourg, Lycée Josy Barthel, etc.) par le biais d'un stand mettant l'accent sur une technologie ou des réalisations spécifiques. Le LMDDC a aussi co-organisé divers événements locaux comme la conférence Open Source Luxembourg 2025 et le Hackathon DigiEduHack 2025 « Inclusive Education and Training in Luxembourg », tous deux avec le DLH Luxembourg. Enfin, le LMDDC était présent à la EschTechWeek et à NEXUS Luxembourg 2025.

Communication

Le LMDDC a affiné sa stratégie de communication, dans l'objectif de renforcer sa visibilité auprès des professionnels de l'éducation, de l'enseignement et de la formation notamment, au Luxembourg comme à l'international. Cette démarche repose sur une présence plus accrue sur les réseaux sociaux, incluant la création de comptes Mastodon et Facebook, complétée par une augmentation significative de 90% de sa production de contenus via des blogs et une croissance de 50% de l'audience de sa newsletter.



6.4 Luxembourg National Data Service (LNDS)

En 2025, le Luxembourg National Data Service (LNDS) a atteint sa vitesse de croisière grâce à une équipe solide et diversifiée d'experts en données (plus de 75 collaborateurs), ainsi qu'à divers partenaires de données, créant un impact notable par la réutilisation des données du secteur public. Le portefeuille existant de services et d'outils a été continuellement ajusté afin de répondre aux besoins de la nouvelle législation relative à la réutilisation des données du secteur public (loi A619 du 19 décembre 2025).

Un résumé des avancées de 2025 a été présenté le 2 décembre, lors de la troisième édition de l'événement phare du LNDS, le Data Summit Luxembourg, au Centre de Conférences Européen à Kirchberg. Cette édition a réuni plus de 600 participants et a accueilli 25 intervenants à travers 22 présentations et une session de formation parallèle, le tout avec un très bon taux de satisfaction (4,49/5,00). La quatrième édition du Data Summit Luxembourg est d'ores et déjà prévue pour le 2 décembre 2026.

La ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Stéphanie Obertin, ainsi que le ministre des Finances, Gilles Roth, ont prononcé des discours en séance plénière, axés sur les stratégies actualisées en matière de données et d'IA pour le pays. En effet, la mission première du LNDS est de servir ses partenaires de données, de soutenir la recherche, l'innovation et l'élaboration de politiques publiques grâce à des données de haute qualité, et de permettre la participation de la recherche publique et des acteurs privés à la chaîne complète de création de valeur des données.

Les ressources du LNDS sont réparties entre le développement de ces capacités (services et outils) et des projets de données concrets. Les projets de données sont identifiés, définis et classés par ordre de priorité avec les différents partenaires de données du LNDS, dans une grande variété de domaines : santé, socio-économique, énergie, éducation, environnement, finance, et autres.

En 2025, le LNDS s'est concentré sur les nouvelles exigences issues des efforts législatifs en cours, tels que le Data Governance Act, l'Espace européen des données de santé, ainsi que sur de nouveaux projets stratégiques tels que l'AI-Factory. En collaboration avec le ministère de la Digitalisation, le Centre des technologies de l'information de l'État et le Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données, le LNDS contribue à la mise en œuvre nationale du Data Governance Act au Luxembourg. Ce règlement prévoit un large ensemble de services visant à doter le secteur public de la gouvernance et des outils nécessaires pour permettre la réutilisation secondaire des données du secteur public. Parallèlement, le LNDS progresse dans le projet Health Data Access Body Luxembourg, cofinancé par des fonds européens afin de préparer la mise en œuvre du règlement sur l'Espace européen des données de santé (EHDS). Le LNDS contribue également à la seconde action conjointe « Towards the European Health Data Space – TEHDAS2 », soutenant l'élaboration des actes d'exécution de l'EHDS.

En complément, le LNDS poursuit son engagement dans une multitude d'autres projets financés au niveau international, principalement par l'intermédiaire de la Commission européenne. Ces projets permettent à l'organisation de travailler en réseau et d'accéder aux connaissances grâce à la collaboration avec des partenaires renommés au sein de divers consortiums. Les projets financés au niveau international constituent également des plateformes de collaboration et de co-crédation internationales. La plupart de ces projets internationaux sont financés en grande partie, certains même entièrement, ce qui procure un soutien financier additionnel au LNDS. Il continuera à s'engager dans ces projets, générant des collaborations avec des centres experts à travers l'Europe et apportant un soutien financier additionnel, avec un objectif de 1,5 million d'euros par an.

En 2026, le LNDS continuera à développer ses capacités, ses services et ses outils, en s'alignant sur les missions du nouveau Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données, et à étendre son soutien à un ensemble croissant de projets de données à fort impact.



Involvement on European level

Making an impact on the international level



Enfin, l'équipe du LNDS s'agrandit. L'organisation a constitué une équipe très diversifiée (32 nationalités, 37% de femmes) et très expérimentée, couvrant les différentes spécialités centrées sur les données. Les personnes recrutées sont issues du secteur public, de la recherche et du secteur privé. Le LNDS est géré par une structure horizontale et agile. Ses forces motrices sont dans sa culture de confiance, agilité et transparence, qui lui permet d'accroître la confiance de ses partenaires en matière de données et dans le domaine public. C'est extrêmement important, car le principal atout du LNDS réside dans les compétences de son personnel. En bref, il s'agit d'une activité humaine. En outre, les développements du LNDS ne se limitent pas à son personnel local. Le LNDS cherche à externaliser, lorsque l'expertise peut être trouvée par le biais de l'externalisation ou de partenariats.

À l'avenir, le LNDS continuera à développer ses capacités, ses services et ses outils, et à étendre son soutien à un ensemble croissant de projets de données ayant un impact, avec pour objectif d'avoir au moins cinquante projets de données finalisés ou en cours d'ici à la fin de 2026.





Personnel en 2025 : CDD et CDI (en personnes physiques) :

Personnel en CDI et CDD	Effectif			Équivalent Plein Temps		
	H	F	Total	H	F	Total
CDI	30	23	53	29,8	22,6	52,4
CDD	11	12	23	11	12	23
Doctorants AFR en CDD	0	0	0	0	0	0
Autres doctorants en CDD (CORE, ...)	0	0	0	0	0	0
Postdoc AFR	0	0	0	0	0	0
Autres Postdoc	0	0	0	0	0	0
Grand total	41	35	76	40,8	34,6	75,4

Nationalité du personnel :

Luxembourg National Data Service (LNDS)	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	1	3	4	4	1	5	5	3	8
Belge	1	0	1	2	0	2	2	1	3
Française	5	2	7	8	3	11	11	6	17
Allemande	0	3	3	2	2	4	1	3	4
Autres EU	3	2	5	4	6	10	8	9	17
Non EU	10	3	13	18	10	28	14	13	27
Total (effectif)	20	13	33	38	22	60	41	35	76

Profession du personnel :

Luxembourg National Data Service (LNDS)		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	Chercheurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel administratif		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel non lié à la recherche (p.ex. enseignement)		20	13	33	38	22	60	41	35	76
Total (effectif)		20	13	33	38	22	60	41	35	76

6.5 Anefore



Créée en 2007 et placée sous l'autorité nationale du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Anefore est l'agence nationale chargée de la mise en œuvre des programmes Erasmus+ (E+) et Corps européen de solidarité (CES) au Luxembourg. Anefore est également le centre national Europass et Euroguidance, l'organisation d'assistance nationale eTwinning, l'unité nationale du réseau Eurydice et le correspondant national du réseau Youth Wiki. Eurodesk a été sous-traité à l'Agence Nationale pour l'Information des Jeunes jusqu'en 2025 et sera sous-traité au Service National de la Jeunesse à partir de 2026.

Le programme E+ concerne les secteurs de l'enseignement scolaire, de l'enseignement et la formation professionnels, de l'enseignement supérieur, de l'éducation des adultes, de la jeunesse et du sport. Le secteur de l'enseignement supérieur est celui qui bénéficie de la plus grande part du budget : pour l'appel à propositions E+ 2025, le budget communautaire disponible pour cofinancer des projets décentralisés du secteur de l'enseignement supérieur représentait 31,17% et s'est élevé à 4.835.974,12 euros, correspondant à une augmentation de 2,8% par rapport au budget disponible de 2024.

Dans le cadre de l'appel à propositions E+ 2025, six projets de mobilité E+ (action clé 1), dont quatre projets de mobilité KA131 et deux projets de mobilité à dimension internationale KA171, ont été soumis par quatre des six établissements de l'enseignement supérieur qui détiennent la charte Erasmus pour l'enseignement supérieur (ECHE). En ce qui concerne les projets en faveur de la coopération (action clé 2), trois propositions de projets ont été reçues en 2025, par rapport à quatre en 2024.

Les six projets de mobilité ont été sélectionnés et cofinancés avec un montant total de 2.136.801 euros. Ces projets permettront à 862 personnes de réaliser une mobilité E+. Concrètement, 655 étudiants pourront effectuer une mobilité d'études, 113 étudiants auront l'occasion d'effectuer un stage E+, 20 étudiants pourront suivre des programmes intensifs hybrides et 74 membres du personnel pourront réaliser des missions d'enseignement et/ou de formation.

En ce qui concerne les projets en faveur de la coopération (action clé 2), deux des trois propositions de projets ont été sélectionnées et ont bénéficié au total d'un cofinancement de 800.000 euros. Il s'agit de deux projets de l'Université du Luxembourg : l'un vise à créer une plateforme d'apprentissage et de ressources pour de nombreuses langues européennes ou parlées en Europe à destination des publics des établissements de la scolarité obligatoire et de la formation tout au long de la vie ; l'autre vise à moderniser l'enseignement médical en intégrant des technologies d'intelligence artificielle, de réalité virtuelle et de simulation afin de renforcer les compétences numériques, la sensibilité éthique et la résilience sociale des étudiants et du personnel enseignant.

En somme, le budget total engagé en 2025 pour le secteur de l'enseignement supérieur s'est élevé à 2.936.801 euros, par rapport à 3.889.236 euros en 2024.

Anefore engage des efforts considérables pour offrir conseil et suivi sur mesure aux bénéficiaires et pour promouvoir les programmes et autres initiatives européennes gérés par l'Agence. Les événements qui ont spécialement marqué l'année 2025 ont été le *Summerfest* au sujet de l'héritage des programmes phares de l'éducation européenne et la conférence annuelle de Anefore.



Personnel en 2025 : CDD et CDI :

Personnel en CDI et CDD	Effectif			Équivalent Plein Temps		
	H	F	Total	H	F	Total
CDI	4	11	15	3,67	9,04	12,71
CDD	0	1	1	0	0,59	0,59
Doctorants AFR en CDD	0	0	0	0	0	0
Autres doctorants en CDD (CORE...)	0	0	0	0	0	0
Postdoc AFR	0	0	0	0	0	0
Autres Postdoc	0	0	0	0	0	0
Grand total	4	12	16	3,67	9,63	13,30

Nationalité du personnel :

Institution	2023			2024			2025		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Luxembourgeoise	4	8	12	4	9	13	4	10	14
Belge	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Française	0	2	2	0	2	2	0	2	2
Allemande	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Non EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (effectif)	4	10	14	4	11	15	4	12	16

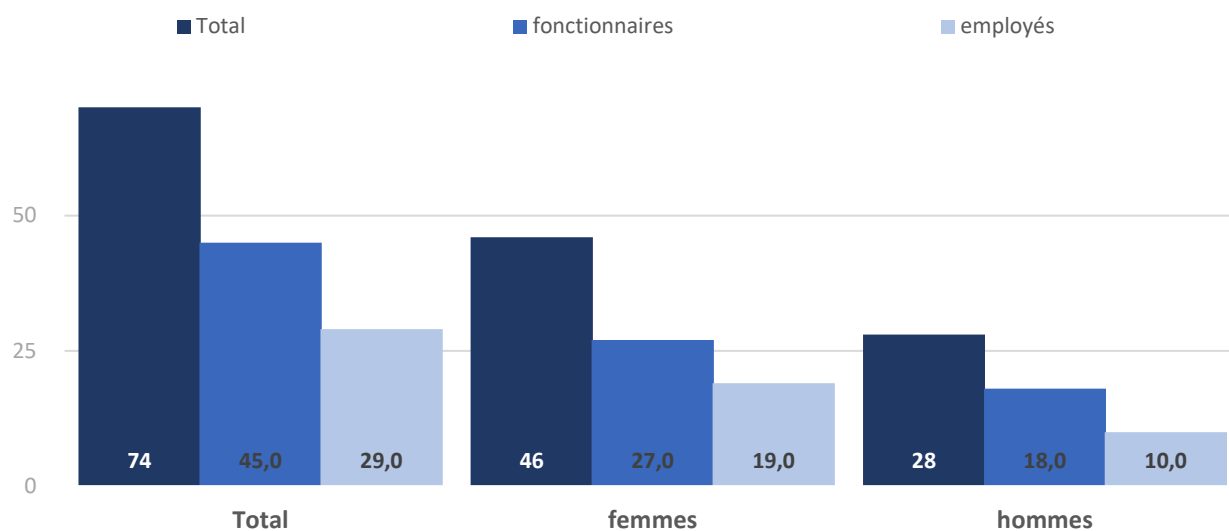
Profession du personnel :

Institution		2023			2024			2025		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Personnel RDI	Chercheurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'innovation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel administratif		4	10	14	4	11	15	4	12	16
Personnel non lié à la recherche (p.ex. enseignement)		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (effectif)		4	10	14	4	11	15	4	12	16



7. CHIFFRES CLÉS DU MESR

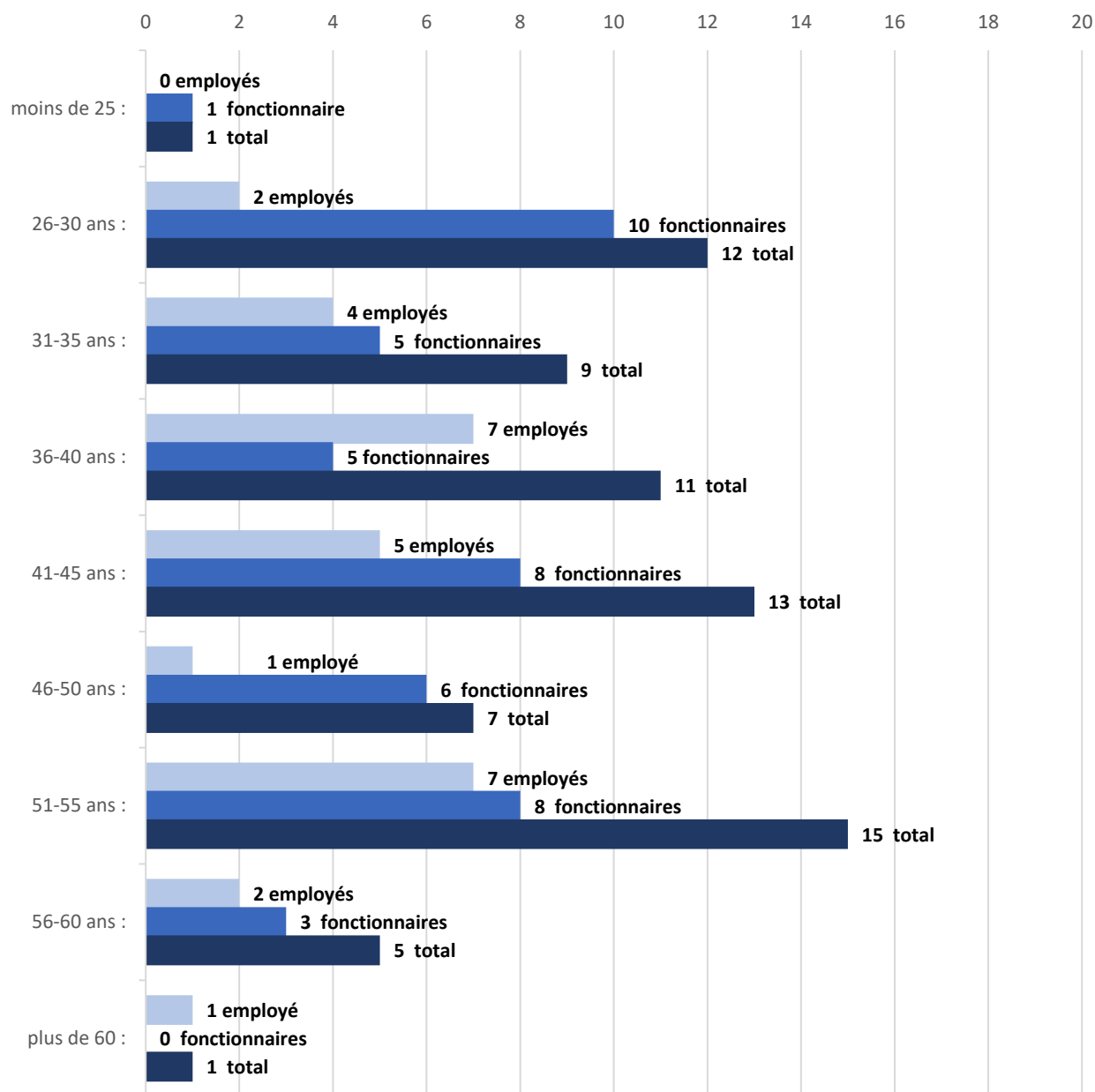
Effectif actuel par genre et par statut



**Agents en activité de service au 31.12.2025*



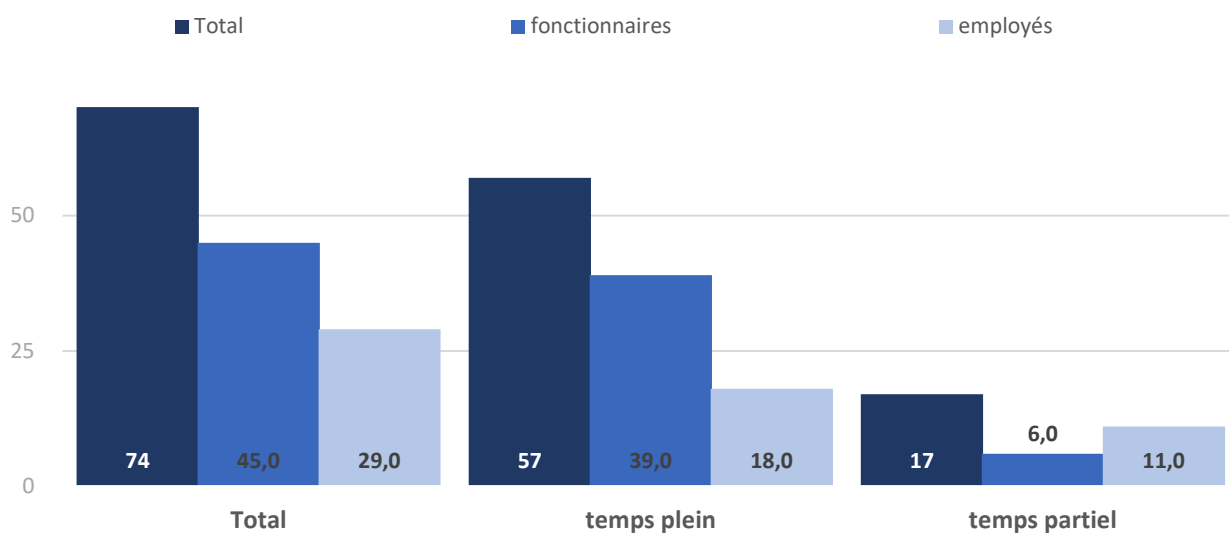
Effectif actuel par âge et par statut



* Agents en activité de service au 31.12.2025



Effectif actuel par charge horaire et par statut



*Agents en activité de service au 31.12.2025